



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13340 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine SAMEDI 19 DÉCEMBRE 1987

Le remplacement de M. Husak par M. Jakes

Le nouveau chef du PC tchécoslovaque ne laisse pas prévoir de larges réformes

M. Gorbatchev et son glaci

En principe, le remplacement de M. Husak à la tête du PC tchécoslovaque devrait être bien accueilli par les partisans de réformes dans le monde communiste, et particulièrement en URSS. M. Husak n'était pas seulement le fossoyeur des espoirs du « printemps de Prague », mais aussi, avec ses soixante-quatorze ans, l'un des symboles du régime de gerontocratie et de stagnation instauré par Brejnev chez lui et en Europe de l'Est. Le changement qui vient d'être décidé à Prague pourrait bien être le signal de l'inévitable départ des septennaires qui dirigent tous ces pays, à l'exception de la Pologne.

Cette impression serait plus nette toutefois si le successeur de M. Husak n'avait pas déjà atteint l'âge normal de la retraite et, surtout, si son image transparaissait nettement sur la conservatisme ambiant. Ce n'est pas le cas, puisque M. Jakes s'est surtout distingué par son rôle de grand épurateur de toute l'équipe libérale pendant les dix premières années de la « normalisation » en Tchécoslovaquie. Et c'est ce qui est prononcé depuis lors, en tant que responsable de l'économie, en faveur d'une « rationalisation » de la gestion, c'est-à-dire de la « personnalisation » qu'on le doit qu'il n'a pas.

M. Gorbatchev pourrait donc bien en être pour ses frais en ce qui concerne son slogan de « démocratisation » — un aspect essentiel des réformes à ses yeux — dans ce pays qui a presque toujours été un satellite modéré de l'URSS. Mais il est vrai que sa tâche d'héritier de l'empire soviétique a manqué dans ce domaine avec une extrême prudence. D'une part, il s'est gardé de reprendre à son compte les formules les plus fortes de la « doctrine Brejnev » par laquelle son prédécesseur s'octroyait un droit d'intervention dans les affaires de ses alliés. Il a aussi évité d'employer, au cours de son voyage en Tchécoslovaquie au printemps dernier, le terme de « contre-révolution » par lequel M. Husak et les conservateurs de Prague désignent la période Dubcek; tout en exaltant l'aide de Moscou, il n'a pas fait référence explicitement à l'intervention militaire.

Pourtant, le chef du PC soviétique ne peut guère aller au-delà de ce « profit bas » sur cette page sombre de l'héritage. Un de ses anciens conseillers a même entendu que l'historique de 1988 pourrait être révisé, mais il est douteux que cette velléité devienne réalité dans l'avenir prévisible. Sur un plan général, on ne voit guère comment les rapports entre Moscou et les pays du glaci pourraient faire l'objet de réformes analogues à celles que M. Gorbatchev tente de promouvoir dans sa politique à l'égard de l'Ouest. Le glaci est trop fragile, le souvenir des révoltes qui s'y sont produites périodiquement, pendant près de trente ans, trop cuisant pour autoriser les audaces.

M 0147 - 12190 - 4,50 F
3790147004500 12190

M. Milos Jakes, qui a succédé, le jeudi 17 décembre, à M. Husak à la tête du PC tchécoslovaque, ne laisse pas prévoir de larges réformes. Il s'est présenté devant le comité central comme un gestionnaire orthodoxe, et s'est réferé essentiellement à la ligne définie par le parti lors de son dernier congrès en mars 1986.

«Restructurer» les «normalisés»...

PRAGUE
de notre envoyé spécial

« A quel bon croire au changement ? Tant qu'il n'arrivera pas quelque chose qui en vaille la peine, mieux vaut ne pas se casser la tête, continuer de profiter de ce qu'on a, de voler le régime et préserver sa vie privée » : laconiquement résumé par un ancien communiste « normalisé » du printemps de Prague, l'état d'esprit ambiant, dans la Tchécoslovaquie de 1987, est plutôt morose et guère annonciateur de profonds changements. L'espoir suscité par la visite de Mikhail Gorbatchev, en avril dernier, est retombé presque aussi vite qu'il était venu. A elle seule, la nomination de M. Milos Jakes, soixante-cinq ans, ancien grand ordonnateur des purges du Parti communiste après les événements de 1968, en remplacement de M. Gustav Husak, ne devrait pas suffire à changer les choses.

HENRI DE BRESSON.
(Lire la suite page 3.)

Malgré les décisions de l'OPEP

La chute des cours du pétrole risque de s'accélérer

La chute des cours du pétrole brut amorcée après l'échec de la réunion de l'OPEP, lundi 14 décembre, s'accélère. A New-York, le brut de référence est tombé, le jeudi 17 décembre, sous la barre des 15 dollars le baril, avant de se stabiliser, pour des raisons techniques, à un peu moins de 16 dollars.

En une semaine les cours du pétrole ont perdu 2,5 dollars par baril, soit environ 15 % de leur valeur, retombant à leur plus bas niveau depuis un an. Cet effondrement, s'il se poursuit, pourrait remettre en question les résultats de la conférence de l'OPEP qui vient de s'achever, et, suivant la crise des marchés financiers, aggraver les déséquilibres mondiaux, amplifiant les risques d'une récession internationale. Après la Bourse et le dollar, le pétrole ? Il y a deux semaines l'idée paraissait presque incongrue. L'effondrement des marchés, suivant la conférence de l'OPEP réunie à Vienne du 9 au 14 décembre, montre pourtant

que le risque d'un nouvel effondrement des prix du brut comparable à celui de 1986 n'est pas mince. L'incapacité des treize pays exportateurs de pétrole, déchirés par la guerre du Golfe, de prendre les moyens de défendre les prix du brut, comme ils l'avaient fait à la fin de l'année dernière, a convaincu les opérateurs que l'ère de la stabilité avait pris fin. En une semaine les cours sont retombés grosso modo à leur niveau de décembre 1986, effaçant d'un coup les gains de l'année écoulée. VÉRONIQUE MAURUS.
(Lire la suite page 30.)

Manifestations en Corée du Sud

Au lendemain de l'élection présidentielle, de violents affrontements avec la police auraient fait plusieurs morts.

PAGE 5

Consommation et investissements

Malgré le « krach », une bonne période pour l'économie française.

PAGE 30

Projet pour le Pont du Gard

Ferme et thermes romains.

PAGE 22

Le sommaire complet se trouve page 36

La mort de la première femme de l'Académie française

«Marguerite Yourcenar, 1903-1987»

Marguerite Yourcenar, la première femme admise à l'Académie française, en 1980, est morte des suites d'un « accident cérébral », jeudi 17 décembre à 21 h 30 (heure locale, 3 h 30 vendredi, heure de Paris), à l'hôpital de l'île des Monts-Déserts (Maine). Elle vivait depuis plus de quarante ans — entre deux voyages — dans cette île de la côte est des États-Unis, où elle avait sa maison, « Petite Plaisance ». Elle était âgée de quatre-vingt-quatre ans. Selon son désir, son incinération aura lieu dans la plus stricte intimité.

Le petit cimetière de Somersville, dans l'île des Monts-Déserts, a le négligé savant des jardins anglais. La maison en bois qui la jourte fut la première demeure de Marguerite Yourcenar lorsqu'elle décida de s'installer dans l'île, avec son amie Grace Frick, à la fin de la dernière guerre mondiale. Elle en gardait le souvenir d'un « lieu inconfortable, où les vallées restèrent longtemps entrecroisées sans être ouvertes ». Vers le fond du jardin-cimetière, un arbre faisait de

l'ombre à une butte recouverte de gazon et, en été, de fleurs. Dans l'herbe, on apercevait une dalle en marbre noir, de petite taille, carrée — ne pouvant dissimuler qu'une urne funéraire — et qui portait la simple mention : « Grace Frick, 1903-1979. » Un peu plus loin, une pierre blanche rappelait la mémoire de Jerry Wilson, qui fut le secrétaire et le compagnon de voyage de Marguerite Yourcenar pendant quelque huit années, avant de mourir, à trente-six ans, en 1936. En retournant vers l'allée, l'œil était attiré par un autre « éciat » noir : une dalle identique indiquant : « Marguerite Yourcenar, 1903-19... »

A ses visiteurs étonnés, à ses amis attristés d'une mort ainsi désignée Marguerite Yourcenar disait tranquillement, avec, sur les transparences de son poil bleu, comme un air d'éloignement : « Il ne faut pas être mélancolique. Cet objet, au contraire, me reconforte, me rassure. Je suis fière. Cela peut venir, dans dix minutes, dans deux jours, dans six mois, cela m'est égal. Ce ne fut pas toujours le cas, mais

désormais je n'ai pas peur. » Voyageuse inépuisable, elle se moquait des années et, parlant de la vieillesse dans un long entretien accordé au Monde à la fin de 1984, confiait : « Lorsque je sens mon âge, je sens plutôt la fatigue, la maladie. Si je relève de maladie, je me sens, je dirais non pas très vieille, mais très près du bord des choses. »

Son seul désir était de ne pas être dépossédée de sa mort, de « la dernière expérience, celle du passage ». Le destin ne l'a pas tout à fait exaucée. Au terme d'une existence qu'elle avait dirigée avec autorité et rigueur — pour elle et pour les autres, — elle aurait sans doute voulu, dans un dernier sourire, mi-moqueur mi-hautain, commander elle-même l'inscription des chiffres manquant sur la dalle noire de Somersville. Elle savait bien — mais qui veut vraiment y croire ? — qu'il est un « naufrage » qu'on ne maîtrise pas : celui qui survient quand, comme le disait le titre d'un de ses premiers livres, La mort conduit l'attelage.

JOYANE SAVIGNEAU.
(Lire nos informations page 21.)

L'affaire Luchoire



Le PDG, M. Dewavrin, a été inculpé d'infraction à la législation sur le commerce des armes de guerre.

Une filiale audiovisuelle du « Monde »

« Le Monde » et la société cinématographique MK2, dirigée par Marin Karmitz, ont créé une filiale audiovisuelle commune. Cette filiale, LMK-Images, assurera la production de programmes couvrant aussi bien des reportages et des documents à base d'archives que des œuvres de fiction. Page 24

La SNCF un an après la grève

Les rames de l'état de grâce

Un an après la grande grève qui a paralysé la SNCF pendant trois semaines, l'amertume et l'inquiétude régissent toujours dans les rangs des cheminots. Les bas salaires, les suppressions d'emplois et le poids de la hiérarchie alimentent cette morosité (Le Monde du 18 décembre). En revanche, dans les étages les plus élevés de la société nationale, le moral et le dynamisme sont revenus, avec la nomination d'un nouveau directeur général et la promesse de nouveaux TGV. Après la grande remise en cause des certitudes ferroviaires provoquée par trois semaines de grève, la confiance réapparaît doucement dans le haut encadrement. Il n'a jamais cessé d'être

persuadé — à juste titre — que le chemin de fer français est techniquement le meilleur du monde. Aucun train, sur les cinq continents, ne dépasse en exploitation normale les 280 kilomètres/heure du TGV Sud-Est et les rames Atlantique porteront, en 1989, cette performance à 300 kilomètres/heure. S'il regarde les réseaux comparables, il constate qu'ils se portent financièrement mal : la Bundesbahn allemande devrait enregistrer, cette année, un déficit de 4 milliards de deutschemarks (13,6 milliards de francs), qui se creusera jusqu'à 6,8 milliards de deutschemarks (23,4 milliards de francs) en 1992. Alors que la SNCF réduit, sans faillir, ses déficits comme le veut son contrat de plan : 3,8 milliards de francs en 1986, 2,02 milliards en 1987, 1,54 milliard en 1988 et l'équilibre en 1989.

Le haut encadrement a d'autres raisons de se réjouir. Les conséquences de la grève ont été moins graves que prévu. ALAIN FAUJAS.
(Lire la suite page 32.)

Le Grand-Père nouveau est arrivé
LE PRINTEMPS DES GRANDS-PARENTS
Ségolène Royal
Un livre plein de tendresse qui va à l'encontre de toutes les idées reçues sur la famille en miettes et la guerre des générations.
Robert Solé/LE MONDE
COGITE ROBERT LAFFONT

À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,80 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 AS ; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 166 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 180 dr. ; Inde, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 6 400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,90 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكنا من العمل

Asie

CORÉE DU SUD : au lendemain de l'élection présidentielle

L'intervention brutale de la police contre des manifestants à Séoul aurait fait plusieurs morts

La commission électorale officielle a rendu public, ce vendredi 18 décembre, les résultats officiels de l'élection présidentielle de la Corée du Sud, qui a vu la victoire du candidat gouvernemental, M. Roh Tae Woo. Ces résultats, contestés par l'opposition, ont été annoncés par l'opposition sous les surnoms : M. Kim Dae Jung, 8 282 738 voix (25,5 %), M. Kim Young Sam, 6 337 581 (27,5 %), M. Kim Dae Jung, 6 113 375 (26,5 %), M. Kim Jong Pil, 3 238 067 (13,5 %), M. Shin Chang Il, 46 500 (0,2 %).

SEUL

Une mère, le visage inondé de larmes, cherche à écarter la rangée de policiers anti-émeutes qui garde l'entrée de son domicile. Elle veut avoir si son fils, étudiant, a été arrêté ou se trouve parmi les manifestants. M. Roh Tae Woo, qui a été élu jeudi 17 décembre, successeur de M. Chun Doo Hwan à la présidence, avait promis une « transition pacifique du pouvoir », mais dix-huit

heures après son élection, son mandat est déjà entaché de sang. Aux abords de la mairie du quartier central de Séoul, il semble y avoir eu la guerre. Carrosses de voitures et d'autobus brûlés, chaînes de jonction de pierres, odeur de gaz lacrymogène. La police anti-émeutes a quadrillé le quartier. Des habitants se pressent près de journalistes qui rapportent de la mairie aux vitres brisées, et sur le toit de laquelle les rebelles encore intacts sont rares pour demander où sont les étudiants qui l'occupaient. Il n'y en a plus trace depuis que la police et les « ours blancs » (brigade spéciale en civil reconnaissable aux casques blancs de ses membres) ont donné l'assaut à l'immeuble.

Depuis mercredi, jour du scrutin, quelque quatre cents étudiants étaient venus pénétrer dans la mairie pour garder une urne confiée par la population et supposée bourrée de faux bulletins, qui aurait été la pièce à conviction de la fraude électorale. On ignore sciemment le nombre exact des victimes d'un affrontement dont on ne peut douter qu'il a été violent. Il a été confirmé qu'un homme de quarante et un ans a tenté de s'immoler par le feu au moment où la police a lancé l'assaut et qu'il était dans un état grave à l'hôpital. Selon les journaux locaux de l'université de Yonsei, trois des cinquante étudiants qui s'étaient réfugiés sur le toit ont sauté dans le vide. Des photographes présents ont vu un corps inanimé emporté dans des couvertures. Des personnes du quartier témoignent de l'assaut avant-couronné de succès — et pour l'instant irréversible. Un fonctionnaire de la mairie qui y est entré à 8 heures, soit deux heures après l'assaut, nous affirme avoir vu une quarantaine de cadavres dans une salle du cinquième étage. Rien ne permet d'établir ces chiffres. Pas plus que les déclarations d'un étudiant, qui affirme avoir vu une quarantaine de corps emportés dans les sous-sols de la mairie. Sur le toit, il est clair que les affrontements ont été d'une extrême violence : barres de fer, pierres, chaussures abandonnées, jonchent la terrasse. Officiellement, il n'y a pas eu de morts, mais 31 blessés; 931 personnes ont été appréhendées.

Les accusations de fraude

Cet incident violent, dont on mesure encore mal l'ampleur, survient à un moment où, après une

sorte d'état de choc qui a suivi l'annonce des résultats, les opposants commencent à réagir. Quelques manifestations ont commencé dans le centre de Séoul le vendredi après-midi. D'autre part, la commission d'observateurs étrangers composée de membres des partis démocrates et républicains américains, qui, jusqu'à présent, avaient fait des commentaires très prudents sur la manière dont se sont déroulées les élections, a rendu public, vendredi, un communiqué qui, diplomatiquement, ne tire pas de conclusion. Il n'en constitue pas moins le premier document étayé de faits qui dénonce les fraudes et les violences dont ils ont été témoins ou qui leur ont été adressés par des personnes dignes de foi (religieux par exemple). Au cours d'une conférence de presse, le porte-parole du groupe a déclaré : « Nous émettons les doutes les plus sérieux sur l'honnêteté de ce vote, et nous nous demandons si l'élection constitue un pas en avant vers la démocratie. »

PHILIPPE PONS.

Diplomatie

Dans un entretien au « Nouvel Observateur »

M. Mitterrand expose les principes de la dissuasion française

Dans un entretien accordé au *Nouvel Observateur*, le président Mitterrand rappelle ses positions sur les questions de désarmement, ainsi que les principes de la dissuasion française et précise la portée de la coopération franco-allemande en matière de sécurité. Le président de la République revient notamment sur la notion d'« ultime avertissement », en des termes plus nets que ceux dont il avait usé en République fédérale au mois d'octobre dernier, quand il avait tenté d'apaiser les impétueux qui suivaient les Allemands la doctrine d'emploi des armes nucléaires françaises.

« Il n'y a pas lieu de délivrer l'ultime avertissement sur le sol allemand (...). L'ultime avertissement est destiné à servir de message », déclare M. Mitterrand. « L'ultime avertissement n'est pas la propre des armes à courte portée », précise encore le président de la République, en faisant entendre que cet avertissement serait délivré par des armes à longue portée.

Quant aux conditions de la prise de décision de l'usage de l'arme nucléaire, M. Mitterrand souligne que c'est au président de la République de « juger du moment où l'agression contre l'Allemagne fédérale menacerait les intérêts vitaux de la France ».

Il précise ainsi les déclarations faites le 12 décembre par M. Jacques Chirac, qui, dans un discours devant l'Institut des hautes études de la défense nationale, avait affirmé que l'engagement de la France serait « immédiat et sans réserve » dans l'hypothèse où la RFA serait victime d'une agression.

« L'Allemagne fédérale est notre alliée et il est évident que, en son sein de l'alliance atlantique d'abord, et ensuite par le traité de l'Elysée qu'on a signé en 1963 de Gaulle et Adenauer et dont, avec le chancelier

Kohl, j'ai révisé vingt ans plus tard les dispositions militaires. » Mais même si la France peut avoir recours à ses forces nucléaires dès lors que le président français jugerait qu'une agression contre la RFA « menace les intérêts vitaux de la France », « c'est à l'alliance atlantique que se pose la question de la couverture nucléaire de l'Allemagne ».

« Le président français précise d'ailleurs par les limites de la coopération franco-allemande en matière de sécurité. Le renforcement de cette coopération, dit-il, « ne pourra pas aller jusqu'au partage de la décision et de l'emploi de la force nucléaire ». « Tout le reste peut être partagé », déclare-t-il.

« L'espérance est de trop ».

Revenant d'autre part, sur un autre des thèmes qu'il avait abordés lors de son voyage en RFA, François Mitterrand déclare : « Nous sommes en mesure de fabriquer l'arme nucléaire quand nous voudrions. Mais j'ai déclaré à Bonn que la France ne prendra pas une telle décision, s'il existe des possibilités de désarmement conventionnel en Europe ».

Une semaine après la signature à Washington de l'accord éliminant

les missiles intermédiaires, M. Mitterrand relativise les risques de « découplage » que ce traité pourrait entraîner entre la défense de l'Europe et celle des Etats-Unis. « La solidarité [des Etats-Unis envers l'Europe occidentale] n'a jamais été automatique », dit-il. « L'accord de Washington « permet, au contraire, d'en revenir à la vraie dissuasion, celle des armes à longue portée, qui peuvent frapper directement l'Europe et celle des Etats-Unis », s'ajoute M. Mitterrand.

Le président français réaffirme que l'« euphorie » causée chez certains par le premier accord de désarmement nucléaire de l'histoire « est de trop ». « C'est bien ; ce n'est pas suffisant », souligne-t-il en appelant de ses vœux un accord réduisant de moitié les arsenaux stratégiques des deux superpuissances.

M. Mitterrand rappelle, par ailleurs, les trois conditions nécessaires pour que la France s'associe dans l'avenir à un désarmement nucléaire : une réduction « considérable » de l'écart entre le potentiel nucléaire français et celui des superpuissances, une correction des déséquilibres conventionnels et l'élimination des armes chimiques, et, enfin, « que la sureté des installations nucléaires et anti-submarine ait cessé ».

Une « première » au Palais-Bourbon Un officiel soviétique entendu par la commission des affaires étrangères

Pour la première fois dans l'histoire du Parlement français, un haut fonctionnaire soviétique a été auditionné par une commission parlementaire. M. Viktor Karpov, directeur du département des affaires étrangères de l'Union soviétique, a exposé le 15 décembre devant la commission de la défense nationale de l'Assemblée nationale, présidée par M. François Fillon (RPR, Seine), le point de vue soviétique après le sommet de Washington. Devant les commissaires français, l'ambassadeur soviétique a rappelé que le processus en cours devra concerner aussi bien les armes stratégiques que les armes conventionnelles. S'agissant du système réciproque d'inspection destiné à vérifier dans les deux pays l'élimination des ENI (missiles intermédiaires), M. Karpov a estimé que les sept cents visites qui seront effectuées au cours des deux premières années permettront à une sorte de corps de contrôle d'acquiescer une expérience précieuse pour les étapes suivantes (armes stratégiques).

M. Karpov a précisé que l'accord de Washington avait été bien accueilli par les Soviétiques, mais que certains se demandaient si les concessions n'avaient pas été trop grandes. Ces armes sont en effet le résultat du labeur du peuple soviétique, a-t-il expliqué, en ajoutant que la population originelle que les vérifications n'entraînent un développement de l'espionnage.

En réponse à M. Karpov, qui évoquait « la maison européenne » dans laquelle chacun devait pouvoir vivre en paix, M. Fillon a rappelé que le problème de la sécurité pan-européenne ne saurait être limité aux seules considérations de géographie physique, car il existait aussi une géographie humaine qui opposait deux idéologies et donc deux familles. Les Etats-Unis font partie de la nôtre, a-t-il ajouté. D'autre part, le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a été entendu, jeudi 17 décembre, par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, présidée par M. Valéry Giscard d'Estaing. A propos de l'accord sur les forces nucléaires intermédiaires, M. Raimond a affirmé qu'il s'agissait d'« un bon accord, puisque'il répond aux objectifs de ceux qui l'ont négocié », puisqu'il est global, touchant aussi bien l'Europe que l'Asie, qu'il exclut les forces tierces et qu'il comporte des mesures de vérifications nouvelles et importantes. Toutefois, le ministre a affirmé qu'il pouvait y avoir des conséquences négatives à cet accord conduisant à un désarmement nucléaire en Europe, objectif poursuivi par les Soviétiques. Ce risque, lié à une troisième « option zéro » (missiles de portée inférieure à 500 kilomètres) ne peut être sous-estimé, a reconnu M. Raimond, tout en jugeant « très positif » cet accord s'il conduit à une réduction des arsenaux stratégiques.

CAMBODGE : le dialogue Sihanouk-Hun Sen

Phnom-Penh propose que la négociation reprenne le 27 janvier

M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, a accepté de reprendre le dialogue avec le prince Sihanouk, ainsi que ce dernier l'a proposé le 15 décembre. Dans un télégramme adressé au prince, jeudi 17 décembre, M. Hun Sen propose que leur deuxième série d'entretiens commence le 27 janvier prochain à Saint-Germain-en-Laye, lieu avancé par le prince Sihanouk.

De son côté, de retour d'un voyage officiel au Laos, en Thaïlande et en Inde, M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a estimé jeudi que « tout le monde pense que la France a un rôle à jouer en Indochine ». La France a un « devoir historique » de remplir en Indochine et « tout le monde nous fait confiance dans l'affaire cambodgienne », a-t-il ajouté.

D'autre part, le cabinet du prince Sihanouk nous a adressé, jeudi, une mise au point, à la suite d'un article de Jean-Claude Ponsou sur « La reprise des négociations » (*Le Monde* du 17 décembre).

En premier lieu, le prince Sihanouk n'a pas dit au cours de son entretien avec M. Jean-Bernard Raimond, le mardi 15 décembre, avoir des « renseignements sûrs » concernant la volonté du Vietnam et de l'URSS d'obtenir un règlement politique du problème cambodgien, ainsi que des agences l'avaient rapporté. « Rien ne prouve la sincérité du Vietnam et de l'Union soviétique concernant un règlement politique du conflit », indique le cabinet du prince.

En outre, le prince Sihanouk se félicite de l'« attitude positive de la France sur le problème du Cambodge ». D'autre part, selon son cabinet, le prince Sihanouk tient à souligner qu'« il n'est pas question de mater les Khmers rouges ni de les neutraliser mais de les dissuader d'un éventuel coup de force contre le peuple khmer ». Enfin, le prince fait savoir qu'il n'avait encore reçu, jeudi, « aucune personnalité vietnamienne ».

● **AFGHANISTAN** : Alain Guiso n'est toujours pas libéré. Le journaliste français Alain Guiso, capturé le 12 septembre en Afghanistan, n'a pas encore été incriminé, l'instruction de son cas n'étant pas achevée, a déclaré, le jeudi 17 décembre, un haut responsable afghan. Au cours d'une émission en direct entre Moscou et Kaboul organisée au siège de l'agence soviétique Novosti.



7 PLACE VENDÔME PARIS 42.61.55.55

MEUBLES 40 % MOINS CHER

Nos arrivages de salons de cuir de 1^{re} qualité, nos copies d'anciens exclusives (en matière massif) de bibliothèques, bureaux, tables, baignis ainsi que toutes nos antiquités se vendent 40 % moins cher dans les 3 000 m² d'exposition du dépôt-vente de Paris, 81, rue de Lagny 20^e. Tél. : 43-72-13-91. M^o Porte-de-Vincennes. Sélectionnés par « PARIS PAS CHER ».

Le Monde
PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4344

L'HISTOIRE chez Fayard

LA II^e REPUBLIQUE
Imés Murat
1848-1851

534 pages 145 F

Si l'on considère que les mots que la classe politique d'aujourd'hui s'envoie à la face - socialisme, libéralisme et quelques autres ismes - étaient déjà ceux sur lesquels on se battait à l'époque, il apparaît que les débats de 1848-1851 ont porté sur les vraies questions.

MAGNE FÉDÉRALE
ste redette de la télévision
que pour son passé hazi

... (text continues vertically)

S.O.S. AMITIÉ
S.O.S. Amitié Ile-de-France - B.P. 100
92105 Boulogne-Billancourt Cedex

ure

président Bush implique
scandale de l'« Iran-contra »

George Bush, le candidat républicain à la présidence des États-Unis, a été impliqué dans un scandale financier lié à la vente d'armes à l'Iran. Les révélations ont été faites par le journaliste Seymour M. Hersh dans un article paru dans le magazine Newsweek.

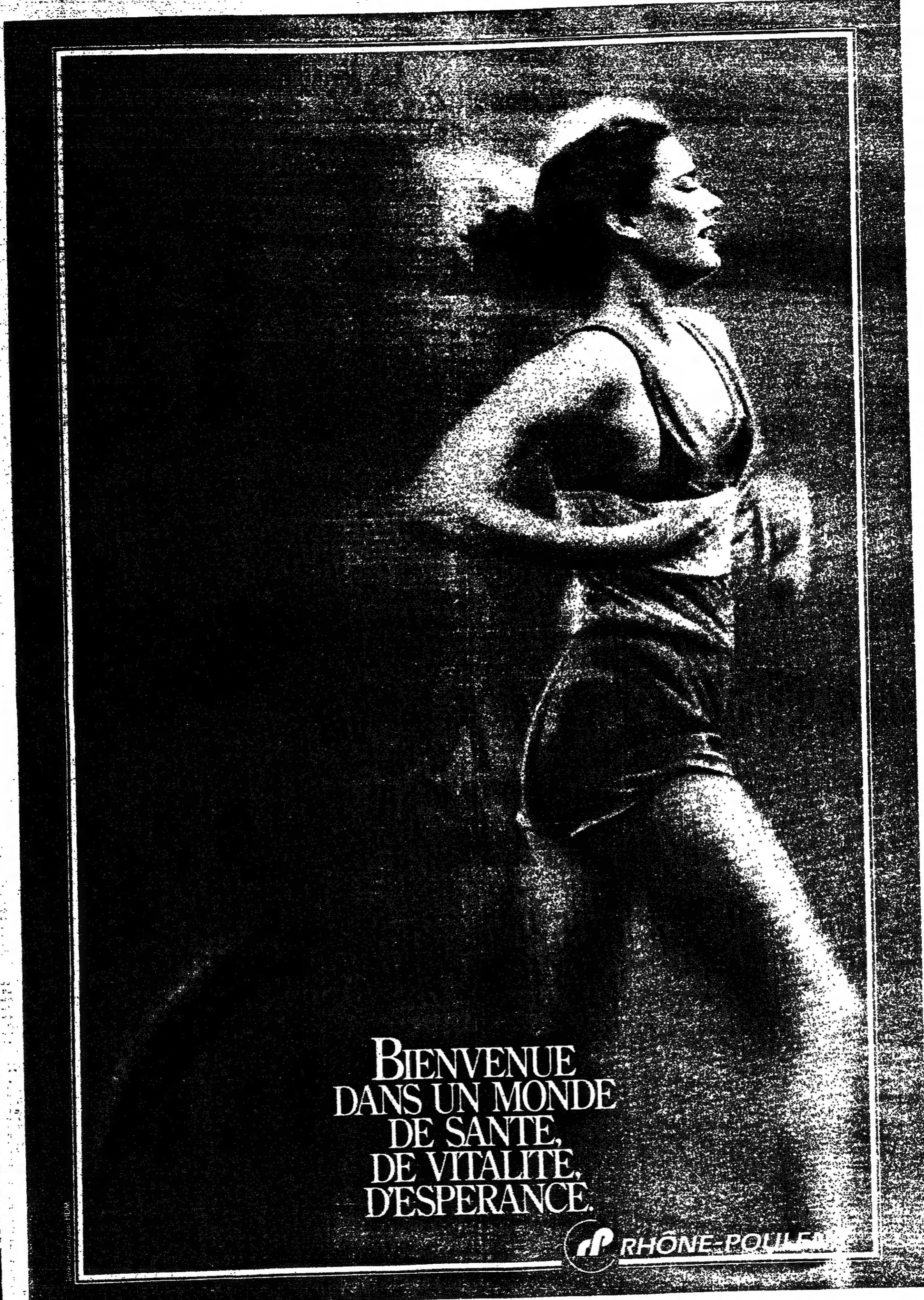
Robert Dole se prononce
sur la ratification du traité sur les armes nucléaires

Le sénateur républicain Robert Dole a déclaré qu'il s'opposait à la ratification du traité de réduction des armes nucléaires américaines et soviétiques. Il a déclaré que le traité était « une capitulation devant le communisme ».

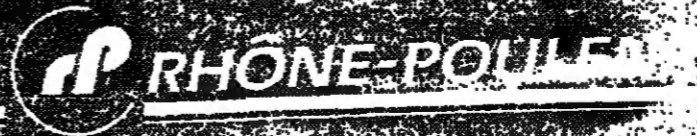
le-Orient

SRUJI
dans les territoires

Le mouvement sioniste a annoncé qu'il avait obtenu l'autorisation de mener des opérations militaires dans les territoires occupés. Les opérations visent à éliminer les groupes terroristes qui opèrent dans ces zones.



**BIENVENUE
DANS UN MONDE
DE SANTE,
DE VITALITE,
D'ESPERANCE.**



Analgésiques, vitamines, anti-inflammatoires, antibiotiques, anti-cancéreux, cardio-vasculaires...
Au travers de ses laboratoires, dont Nattermann, Pharmuka, Roger Bellon, Specia, Théraplix, U.S Ethicals,
la pharmacie de Rhône-Poulenc contribue à rendre ce monde meilleur.

صكزا من الاصل

Politique

Les déclarations de M. Le Pen sur TF 1

« Je laisserai les électeurs libres de choisir au deuxième tour »

déclare le candidat du Front national

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national et candidat à l'élection présidentielle, a affirmé, jeudi soir 17 décembre sur TF 1, au cours de l'émission « Questions à domicile », dont il était l'invité, que l'élection de 1988 serait l'occasion d'un choix entre « la France française et la France étrangère », en précisant qu'il est lui-même le « seul candidat alternatif au regroupement social-démocrate ».

Interrogé sur l'attitude qu'il observerait au second tour de l'élection présidentielle, M. Le Pen a répondu qu'il a proposé à MM. Barre et Chirac « un pacte pour battre la

gauche », proposition pour laquelle il n'a pas reçu de réponse. Dans ces conditions, a-t-il précisé, « je calquerai mon attitude sur ces hommes de responsabilité qui sont les chefs de l'establishment politique et je ferai comme ils feront, et surtout je laisserai les électeurs choisir au deuxième tour ».

Le président du Front national a mêlé dans une même critique MM. Mitterrand, Chirac et Barre, déclarant notamment : « Ils se prononcent pour des solutions mondialistes, cosmopolites. Je suis, moi, partisan d'une solution française ».

M. Le Pen a également déclaré qu'il se bat « pour gagner » et qu'il conserve ses chances de faire la différence « contre les vieux chevaux de retour de la politique, dans la dernière ligne droite de la campagne », en obtenant « autour de 20 % » des suffrages exprimés.

A propos du financement des partis, M. Le Pen s'est déclaré pour le plafonnement des dépenses des campagnes électorales, « à condition que soient plafonnées les campagnes officielles du président et du premier ministre ».

La somme de 100 millions de francs suggérée par le chef de l'Etat paraît « énorme » à M. Le Pen qui a indiqué : « Depuis le début de ma campagne, j'ai dépensé 7 millions de francs ». En ce qui concerne la transparence des patrimoines des hommes politiques, il a précisé qu'il se « soumettrait à la loi s'il y en a une ».

M. Le Pen s'est également réjoui de la défection à la dernière minute de l'invité surprise de l'émission qui devait être le député RPR de l'Isère M. Michel Hannou, auteur d'un

rapport au gouvernement sur le racisme. « Eh bien, j'ai gagné ! s'est-il exclamé : il est vrai qu'ils préfèrent d'habitude me tirer dans le dos ».

A cette occasion, le chef de file de l'extrême droite a mis en garde « les électeurs de Barre et Chirac » contre une application éventuelle du rapport Hannou. « Il est évident que si les candidats veulent obtenir les voix des électeurs du Front national, ils devront à la fois tenir un langage qui ne les prenne pas à rebrousse-poil et annoncer qu'ils accompliront un certain nombre de réformes que les électeurs du Front national considèrent comme fondamentales ». Parmi ces réformes, M. Le Pen a cité celle du code de la nationalité.

Enfin, interrogé de nouveau sur les réactions qu'avaient suscitées ses déclarations sur les chambres à gaz, M. Le Pen a réaffirmé qu'il a pour les victimes « la plus grande compassion » et pour les criminels « la plus grande condamnation ».

S'agissant des thèses des historiens dits « révisionnistes », M. Le Pen a précisé : « Je ne suis pas chargé de juger les historiens qu'en l'occurrence je n'ai même pas lus moi-même... Ce qui est important, c'est de condamner le crime, qu'il ait été commis par une chambre à gaz, par la fusillade, par la faim, par le froid, par la maladie, etc. ».

Enfin, interrogé sur la déclaration des évêques critiquant les discours qui alimentent le « soupçon systématique à l'égard des étrangers », M. Le Pen a invité les évêques à se préoccuper davantage de la baisse de la fréquentation des offices religieux que du cours du dollar.

Coups de tabac

« SUR la mer sujette à naufrages... », comme dit une chanson entendue au cours de l'émission « Questions à domicile », qui lui était consacrée, le jeudi 17 décembre, Jean-Marie Le Pen continue de voguer allègrement, dopé par une navigation pleine de tempêtes.

Ses certitudes affichées à propos du but poursuivi et de la route à suivre pour y parvenir sans encombre n'ont, on a pu la vérifier une fois de plus, pas moilli. Rien de nouveau pourtant ni de surprenant dans l'embarcation de ce navigateur politique au long cours sorti d'une interminable brume pour se promettre à lui-même autant qu'à autrui l'Eldorado des refuges d'une France un peu

révée, un peu fantasmée. Une France qui le prendrait pour capitaine ou, à la rigueur, décernerait à sa personne et à son équipage brevets de bonne navigation et droits de se tenir à des postes importants pour d'autres manœuvres.

Tons pastels et couleurs crues alternés, le responsable du Front national ne s'est pas fait prier pour dessiner, une fois de plus, sa géographie des réalités et les boussoles — il se compte à l'évidence pour la toute première — qui permettraient de s'y tenir orienté.

Jeanne d'Arc, le spirituel sommé de « dominer le matériel sans l'achurer », une France éternelle à sa juste place dans un « avenir européen » : voilà pour les tons pastels. L'autoportrait du premier candidat

déclaré à l'élection présidentielle de 1988 fait appel à des teintes moins douces : il est « le seul alternatif (...) à la sorte idéologie » qui rassemble, selon lui, le magna corpus des « socialistes, dirigistes, fiscalistes » et autres gourous de tous les « ismes ».

Il est encore l'homme du combat contre le « déclin », la « décadence » qui « vont franchir dans les années qui viennent des points de non-retour ». Il est en un mot, par auto-proclamation, en toute modestie, le seul candidat à « donner un sens à l'élection présidentielle ».

Restent les couleurs les plus dures de celui qui n'hésite pas à présenter son mouvement au prix d'une peu compréhensible amnésie historique, comme « la seule novation de la vie politique française ». Dures et sans nuances dès lors qu'il s'agit de « déborder le nombre des immigrés assistés », de se préserver de l'« expansion extraordinaire » de l'immigration et de rabattre la sécurité sur le sécuritaire.

Dures encore quand revient sur le tapis la question de l'antisémitisme, malgré les tours de passe-passe de l'apathisme qui fait du « défilé » d'il y a quelques semaines, un « défilé » dévoté du reste non sans redoublement de gêne et d'irritation.

Conscierit d'un charisme réel, si divers qu'en soient les fondements, habile à en jouer, prompt et quelquefois maladroît à en masquer les limites, Jean-Marie Le Pen se pose en navigateur courageux qui surmonterait les uns après les autres tous les coups de tabac.

S'il est le candidat de Dieu, hypothèse qu'il n'a pas dédaigné d'examiner, ce dernier est manifestement silencieux et les urnes insuffisamment éloquentes, le vaisseau de Jean-Marie Le Pen rejoindra le cimetière des ambitions politiques englouties, laissant après tout à son pilote l'ultime possibilité de prendre la place du roi d'Ys.

MICHEL KAJMAN.

Pierrette a fait les valises

MARSEILLE de notre envoyé spécial

Bien sûr, elle avait soigneusement choisi son jour. Et son moment, quelques heures avant le passage de « Monsieur Le Pen », comme elle l'appelle maintenant, à « Questions à domicile », Pierrette Le Pen, le jeudi 17 décembre, avait convoqué la presse. A 16 heures pour la télévision. « C'est plus pratique ainsi », explique, en expert, son avocat, M. Gilbert Collard. La presse, bien sûr, était accourue.

Qu'il avait-elle à révéler ? Rien de très neuf. Elle se réserve pour son livre, annoncé pour mars, chez un éditeur dont elle préfère taire le nom, « car il n'y a pas beaucoup d'éditeurs courageux ». Pour l'essentiel, elle confirme avoir déclaré à un journal grand public le 16 décembre du 15 décembre) que son ex-mari était bien titulaire d'un compte bancaire en Suisse.

Et elle apporte quelques détails supplémentaires. Ainsi, quand il a fallu, à Genève, transporter 30 millions de francs d'une banque à l'autre, son mari et elle ont tassé les billets dans les valises « avec les pieds » : « Si on bourne bien, ça rentre ». Combien de valises ? « Deux grandes ». C'est tout ? « C'est tout ».

Les preuves de ses assertions ? Elle hésite, se tourne vers l'avocat qui, « sans vouloir intervenir dans la confidence de presse », précise : « La déclaration de M^{me} Le Pen constitue une information à usage de parquet. Les preuves seront fournies devant la justice. » Du reste, à quoi servirait de révéler les numéros de compte ? « M. Le Pen est assez intelligent pour les changer tous les jours ».

Compte-t-elle se présenter à l'élection présidentielle ? « Ah, non, je n'y avais pas pensé ». DANIEL SCHNEIDERMAN.

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

4 JOURS FOUS SUR L'AX

UN NOËL REVOLUTIONNAIRE!

UN CREDIT TOTAL qui tombe du ciel!
Crédit sans apport initial, sur tous les modèles de la gamme AX ! Sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar.

un OF PENDANT 13 MOIS* DE PERE NOEL
roulez en 87, payez en 89**

DES NOUVEAUTES dans vos souliers!
AX 5 portes.
Maniable, performante, économique, 6 versions, 3 motorisations.
AX GT : 85 ch.
Moteur 1360 cm³ boîte 5 rapports, 180 km/h sur circuit, cons. CEE: 4,91 - 6,61 - 7,61. Venez les essayer.

DES REPRISES par milliers!
Reprise instantanée de votre véhicule actuel au-dessus des conditions générales de l'Argus!

DES REMISES plein la hotte!
- 15 % sur l'Accessoire
Remise exceptionnelle de 15 % sur le tarif de tous les équipements Citroën Accessoire. Profitez-en!

AX

* Sur toute la gamme AX (véhicules particuliers), location avec option d'achat sur 60 mois, sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar, se décomposant : à la livraison, 1^{er} loyer 15% du tarif TTC hors assurance, dépôt de garantie 15% sur tarif TTC, couvert en partie ou totalement par la reprise de votre véhicule, suivi de 13 loyers à 0€ (zéro franc), puis de 46 loyers à 2,45% du tarif TTC hors assurance. Option d'achat en fin de location : 15% du tarif TTC couvert par le dépôt de garantie, coût total en cas d'acquisition 142,70% hors assurance. ** Après versement de votre apport initial.

Politique

et le débat sur l'immigration

Le rapport de M. Hannoun sur le racisme est mis en cause au sein du RPR

Le gouvernement devrait décider par décret au début de l'année prochaine la création d'un "haut conseil de l'immigration"...

M. Michel Hannoun, député (RPR) de l'Isère, s'est vu interdire par les instances dirigeantes de son mouvement de participer à l'émission "Questions à domicile"...

bili à la demande de M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme...

l'homme" au rapport sur "le racisme et les discriminations en France"...

Le premier ministre écrivait aussi : "Il est de notre devoir de tout faire pour que ceux qui, entrés régulièrement dans notre pays, se sont tournés vers la France avec espoir et confiance..."

M. le ministre de l'intérieur a été le premier à réagir à l'invitation de M. Chirac en adressant aux préfets une circulaire pour leur demander de redoubler de vigilance...

M. Michel Debré et l'identité nationale

Cet empressement ministériel n'est, toutefois, pas partagé sans nuance par la majorité parlementaire...

M. Pasqua et Séguin ont répondu aux questions des membres du comité central que ce rapport était dans ses orientations "conforme à la politique du gouvernement..."

M. Franck Borotra, député des Yvelines et porte-parole du RPR, avait affirmé, dans un entretien à Valeurs actuelles...

Il a nuancé son propos, mercredi 16 décembre, en nous déclarant que ce rapport était "utile et concret, et qu'il mettrait l'accent sur le principe d'intégration comme seule solution au problème de l'immigration"...

même temps que le droit à l'intégration, doit aussi être reconnu le devoir d'adhésion volontaire de la part des immigrés...

Enfin, M. Borotra considère que les propositions du rapport de M. Hannoun doivent s'inscrire dans une "politique claire" de l'immigration...

Au cours de la réunion du bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale mardi 15 décembre...

"Le concept de nation n'y est pas assez précis", a dit M. Hannoun au cours de la Réunion...

M. Hector Roland, député de l'Allier, et Jean-Louis Masson, député de Moselle, ont été très critiques...

ANDRÉ PASSERON.

Le budget de l'Etat pour 1988 est définitivement adopté

Le budget de l'Etat pour 1988 a été définitivement adopté par le Parlement, le vendredi 18 décembre...

Comme de coutume, les travaux parlementaires n'ont que peu modifié l'équilibre général des comptes...

D'ultimes promesses ont aussi été satisfaites à l'initiative du gouvernement. Elles concernent en tout 414 millions...

Messagisations des pensions. - Le passage du versement trimestriel au versement mensuel des pensions...

quatorze mensualités. Les pensionnés pourront maintenant évaluer sur deux ans la déclaration de ce revenu particulier.

Prélevement sur le Loto. - La dotation, sur les recettes de ce jeu de hasard pour le fonds de développement du sport...

TVA sur les appareillages des handicapés. - Sa baisse était réclamée depuis longtemps; le gouvernement s'y était toujours opposé...

Surveillants de prison. - 44 millions supplémentaires leur sont consacrés, pour permettre de nouvelles embauches...

Crédits d'impôts pour la formation. - Le gouvernement a accepté que les entreprises bénéficient d'un crédit d'impôt de 25% sur les sommes qu'elles consacrent à la formation...

Plan épargne-retraite. - L'UDF a obtenu, après un long refus de M. Juppé, satisfaction. Le plafond des sommes qu'il sera possible de mettre sur un plan épargne-retraite...

Comptes d'épargne en action. - Le gouvernement avait prévu de mettre fin au dispositif inventé par la gauche...

TH. B.

Michel Tatu GORBATCHEV

L'URSS va-t-elle changer?

"Vous avez tout prévu Michel Tatu !" J.P. Kikabachi (Europe 1)

"Un portrait différencié à souhait." Pierre Bocev (Le Figaro)

"Des sources sérieuses, une documentation exceptionnelle, une analyse rigoureuse." Le Soir

"Passionnant. Un superbe morceau d'histoire immédiate." C.M. Vadrot (Le Matin)

"Un parti-pris de vérité et de simplicité. Un excellent ouvrage clair, rapide, excitant." G. Dupuy (Le Quotidien)

"Tous ceux qui s'intéressent aux affaires internationales doivent lire ce livre." C. Guillaumin (France-Inter)

"Ce livre n'a pas seulement un intérêt rétrospectif, il fournit les bases nécessaires à l'interprétation de ce qui va maintenant se passer." Daniel Vernet (Le Monde)

Chez votre libraire - 272 pages, cahier photos, 99 F

Le Centurion

Je veux tout tout de suite! Des cadeaux, des glaces, des cigares, du parfum, des magazines, de l'or. DRUGSTORES PUBLICIS

Bientôt Noël (offrez un Organiseur II) Psion Organiseur II La petite machine géniale. C'est un répertoire électronique, un agenda, une horloge et un calendrier, une calculatrice, programmable, petit (mais c'est génial).

Politique

Après la déclaration de l'épiscopat français sur l'élection présidentielle

Les évêques hantent les couloirs du Palais-Bourbon

« Qu'ils se mêlent de leurs affaires », conseillait-il à quelques années l'ambassadeur de Joybert aux évêques, suspects à ses yeux de confondre un peu trop le spirituel et le temporel. Le jeudi 17 décembre, les membres de l'Assemblée nationale, un autre officier (du cadre de réserve), député RPR, M. Emmanuel Aubert, n'est pas loin d'afficher cette même suspicion du sabre vis-à-vis du goupillon. « Je n'aime pas beaucoup le mélange de genres », explique-t-il, après avoir lu la déclaration de l'épiscopat catholique appelant les hommes politiques à une meilleure prise en compte des grands thèmes de l'heure (le 18 décembre).

S'affirmant toutefois respectueux des prérogatives de l'épiscopat, le général d'aviation Aubert, approuve la réticence « Les bons moments » du Conseil permanent de l'épiscopat français. « Mais ce qui est positif, c'est que, soit, insiste le député des Alpes-Maritimes, la seule intervention de l'épiscopat, avant l'élection présidentielle... »

« Je suis tout à fait d'accord avec les principes énoncés », commente à son tour M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, au sortir de l'hémicycle. Mais il ajoute : « sont plus difficiles pour ceux qui sont en charge de la politique, surtout que les autres peuvent en tirer des leçons. » M. Jean-Paul Fuchs, député de la Haute-Rhône, se nourrit, quant à lui, aucune réserve et applaudit « des bons moments », sans approbation, ni toute autre manifestation. Il ferait volontiers son propre « programme électoral ». Son ami, M. Pierre Méhaignerie, est également « tout à fait d'accord sur le fond ». Pourtant, le ministre centriste de l'équipement marque deux réserves : la notion d'assistance évoquée par les évêques lui semble dangereuse et démoibillitaire et il mentionne, dans un paragraphe sur la situation des évangéistes, l'appel à l'effort pour la création de richesses préalable à toute solidarité efficace.

Les valeurs de l'évangile

Sur l'opportunité d'une telle intervention à quelques mois de l'élection présidentielle, M. Jean Bourgeois (RPR) et Paul-Louis Tenaillon (UDF) ne voient, quant à eux, rien à redire. « Je ne suis pas du tout choqué, même s'il en est », déclare l'épiscopat comme des statistiques : « leur faire dire ce qu'on veut », affirme le premier. « Les évêques mettent très justement le doigt sur le mélange entre l'ampleur des enjeux de 1988 et le débat actuel ; qui sur désespérément vide », ajoute le second, en insistant sur la solidarité. « La

M. Waechter (Verte) veut casser « l'image de l'écologiste bébé-coc ». — Le candidat des Verts à l'élection présidentielle, M. Antoine Waechter, a déclaré, le mercredi 16 décembre, à Strasbourg (Bas-Rhin) qu'il espérait « obtenir un million et demi de suffrages, soit environ 5 % des voix, en cassant l'image de l'écologiste bébé-coc ou mangeur de carottes ». « D'ici à l'élection présidentielle, et en dépit de l'astérisme dont sont victimes les petits candidats dans la presse nationale, les Français auront appris à me connaître : l'électoral sans conjuguer Waechter avec Verts », a dit ce candidat, qui « aucune consigne de vote » entre les élections de l'élection présidentielle.

démocratie précieuse fragile : « rappel évêques essentiel. On ne peut pas faire plus que l'on fait », insiste M. Bourgeois. M. Jean-Pierre Sœur, député rocardien, affirme, du même côté, qu'il faut « récupérer » cette déclaration. L'ancien secrétaire national de la JEC a une idée précise des rapports entre la foi et la politique : « On ne peut pas faire découler l'évangile une politique particulière, mais, pour toutes les politiques ne sont pas équivalentes au regard des valeurs évangéliques ». Inquiet du développement de la société duale évoquée par la hiérarchie catholique, M. Sœur est frappé du « décalage » de la « différence » entre les exigences de l'évangile et les exigences qui sont présentés à l'Assemblée nationale.

Un élu rocardien, M. Michel Sapin, estime que l'Église n'est pas en danger du temps qu'il n'est pas normal que son enseignement serve un prolongement dans la vie quotidienne. Quant aux têtes de chapitre de la

déclaration, elles correspondent à lui aux véritables préoccupations Français. « J'aperçois d'ailleurs une contradiction entre les positions de la majorité et la déclaration des évêques », explique-t-il, tandis que M. Sœur, se souvenant sans doute de son refus de la récupération, observe que la gauche ne peut se contenter de constater et de constater et de constater et qu'il lui faut balayer devant sa porte les propositions concrètes.

Quant au président du socialiste, M. Pierre Joxe, il voit dans ce texte une confirmation supplémentaire du bien-fondé d'une proposition de loi déposée le jour même par son groupe en faveur d'un « statut minimum d'insertion ». « Pauvreté, précarité, dualité de la société », autant de sujets sur lesquels les socialistes ne sont pas mobilisés, rappelle M. Joxe, moins sensible apparemment que M. Sœur aux risques d'être accusé de récupération.

PIERRE HENRIFFANT.

Au-dessus des partis

« RÉDUIRE l'évangile à un programme politique, ce serait vouloir faire passer l'Évangile dans un dé à coudre », a dit le Père Jean-Michel de Falco, porte-parole des évêques, en commentant, jeudi 17 décembre, la déclaration faite par l'épiscopat français dans la presse de l'Église catholique (le 18 décembre). De fait, en raison de sa généralité et de son extrême prudence, ce message ne prête pas facilement à la récupération partisane. On ne voit pas quel candidat pourra mener campagne pour lui ou contre lui, autres, en se prévalant sérieusement du soutien de l'épiscopat français.

Mais une chose est de vouloir appeler à une élévation du débat politique — ce que font fort bien les évêques, — autre chose est de donner l'impression d'un certain désengagement. Or, à ce point de vue, des signes ne trompent pas. Le 28 septembre 1982, les évêques de France avaient adopté un texte à caractère résolument réformateur, intitulé « Pour de nouveaux modes de vie ». Ils y préconisaient en particulier des formules de partage du travail pour endiguer le chômage. Un coup à gauche, avaient alors dit les réformateurs conservateurs, soupçonnant les évêques de verser dans le « social-détourisme » (M. Jacques Delors était ministre des finances).

L'œuvre consensuelle

Un peu plus d'un an après, le 8 novembre 1983, les évêques français avaient adopté un autre texte, « Gagner la paix », qui était cette fois apparu comme un coup à droite, un soutien explicite à la politique de dissuasion nucléaire, à un moment où l'épiscopat américain prêchait pour le gel des armes nucléaires. Proches des pacifistes et sensibles au thème évangélique de la non-violence, les évêques catholiques français avaient, leur tour, protesté contre une prise de position qu'ils disaient inspirée par les milieux « plus à droite ».

Curieusement, on ne trouve plus aucune trace, dans la dernière déclaration des évêques, de ces thèmes du partage du travail ou de la paix

nucléaire. Comme si, à leur tour, les évêques avaient été saisis par la filière consensuelle, ou si, au contraire, ils avaient été par l'expérience, ils avaient été par l'expérience, ils avaient été par l'expérience. Même le projet de loi sur les statuts nationaux en faveur des salariés n'est pas beaucoup comme un ton en dessous de la déclaration de l'antisémitisme du Front national, dans l'antenne de l'Assemblée nationale du 12 septembre, ou dans le discours d'ouverture de Mgr Jean Viret, lors de la conférence épiscopale plénière des évêques de Lourdes.

Une fois le passé révisé, on a l'impression que les évêques ont une intervention de l'épiscopat face à une échéance électorale : après l'époque des consignes pour les votes catholiques pour les « bons » candidats ou pour la référence explicite à l'évangile, défenseurs de la nation, de la famille et des écoles, avait suivi, au début des années 70, le programme officiel du pluralisme des opinions politiques et du respect du catholicisme.

Aujourd'hui, l'épiscopat se présente devant les Français avec un programme, mais un catalogue de valeurs et de valeurs morales, dans lequel puiseront les candidats et les électeurs. C'est de l'évangile et des propositions évangéliques à l'avertissement. C'est la gauche se réjouissant de la condamnation implicite de la droite et du refus d'un accord à deux voix.

Cette attitude, qui correspond à la fin du système d'empire et à la hiérarchie catholique sur le monde. Elle inaugure surtout une nouvelle façon de lire l'évangile, non plus en plus de valeurs religieuses appelant à leurs vœux : « dépasser le monde » et « être mission, la mission, la mission, la mission ». Tous les sondages notent, en effet, que la pratique religieuse, dans la plupart des confessions, diminue, les Français s'attachent à la spiritualité et les points de repère qu'ils cherchent ne plus trouver dans la société civile.

HENRI TINCQ.



Pour votre **DEMEMAGEMENT** ODOUL AGENT DE demeco 115, rue de l'Atlas-75019 Paris 42 08 10 30

Le Monde **IMMOBILIER** chaque samedi dans LE MONDE RADIO-TELEVISION

JACQUES CHIRAC

DIMANCHE 20 DECEMBRE à 19H

EUROPE 1 CLUB DE LA PRESSE

animé par **Gérard Carreyrou et Alain Duhamel**

DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.

صكزا مونا الاصل

12 Le Monde • Samedi 19 décembre 1987 •••

Pour 92 nous lui redonnons des couleurs.

MADE IN FRANCE

Des couleurs, la production française en a bien besoin. Entre 81 et 86 nos entreprises, handicapées par les impôts, le contrôle des changes, et des contraintes administratives et sociales excessives, perdaient des parts de marché, des dizaines de milliards et des centaines de milliers d'emplois. Et nos concurrents en profitaient pour s'emparer de tous les marchés que nous perdions ainsi.

Depuis 1986, l'action du gouvernement de Jacques CHIRAC, baisse de la T.V.A. sur différents produits, réduction des impôts sur les entreprises de 50 à 42%, suppression de l'autorisation administrative de

licenciement, encouragement à l'investissement en recherche et développement par diverses subventions et incitations fiscales, liberté des prix et des changes, privatisations, a pour but de nous remettre à niveau.

Dans un même esprit de recherche et de coopération européenne, la France a fait adopter le programme spatial européen (Ariane V, Hermes, Columbus).

Et sur le marché. L'O.C.D.E. prévoit même que nous serons le premier des pays industrialisés pour l'investissement productif dans les 2 années à venir.

C'est ainsi que nous sommes en train de nous préparer à 92.

Avec 320 millions de consommateurs, le Grand Marché Européen de 92 sera le plus grand marché du monde. Cela veut dire plus de débouchés pour nos produits. Et donc plus d'emplois et plus de pouvoir d'achat.

Mais tout ces efforts ne serviront à rien s'ils sont arrêtés en cours de route par une rupture dans l'effort de redressement.

Voilà pourquoi il est important de donner à Jacques CHIRAC les moyens de continuer. Pour qu'en 92, les couleurs de la France claquent sur l'Europe.

92. Qui peut le mieux nous préparer?

RPR 92 92

Société

Après l'inculpation d'un de ses membres La Compagnie des commissaires aux comptes annonce une « rupture » avec la justice

La Compagnie nationale des commissaires aux comptes, qui ont pour tâche de veiller à la régularité et à la sincérité des comptes des sociétés en leur obligation de dénoncer au parquet les faits délictueux qu'ils pourraient constater, a fait savoir, jeudi 17 décembre, qu'elle avait décidé l'unanimité de « rompre ses relations avec la justice ». Son président, M. René Ricol, a conduit à la chancellerie une délégation pour signifier cette décision et en exposer les raisons.

Cette rupture, qui conduit les commissaires aux comptes — ils sont neuf mille nommés par les assemblées générales d'environ cent cinquante mille sociétés, — à se mettre ouvertement en rupture avec la loi, n'a semble-t-il pas provoqué une réelle émotion au ministère de la justice. Elle risque pourtant d'avoir des conséquences dans la mesure où, selon M. Ricol, 95 % des délits financiers jugés par les juridictions pénales ont pour origine les anomalies que peuvent relever les commissaires aux comptes, dans l'accomplissement de leurs missions.

En fait, la décision de la Compagnie n'est qu'une raison bien précise. Les commissaires aux comptes résistent à l'inculpation de leur collègue d'Evry (Seine-et-Marne), M. Gilbert Flam. Ce magistrat, qui instruit une affaire financière concernant le Comptoir des inventions pour l'automobile (CIPA) dont le siège est à Evry et dont les usines se trouvent dans les Vosges, avait inculpé onze personnes dont M. Jérôme Dupuis, ancien directeur du CIPA, et M. Christian Pierret, député PS des Vosges. Ce dernier

Pour des commentaires critiquant des décisions de justice

L'Association professionnelle des magistrats poursuit MM. Edmond Maire, Maurice Duverger et Bertrand Le Gendre

L'Association professionnelle des magistrats (APM), classé à droite, a indiqué, le vendredi 17 décembre, qu'elle avait chargé son conseil, M. François Sarda, de citer MM. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT; Maurice Duverger, professeur de droit public, et Bertrand Le Gendre, journaliste au Monde, devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris.

L'APM fonde son action sur les articles 226 et 227 du code pénal, qui répriment respectivement le discrédit jeté sur la justice et la publication de commentaires tendant à dénigrer les juridictions d'instruction ou de jugement.

L'APM estime notamment que les juges ont, depuis quelques années, « subi d'une manière de dénigrement et de dévalorisation sans précédent » et précise qu'elle a décidé « de réagir (...) pour mettre un terme à cette situation ».

M. Edmond Maire a été pour avoir déclaré à Lille, le 21 novembre 1987, à propos d'un jugement du tribunal de grande instance de Bobigny concernant le mouvement de grève des pilotes d'Air Inter: « Nous sommes dans une lutte totale, nous sommes aux droits fondamentaux de la Constitution ». A M. Duverger, elle reproche ses déclarations sur A.2, le 11 décembre 1987, sur un article du Monde du 17 décembre, après l'arrêt de la Cour de cassation concernant le juge Grellier, et dans lequel on pouvait lire que la haute juridiction « assure le glissement de la magistrature assise à la magi-

Au tribunal de Caen

« Quand les policiers se déguisent en juges »

Quand les policiers se déguisent en juges, la balance laisse parfois la parole au juge. C'est un réquisitoire rigoureux qu'a prononcé, le 17 décembre, le substitut du procureur, M. Alain Lallemand, devant la troisième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Caen où ont comparu MM. Claude Pouchain, Pierre Bohers et Jean-Marie Dhessa, inspecteurs de police à Rouen (Seine-Maritime), inculpés d'attentat à la pudeur commis avec violence sur une personne abusant de son autorité sur des jeunes volontaires, MM. Pouchain et Bohers ont été les faits qui leur sont reprochés, de même que le troisième policier qui était parti pour commettre la violence volontaire à l'arme.

CAEN
de notre correspondante

février 1985 : les services de police de Rouen interviennent à la cité des Sapins pour un vol de voiture. Cette cité n'a rien d'un quartier résidentiel. C'est plutôt la zone, le chômage, la délinquance, des immeubles gris et des habitants de toutes origines. Des jeunes y ont fondé une association culturelle qu'ils ont appelée La Banane à l'âge du grand bâtiment à demi délabré du cœur de la cité.

Lorsque Stéphane, Mahjid, Fahrid, Ismail et Lionel sont interpellés cette nuit-là, boucautés par les chiens policiers, ils se cachent dans des cages d'escaliers. Certains ont déjà eu maille à parer avec la police. Seul Stéphane a plus de dix-huit ans. Emmenés à l'hôtel de police de la rue Brisout de Barneville, ils ont placé en garde à vue.

Dès le lendemain, les quatre mineurs sont présentés au juge des enfants, et le plus âgé au parquet. Ils affirment alors qu'ils ont été frappés, humiliés, « Les flics jouaient avec nous », ont-ils répété à l'audience. Les adolescents ont dû notamment se dévêtir, puis se rhabiller, le dernier habillé recevant des gifles. « J'ai compris qu'ils allaient me tabasser, j'ai donc enlevé mes lunettes pour les mettre sur un bureau. Un inspecteur les a prises pour les briser », a raconté Mahjid, qui a aussi parlé du « coup du stylo ».

« On serre la main, et on fait tourner un stylo entre les doigts, ça pince la peau, c'est insupportable ».

Le juge des enfants demande une expertise médicale. Elle révèle que les jeunes gens présentent des tuméfactions, des brûlures sur les mains, des plaies diverses et récentes consé-

meilleurs

L'affaire Chaumet

Un avocat cannois inculpé

Dans l'affaire Chaumet, M. François Chaumet, juge d'instruction à Paris, a inculpé, jeudi 17 décembre, un avocat cannois, M. Richard Banon, de complicité d'activités illégales de banque. M. Christian Charrière Bourzazel, le défenseur de M. Banon, a décidé de déposer une requête en suspension de son mandat de juge d'instruction afin que le dossier soit transmis à la Cour de cassation en a déclaré M. Claude Grellier, juge d'instruction à Paris, dans l'affaire Michel Droit, membre de la Commission nationale de la communication et des libertés.

M. Charrière Bourzazel, tout en s'indignant du fait que cette inculpation porte à son client, « avocat honorablement connu », reconnaît que M. Banon avait confié à Christian Chaumet des bijoux appartenant « à sa mère » et qu'il a pu donner l'adresse de la joaillerie de la place Vendôme

à Paris à « une ou deux personnes » cherchant à réaliser un placement intéressant. M. Charrière Bourzazel conteste, cependant, que M. Banon ait servi de « raboteur » auprès des frères Chaumet à des malintendants désireux de placer, avec profit, de l'argent illégalement acquis. Cette accusation, visant M. Banon, circule, depuis quelque temps, dans les milieux de l'enquête.

Il semble acquis que M. Chaumet ne s'arrêtera pas là. Pourrait également être inculpé prochainement de complicité d'activités illégales de banque d'autres personnes ayant incité des clients ou relations à placer leurs biens chez Chaumet.

Des clients de la joaillerie ainsi mis en cause, dans leurs déclarations aux enquêteurs, ont personnellement vu d'autres personnes et ayant servi, elles aussi, d'intermédiaires : au moins, un homme d'affaires, un commerçant, un banquier et un notaire. Les frères Pierre et Jacques Chaumet ont été inculpés d'exercice illégal de la profession de banquier au début de ce mois (Le Monde du 15 décembre).

Recherché par la justice italienne

Un chercheur de l'hôpital Saint-Louis est menacé d'extradition

Le docteur Gianfranco Pancino, âgé de quarante ans, de nationalité italienne, médecin et chercheur depuis 1982 à l'Institut d'hématologie de l'hôpital Saint-Louis à Paris, a été interpellé, jeudi 17 décembre, et présenté dans la soirée à M. Robert Casseville, chef de la deuxième section du parquet de Paris, qui lui a signifié quarante-trois mandats d'arrêt délivrés à son encontre par les autorités judiciaires italiennes avant de le placer sous écrou extraditionnel.

Ces mandats, émis depuis 1980 par des juridictions de Rome, de Milan et de Turin, visent des infractions telles que « participation à bande armée, enlèvement et séquestration de personnes, dissimulation de cadavres, détention et port d'armes à feu, incrimination volontaire, recel de documents, tentative d'aide à l'évasion », etc.

L'un des mandats fait référence à une condamnation prononcée le 12 juin 1984 par la cour d'assises de Rome à vingt-cinq ans de prison, mais, nous signale notre correspondant à Rome, cette peine a été ramenée à un an et demi d'emprisonnement, le 8 juin 1987, par un jugement de la cour d'appel. En revanche, M. Pancino a été condamné à dix-huit ans de prison, en mars 1986, à Milan, au cours du procès des animateurs de la revue Rosso (Rouge), proche du groupe extrémiste Autonomie ouvrière.

Les avocats du chercheur, le bâtonnier Guy Danet et M. Roger Doumish, s'opposent, pour leur part, de l'interpellation du docteur Pancino, opérée en exécution de mandats très anciens, alors que, selon eux, il se trouve en

Les deux joailliers : le passif est « exagéré »

An cours d'un entretien réalisé pour l'Express (daté 18-24 décembre) par Gilles Gattner, les frères Chaumet, reconnus mais en liberté, estiment que la justice, dans laquelle ils expriment « toute confiance », a été l'objet de « fortes pressions de la part de certains médias ». « C'est vrai que, parfois, ajoutent-ils, il nous a semblé que la presse dirigeait l'enquête ».

Nous déplorons vivement, déclarent-ils à propos de M. Alain Chalandon, garde des sceaux, l'attitude, à des fins politiques, de la situation d'un de nos clients dans la famille des frères Chaumet. Il est certain que s'il n'avait pas été ministre, nous n'aurions pas été habitués comme une balle de ping-pong, dans un sens puis dans un autre. Nous n'aurions pas été, au bout du compte, des joailliers.

Les frères Chaumet ont déclaré, par ailleurs, qu'ils ont été « profondément choqués » le 17 décembre par le milliard de francs annuel est imputé le passif de la joaillerie.

Une pure invention ?

Une affaire que le tribunal départemental des polices urbaines, soucieux de couvrir ses hommes, a jugée à l'aveugle. M. Lallemand a donné de suite, après la plainte des trois mineurs, la Cour de cassation désigne un juge de Caen, en septembre 1986. Douze policiers sont mis en cause dans l'incident d'un non-lieu. L'instruction dure deux ans.

Pour MM. Pouchain, Bohers et Dhessa, « cette histoire n'est qu'une pure invention ». Malgré les certificats médicaux, malgré les témoignages d'autres personnes gardées à vue pendant une fameuse nuit à l'hôtel de police, les inspecteurs de police continuent à nier. À la barre, ils sont peu loquaces. « Ces jeunes veulent n'importe quoi. C'est de l'invention ».

Pour M. Martin, représentant la Ligue des droits de l'homme, il n'y a pas eu d'invention. Dénonçant les « forces de l'ordre qui se transforment en ordre de la force », l'avocat a souligné le problème du contrôle des activités policières au sein des commissariats. « Cette question, M. Lallemand, partie civile pour Fahrid, Ismail et Mahjid, l'a également évoquée. Il y a une certitude. A leur arrivée à l'hôtel de police, ils n'avaient aucune trace de coups. Or ils sont sortis blessés du commissariat ».

Refusant quant à lui de requérir sur le thème de la police mal armée de la justice », le procureur Lallemand a déclaré d'emblée, « Il ne s'agit pas du procès de la police, mais du procès de trois policiers dévoyés. Je vois ces cinq gosses nus, absolument nus, complètement désarmés, que l'on frappe, que l'on insulte dans un volépiék de café du commerce, face à des soudards, des vantards, des brillards, des rigolards ». Il a réclamé quinze à dix-huit mois pour Claude Pouchain, douze à quatorze mois pour Pierre Bohers et quatre ans d'interdiction d'exercer la fonction de policier pour Jean-Marie Dhessa.

Tandis que M. Lepetit, pour la défense, plaide le relaxe, non sans suggérer que les jeunes auraient très bien pu se blesser eux-mêmes pour mettre aux policiers, une cinquantaine de magistrats ont apporté, sous une pluie battante, au tribunal, leur soutien à ces jeunes qui ont parié des heures de police.

Jugement le 26 janvier.
PASCALE MONNIER.

vous préparer?

JE VOYAGE COMME JE VEUX AVEC NOUVELLES FRONTIÈRES

LE VOL. PARIS POINTE-A-PITRE ALLER RETOUR A PARTIR DE 2 700 F

166 BD DU MONTPARNASSE 75014 PARIS 42 73 10 64

Nouvelles Frontières

سكنا من الاجل

POUR L'EUROPE PERCER LES PYRENEES C'EST AUSSI IMPORTANT QUE DE TRAVERSER LA MANCHE.

Certains projets font couler plus d'encre que d'autres. Mais donc savoir pourquoi.

Bien sûr, personne ne cherche à nier l'importance d'un tunnel sous la Manche. Mais sur la route de l'Europe, d'autres barrières se dressent qu'il faut vaincre. Les Pyrénées par exemple.

Cette Frontière Sauvage constitue un véritable mur entre France et Espagne. Un mur qui freine cruellement les échanges entre deux pays désormais frères en économie.

Voilà pourquoi le département de l'Ariège a décidé d'agir en lançant le projet du tunnel du Puymorens. La Communauté Européenne a adapté l'idée. Les Ariégeois aussi puisqu'ils la plébiscitent à 80 %. Les instances nationales, elles, hésitent encore.

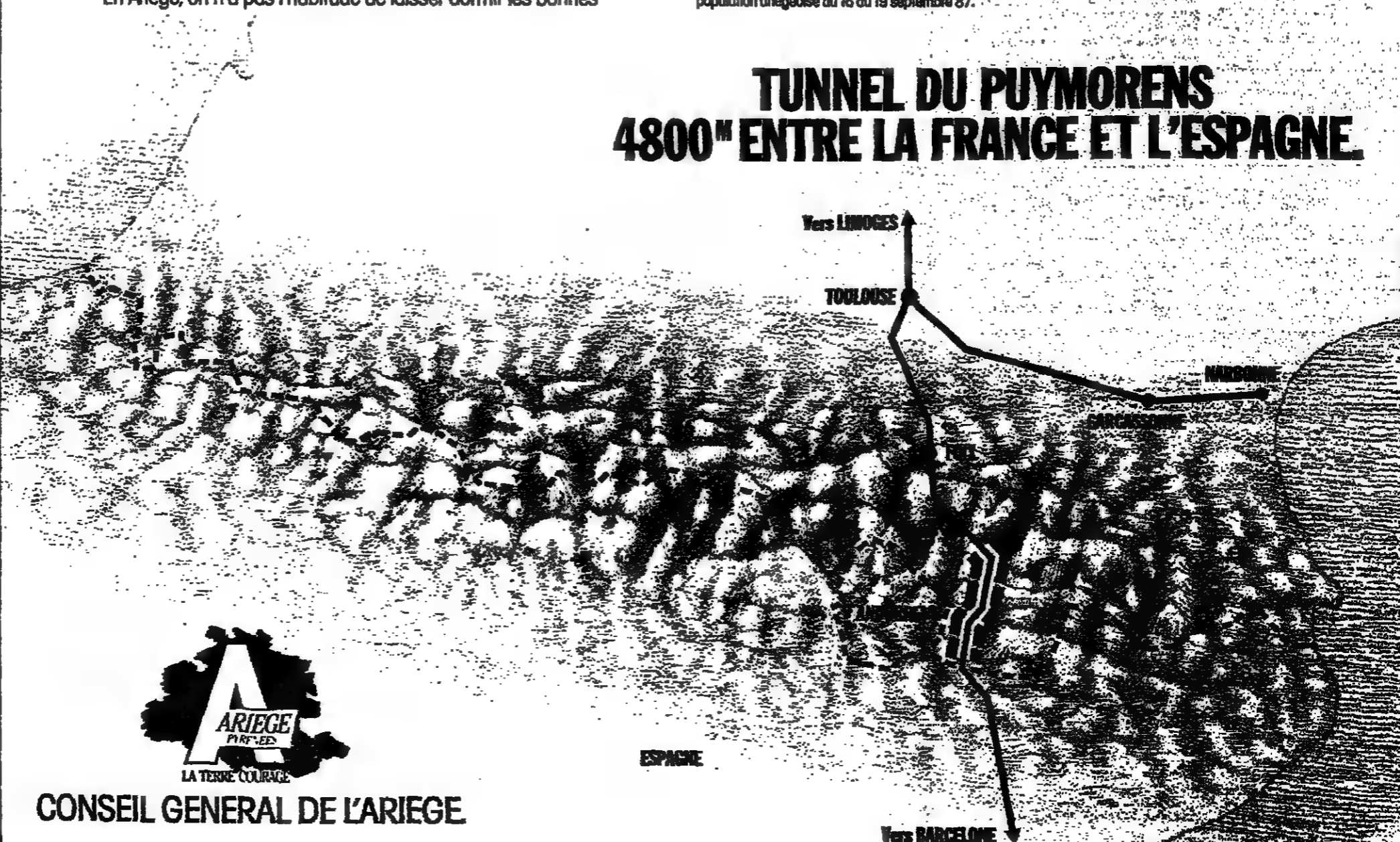
En Ariège, on n'a pas l'habitude de laisser dormir les bonnes

idées. Alors, soutenu par la population et par ses partenaires institutionnels et économiques, le Conseil Général de l'Ariège a pris une grande et sage décision : créer une société d'économie mixte pour financer les travaux. Le tunnel du Puymorens doit être percé. Malgré tout !

Il a fallu beaucoup de temps pour que le tunnel sous la Manche devienne réalité. Quatre ans à peine suffiraient pour que, à l'ouverture des Jeux Olympiques de Barcelone en 1992, tout le monde puisse en quelques minutes passer de France en Espagne. Par le tunnel du Puymorens.

* Sondage réalisé par IRI Conseil sur un échantillon de 1000 personnes représentatif de la population ariégeoise du 16 au 19 septembre 87.

TUNNEL DU PUYMORENS 4800m ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE.



MEDICINE

Le prés

NOUVELLE

M. Barz...

REGIONS

Le port du cardinal...

Le père du « mode...

Le général Bernard...

Le général Bernard...

Le général Bernard...

Le général Bernard...

Le général Bernard...

Le général Bernard...

Société

MEDECINE

L'affaire du Comité d'éducation pour la santé

Le président du conseil d'administration du CFES démissionne

Plusieurs faits nouveaux sont intervenus dans l'affaire du Comité d'éducation pour la santé (CFES). A l'issue d'une séance de plus de onze heures, le docteur Claude Rosenfeld a démissionné, le jeudi 17 décembre, de son poste de président du conseil d'administration du CFES. Les membres du conseil avaient auparavant vivement critiqué le rapport de l'inspection générale des affaires sociales mettant en cause la gestion du président délégué général, le docteur Bernard Serrou, ainsi que le contre-rapport rédigé par ce dernier, ne leur aient pas été remis. Selon un administrateur, il avait été reproché au docteur Claude Rosenfeld, qui reste membre du conseil, d'avoir été incapable d'obtenir du ministre de la santé une communication de ces documents. On devrait connaître le nom de son successeur dans trois semaines.

D'autre part, le conseil d'administration a appris que le ministère de

la santé avait décidé d'allouer au CFES une rallonge budgétaire de 11 millions de francs (prélevés sur le budget de la direction générale de la santé), M. de la santé a refusé de verser ces 11 millions d'environ 7 millions de francs qui avaient été promis par le ministre de la Santé en 1987 pour les premiers mois de 1988, le CFES pourra achever la campagne SIDA en 1988, mais doute commencer la campagne anti-tabac prévue pour le 1^{er} novembre. Cette rallonge concernait les affaires du docteur Serrou, sous lesquelles, à son départ, les membres du CFES avaient encore largement pourvus.

« On apure le passé et on espère partir sur une bonne note », a déclaré, à l'issue de la réunion, un administrateur, n'ajoutant pas pour autant qu'il n'y ait pas de réserves sur l'activité de l'enquête de l'IGAS, le conseil d'administration puisse se porter partie civile. Le conseil

délégué général, M. Alain Piquet, a pris des mesures destinées à améliorer la transparence financière dans la gestion du CFES. Tous ces projets, fait exceptionnel dans cette instance, ont été approuvés à l'unanimité. A l'avenir, il se pourrait que les entreprises prises en compte par le CFES à la demande du ministère de la santé figurent sur des budgets séparés de celui du CFES. « On y travaillera plus clair », commentait un administrateur.

Tentative de cambriolage

Mécontente, paraît-il, de la décision du ministre de la Santé, Mme Barzach risque d'avoir à subir un épisode de cambriolage. Un homme dont le visage était masqué par un magenta. Sous la menace d'insulver, le chauffeur se assit à l'arrière du véhicule. Le cambrioleur a pris le volant et a tenté de fuir. Le chauffeur a appelé la police, qui ne découvre aucune trace d'effraction, apparemment, sans vol. L'agresseur, visiblement, connaissait bien les lieux. Une plainte a été déposée, mais que les membres du conseil d'administration du CFES en soient informés.

Enfin, on a appris que, dès le 18 novembre dernier, le docteur Serrou avait mis sa démission « à la disposition du RFR ».

FRANCK NOUCH.

AERONAUTIQUE

Alliance
MBB-Aérospatiale
Les technologies modernes

American Airlines. Vols quotidiens jusqu'à New York. Et plus loin.

La société française Aérospatiale et la société allemande Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB) ont conclu, jeudi 17 décembre, un important accord de coopération dans le domaine des technologies modernes, qu'il s'agisse de l'espace, du transport ou de matériaux nouveaux.

Déjà, les deux entreprises collaborent étroitement à la fabrication de l'Airbus, à celle d'un hélicoptère de combat, à la construction de missiles tactiques, de satellites et du lanceur Ariane, au sein de consortiums spécifiques (par produits) ou de groupements d'intérêt économique (GIE). A ces différents projets, civils ou militaires, sont joints plusieurs partenaires européens.

Dans le présent, Aérospatiale et MBB forment un consortium de technologie, de part et d'autre du Rhin, qui fait de leur alliance le premier groupe mondial en matière de coopération spatio-aéronautique ?

Les domaines retenus pour cette collaboration à long terme sont : les systèmes de transport spatial (l'avion hypersonique AGV ou le successeur du projet Hérmès dénommé STS-2000) ; les infrastructures orbitales, habitées ou automatiques (au-delà de la station Columbus) ; les systèmes scientifiques et d'application (dans les domaines de l'observation de la Terre ou des étoiles) ; les matériaux de technologie avancée (qui pourraient remplacer, un jour, les composites actuels, les Kevlar ou les carbone-carbone).

Enfin, on a appris que, dès le 18 novembre dernier, le docteur Serrou avait mis sa démission « à la disposition du RFR ».

FRANCK NOUCH.

Embarquement tous les jours de Paris-Orly. Réseau de correspondances* vers plus de 200 villes aux USA, Canada, Mexique et Caraïbes. Dont San Juan, Saint-Domingue, Puerto Plata et Saint-Martin.

FAMILLE

M^{me} Barzach annonce des mesures pour améliorer les conditions de l'adoption

M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, devant présenter, vendredi 18 décembre, au Conseil supérieur de l'adoption, un ensemble de mesures visant à améliorer les conditions et les mécanismes de l'adoption.

L'une d'entre elles consiste à réorganiser le Conseil supérieur de l'adoption, organe consultatif créé en 1975, qui n'a pas été réuni ces dix-huit derniers mois. C'est un conseil nouvelle version, comprenant moins de membres et avec une meilleure représentation des autorités locales, qui étudie les propositions de décrets du ministre.

1) Profitant de la décentralisation, M^{me} Barzach clarifie les conditions d'habilitation. Cette dernière devra être demandée au président du conseil général du département dans lequel se trouve l'association et dans chacun des départements où elle intervient. Les associations et œuvres s'occupant d'adoption internationale devront demander une habilitation à la mission interministérielle qui va être créée à la fin du mois, et dont le siège sera au ministère des affaires étrangères, 23, rue Lapérouse ;

2) Cette mission interministérielle ne sera que progressivement opérationnelle début 1988. Elle sera composée d'un représentant du ministère de la justice, des affaires sociales et des affaires étrangères. Sa mission sera d'informer les familles et les associations sur l'adoption à l'étranger, de suivre les dossiers d'adoption en vue de l'attribution des visas, et de l'habilitation des organisations ;

3) L'agrément des familles, démarche indispensable auprès des services départementaux de l'aide sociale pour adopter un enfant français ou étranger, sera modifié. Le délai d'instruction est fixé à neuf mois maximum à partir de la date de confirmation de la demande. L'agrément indiquera le nombre d'enfants pour lequel il est délivré et évitera donc de faire plusieurs demandes successives. Sa durée sera étendue de trois à cinq ans ;

4) Pour améliorer l'information sur l'adoption, le ministère des affaires sociales diffusera, en janvier 1988, une brochure simple expliquant la situation de l'adoption et les procédures à suivre.

REPÈRES

Collèges

Grève le 19 janvier

Le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-PECC) a appelé, les PECC et les instituteurs de l'éducation spéciale (SES) à observer une journée de grève, le 19 janvier, en faveur d'un allègement de leurs horaires. Par opposition à un décret de mars 1988 qui prévoyait de généraliser les 18 heures pour les PECC, le plan Monory prévoit de maintenir durant cinq ans les 21 heures qui sont actuellement le lot de 30 % des PECC, trois de ces heures étant payées à l'avenir en heures supplémentaires. Plus généralement, les responsables du SNI prévoient une rentrée 1988 difficile et souhaitent que l'amélioration de la situation des lycées ne se fasse pas au détriment des collèges. Dès la rentrée, ce syndicat lancera des actions en faveur de l'école maternelle et de l'école psychopédagogique.

Moins de crédits pour la NASA

Le budget alloué à la NASA pour 1988 au projet de station spatiale habitée a été limité à 425 millions de dollars, soit 342 de moins que ce qui avait été réclamé. L'Agence spatiale américaine s'est opposée au budget, car elle craignait une réduction plus importante encore. Le véritable test pour ce projet gigantesque de plus de 10 milliards de francs, auquel les Européens participent financièrement, se fera de choix leur est fixé pour l'an prochain, la NASA prévoyait de réclamer 1,8 milliard de dollars pour l'exercice fiscal 1989.

Recherche

M. Maxime Schwartz directeur de l'Institut Pasteur

M. Maxime Schwartz a été nommé, le 17 décembre, directeur de l'Institut Pasteur, un poste vacante depuis la mort de M. Raymond Dreyfus, dans le marais arrive à expiration. Jusqu'ici sous-directeur de l'Institut, M. Schwartz était en concurrence avec le professeur Luc Montagnier. Sans doute le conseil d'administration a-t-il préféré nommer un scientifique rompu aux pratiques de l'administration et laisser ainsi à M. Montagnier toute liberté pour poursuivre ses recherches sur le SIDA.

Espace

Tir retardé pour Discovery

La reprise des vols de la navette spatiale américaine, fixée au 2 juin 1988 pourrait subir un nouveau retard de deux semaines. Les services de la NASA craignent en effet de ne pas être prêts à la date prévue au lancement de la navette Discovery, dont le tir avait été précédemment reporté au mois de février 1988. Du fait de la lourde charge de travail des équipes, les responsables américains et le directeur du centre spatial Kennedy (Floride), M. Forrest McCartney, a rappelé qu'il ne disposait pas du personnel nécessaire pour assurer la maintenance des trois navettes spatiales à la fois - Columbia, Discovery et Atlantis - dont dispose la NASA.

EDUCATION

Le PS rejette le « plan Monory »

Le Parti socialiste rejette en bloc le « plan Monory » présenté à l'éducation le 16 décembre. M. Laurent Fabius, secrétaire national du PS chargé de la formation et de l'éducation, a déclaré le cadre symbolique de l'appartenance au centre universitaire du Panthéon (université Paris-I), jeudi 17 décembre, pour réitérer l'offensive du ministre de l'éducation nationale.

« Préparé à quelque semaine de l'échéance présidentielle pour chercher à faire oublier un bilan, ce plan de fin de mandat donne le sentiment d'être surtout un document de rattrapage », a déclaré l'ancien premier ministre.

M. Fabius a aussi concédé que le « plan Monory » contenait « certaines observations intéressantes », mais elles étaient éclipsées à ses yeux par « cinq faiblesses fondamentales » : il limitait l'impasse sur l'enseignement supérieur, il n'engageait pas le gouvernement, l'addition des « fausses précisions » - 74 % au niveau du bac en l'an 2000, au lieu de 80 % - et « vraies carences » - est-il prévu pour cinq ou sept ans ? Il s'aborde pas de front « la lutte contre l'échec scolaire et la gestion des manuels d'enseignement », enfin il « courait l'action sociale par le gouvernement depuis deux ans ».

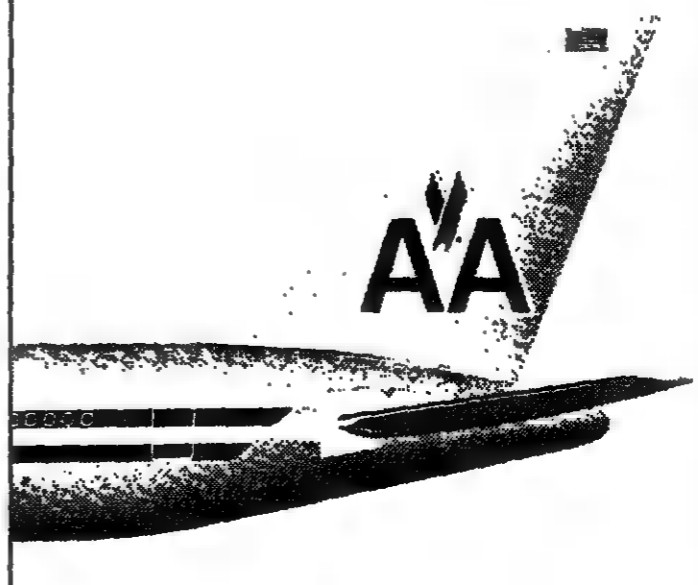
En écho, M. Fabius a rappelé les propositions du PS (le Monde du 11 novembre), qui prévoient un objectif budgétaire pour 1988, un « plan d'urgence » pour 1988-89, puis une loi de programmation pour la dernière année du siècle, préparée par une concertation, et dont la durée - dix ans - dépasse volontairement le cadre d'un septennat.

Pour sa part, M. Michel Rocard, tout en saluant le « courage » qu'il y a à annoncer un chiffre de 25 milliards pour l'éducation en 1988, a déclaré le 16 décembre, que le « plan Monory » témoignait d'une « approche fermée » de l'éducation, « sans formations universitaires continues », et « ne se préoccupait pas de l'insertion dans la sous-catégorie la plus défavorisée de la moins efficace : celle des plans éducatifs ».

NEES

ER

MORENS ET L'ESPAGNE



American Airlines. En liaison avec notre partenaire American Eagle. Contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au (1) 42.89.05.22.

Le Monde SANS VISA

Ne pas inquiéter le voyageur, ne pas déplaire aux gouvernements en place : les guides ont souvent du mal à cerner les réalités des pays qu'ils décrivent.



Ci-dessous : « La dictature sanglante et grotesque des colonels » en Grèce. Mais seulement après 1974...

Ci-contre : Le mot apartheid « n'est plus officiellement employé en Afrique du Sud depuis les réformes en cours »...



Guides touristiques et trous de mémoire politiques

par Michel Castaing

TOURISME et politiques font rarement bon ménage. Le divorce est évident lorsque éclatent des conflits armés : le Liban, l'Irak, l'Iran, l'Afghanistan ont, depuis longtemps déjà, disparu des catalogues des tours-opérateurs et des éditeurs de guides. L'insécurité s'ajoute plus sûrement le vacancier que les risques de cyclones ou de tremblements de terre : la France elle-même en a fait la coquette mais sévère expérience avec les attentats de septembre 1986.

Des destinations comme Haïti, les Philippines, le Yémen du Sud, le Cambodge, le Nicaragua ou la Corée du Nord sont, aujourd'hui, rares à voir. Les voyageurs sont rares à voir aussi. Les pays armés, les pays en crise, les pays où la violence est au rendez-vous, les pays où la mort est au rendez-vous, les pays où la mort est au rendez-vous, les pays où la mort est au rendez-vous...

Les éditeurs de guides touristiques sont naturellement contraints de tenir compte des sous-jacents de la planète. Au fil des ans et des événements, des titres passent (Liban) ou renouveau (Algérie, Corée du Sud). En France, un éditeur, pourtant, fait fi des conjonctures. Les turbulences du monde n'ont d'influence ni sur son rayonnement ni sur ses rayonnages. Guerre ou pas, dictature ou non, Louis Nagel poursuit, inlassablement depuis bientôt soixante ans, le but de toute sa vie : réaliser une collection de guides - pardon : d'encyclopédies de voyages - telles qu'il les nomme - qui « couvrent » le globe entier.

A près de quatre-vingts ans, il dit, en touchant le bois de son bureau : « J'espère bien y parvenir ». Sur son planisphère, où figurent en rouge les ouvrages publiés et en hachures rouges et blancs les titres en préparation, il ne reste plus que deux grosses taches blanches (l'Australie et l'Argentine) et quelques autres, plus petites, disséminées çà et là. Sa fierté 1987 est d'avoir, le premier, terminé un guide de l'Albanie (à paraître). Et sa vision du

tourisme est large, puisque sa collection (traduite en anglais et en allemand) s'enorgueillit d'une encyclopédie de voyages sur la Lune...

Les contingences internationales sont le cas de deux majeurs pour l'édition spécialisée. Mais, parallèlement, la littérature touristique se mêle-t-elle de politique ? Question saugrenue pour la plupart des auteurs et imprimeurs : la vocation première d'un guide est de conseiller des itinéraires, de décrire des monuments et des sites, de dépeindre la flore et la faune, de sélectionner la cuisine et le gîte. Rien à qui soit de nature politique.

Quel génocide arménien ?

Il n'y a guère, concédent-ils, que la présentation générale du pays (histoire, économie, culture, etc.) qui pourrait donner matière à controverse. Encore cette partie est-elle très inégalement développée selon les collections : volumineuse chez Hachette (Guides bleus) et Nagel, consistante chez Arthaud et Fodor, volontairement succincte chez Michélin (Guides verts), qui se déclare « sans ambition faussement culturelle », bâclée chez d'autres. Et puis évoquer la Grèce antique, le temps de pharaons et des croisades n'a rien de compromettant.

Comme dans la plupart des manuels scolaires - auxquels les condensés historiques lus dans les guides empruntent beaucoup, - la période contemporaine, évidemment plus récente à relater, est souvent brossée à grands traits officiels. Les éditeurs parlent, eux, de « stricte neutralité ». L'expression revient comme un leitmotiv. La meilleure preuve, Louis Nagel pense la : « Mon rôle social est le rôle du journaliste », dit-il avec un sourire...

En fait d'apolitisme, beaucoup de directeurs de collections pratiquent d'abord la politique du non-dit, confondent neutralité et silence. Quand le rappel d'un événement risque de déplaire à tel ou tel gouvernement - et, partant, de compromettre la bonne diffusion du guide, - on l'occulte. Exemple flagrant : la Turquie et le génocide arménien de 1915, que les autorités d'Ankara ont toujours nié. « On ne fera pas de procès d'intention aux ouvrages qui,

manifestement, se désintéressent de l'histoire turque en général, le guide Visa (Hachette) arrête même un dix-septième siècle... Mais, parmi ceux qui la détaillent, seul le Guide bleu retrace correctement les faits. Sans écrire le mot « génocide », il indique : « L'offensive russe en Anatolie (1914-1915), par les Arméniens, valut le cent-cinquantuple de la contre-offensive turque au printemps 1915, une terrible répression et des déportations en masse vers le sud-est de la Turquie, au cours desquelles périrent de nombreuses victimes. »

Nagel, qui publie un long chapitre intitulé « Histoire des Turcs », n'y fait aucune allusion, tout comme Marcuse. Jeanne Arthaud (dont le secteur guides a été repris en 1985 par les éditions du Jaguar) annonce : « Pour l'histoire moderne et contemporaine de la Turquie, nous rappelons les dates importantes. » Dans le tableau qui suit, 1915 n'apparaît pas. Arthaud mentionne la guerre gréco-turque, mais ne souffle pas mot des Arméniens.

Le Maroc et la question du Sahara occidental sont traités différemment. Un guide peut difficilement, dans ses textes et sur ses cartes, éluder un problème de frontière, sauf à utiliser l'astuce commode du flou géographique. Nagel s'en tient aux tracés établis par Rabat. Le Guide bleu, qui expose longuement la situation, indique, lui, que le Front Polisario est « organisé en république indépendante [...] membre de l'OUA et reconnue par soixante-deux pays » et que, « ces deux dernières années, le Maroc a subi de sévères revers diplomatiques tant au sein de l'OUA que de l'ONU ».

Pour le guide M.A., « des puissances étrangères tentent de saper les intérêts de Rabat dans la région et le roi est obligé de supporter une guerre larvée, que ni lui ni le pays ne désirent ». M.A. ne cache pas sa sympathie pour Hassan II, « fin diplomate », doué d'une « intelligence réaliste » et d'une « culture moderne », qui fonde de lui « un homme ouvert au dialogue ». Si le Guide bleu critique, assez vivement, la condition faite aux femmes dans le royaume chérifien, seul Fodor fait allusion, en termes précautionneux, aux prisonniers d'opinion : « L'évolution politique et intellectuelle de la nation n'est pas toujours allée sans quelques mesures, dont le rapport avec la véritable démo-

cratie est lointain. » Cependant, s'empresse d'ajouter l'auteur, les élections de 1976-1977 ont, à cet égard, marqué un net progrès. Fodor, en revanche, donne cette version de la tuerie de la place des Trois-Cultures, le 2 octobre 1968 à Mexico : « Les étudiants manifestaient. La troupe se tenait à portée pour maintenir l'ordre, quand des coups de feu éclatèrent. L'officier chargé des opérations tomba le premier. Dans les heures qui suivirent, il y eut des dizaines de tués et de blessés. Un incident pareil, dans leur ensemble, préféreraient l'oublier. »

Les trois cents morts de Mexico

Provocation étudiante, incident, oubli... Voilà comme on écrit l'histoire. Trois cents morts ! Avec d'autres, Gallimard (Carnets du voyageur, traduits de l'américain) rapporte, bien sûr, que, ce 2 octobre-là, la place des Trois-Cultures « fut le théâtre d'un massacre d'étudiants par la police et l'armée [...], des centaines de morts, ensevelis dans des tombes anonymes ».

Le Guide bleu, lui, va plus loin en donnant deux explications à cette sanglante journée. La première paraît plausible. Elle suggère que ces affrontements ont eu lieu « en écho au mai parisien » et, « comme eux, furent peut-être provoqués par la recherche confuse de nouveaux équilibres sociaux ». La seconde, en revanche, laisse perplexes : « Mais il est toujours possible de croire d'une façon transcendante, comme Octavio Paz (écrivain), que ce fut le tribut payé au maintien de l'ordre cosmique, une manière de vivre l'histoire comme un rite. » Quoi qu'il en soit, on est loin, à travers ces différents exemples, de l'image purement fonctionnelle que l'on pourrait se faire des guides touristiques.

Alors, apolitiques, ces « compagnons de route » ? Neutre, le guide Nagel de la Roumanie (édition 1986), qui rend hommage à Nicolae Ceausescu en mettant en avant « le rythme rapide de développement » de l'industrie, les « dérivés accrus » dans l'agriculture et les « mesures pour l'intéressement de la paysannerie » ? Seulement « oubliés », le

guide Visa (Hachette), qui indique que le Hoanghoi Jaoan Kadar, directeur de l'industrie, est arrivé, en Afrique du Nord par exemple, qu'un titre soit nié et que des exemplaires soient confisqués à des voyageurs au passage en douane. Ou alors il faut être, à l'autre bout de la chaîne, un petit auteur-éditeur en tous points indépendant, comme Jacques Klein (éditions Jika), pour ne pas être, et traiter, avec un humour souvent décapant, des questions épineuses : ainsi peu de guides décrivent la condition noire aux Etats-Unis, comme le sien sur « La Floride » le Vieux Sud.

On ne saurait affirmer qu'entre les deux il n'existe pas d'auteurs, d'éditeurs politiquement honnêtes, et, compte tenu des certaines de titres qui sont proposés sur le marché, cette approche ne prétend pas être exhaustive. Et puis certains n'abordent pas, ou très peu, la vie politique contemporaine, considérant que l'utilisateur a, pour ce faire, bien d'autres sources d'information. A moins de chercher la petite bête politique sous les vieilles pierres ou les nappes, leur lecture ne peut être « interprétée ».

(Lire la suite page 18.)

FRANTOUR TOURISME - SPÉCIAL GROUPES - vous propose pour 1988

- des forfaits d'un à plusieurs jours à destination de la France et de l'étranger.
- des séjours dans les résidences-hôtels FRANTOUR.

POUR DES GROUPES DE 30 PERSONNES MINIMUM

- des programmes très attrayants à des prix très intéressants, tels que :
 - par avion, une semaine de séjour à l'hôtel-club « VERVERODA » « Grèce » au départ de PARIS, saison, 2695 F par personne.
 - par train, une semaine à NAJAC, au départ de PARIS, en période bleue, basse saison : 2070 F par personne.
 - croisière sur le RHIN
 - croisière en Méditerranée, au départ de SÈTE (7 jours au Maroc) : de 3765 à 4690 F par personne.

POUR DES GROUPES DE 50 PERSONNES MINIMUM

- par train, 7 jours au Tyrol, au départ de PARIS (1^{er} et 13 juin, 17 et 29 septembre 1988), 3350 F par personne.

POSSIBILITÉ DE DÉPART DE TOUTES LES GARES SNCF

- RENSEIGNEZ-VOUS
- dans les agences FRANTOUR TOURISME,
- par correspondance : BP n° 62 98 - 75362 - PARIS CEDEX 08
- par téléphone : (1) 45-63-03-14

RETOUR : Coupe du monde

motives hors les rails

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

Magnus... Coupe du monde... motifs hors les rails...

صحة من الاجل

ENQUETE

GUIDES ET POLITIQUE

(Suite de la page 17.)

Michelin est dans ce cas. Ses Guides verts (2,8 millions d'exemplaires vendus en 1987) sont d'abord centrés sur les circuits français et, parmi les douze titres étrangers, seul le Maroc aurait pu être un sujet « sensible », si la question n'avait été traitée en deux lignes sèches. Liée à l'image du pneumatique, la guide verte préfère garder les roues sur terre, et, si Michelin a une orientation générale, c'est, comme l'assure Alain Arnould, son chargé des relations extérieures, « d'être lu par les non-spécialistes, sans que les spécialistes trouvent à redire ».

Dans un style radicalement différent — à l'opposé de la collection « L'Europe des villes rêvées » qui prétend pas non plus le flanc à la critique politique : des « guides intimes », voici la formule d'Henri Douglas, directeur des éditions. Un fervent par ville, des sensibilités diverses, mais qui parlent — bien — du mur de Berlin ou de « printemps de Prague ».

Quelle est, avec le fait d'être vendu, la finalité d'un guide, sinon d'inciter à aller visiter le pays dont il parle ? Et comment décider le candidat au voyage, si ce n'est en regardant la manière dont il est traité ? De même que certains magazines donnent systématiquement, sur les photos de

leurs pages touristiques, les images qui pourraient assombrir « un ciel de rêve », de même certains guides masquent les aspects déplaisants de la réalité, surtout dans le domaine politique. S'il est aujourd'hui facile de dénoncer, comme M.A. et les autres, « la dictature sanglante et grotesque des colonels » en Grèce, combien l'ont fait dans les années 1967-1974 ? D'une façon générale, les pouvoirs en place sont, pour le moins, ménagés. Les conditions qui président à la réalisation et à la vente d'un guide l'expliquent.

Informateurs officiels

Tous les éditeurs n'emploient pas des équipes maison, comme Michelin ou les « reporters » qui travaillent incognito, ou des équipes d'universitaires et de chercheurs, comme Flammarion pour ses Guides bleus. Tous n'engagent pas des journalistes pigistes qui, dit-on en passant, sont, sauf exception, deux fois moins payés que dans la presse.

D'abord, les guides figurent en grand nombre dans les catalogues français, de Gallimard à Arthaud, et, par exemple, Lonely Planet, collection anglaise renommée pour sa recherche, fait chaque année un tabac à la Foire du livre de Francfort. Le lecteur français subit ainsi, sans toujours le savoir,



Quelle version donner du Maroc et de la question du Sahara occidental ?

une sensibilité qui n'est pas la sienne. Mais ce n'est pas le plus important.

Plus important est le fait que beaucoup d'ouvrages collectifs, rédigés sous la direction d'un « coordinateur », passent à la maison d'édition, c'est-à-dire du travail d'informateurs officiels — « Jusqu'au chef de l'Etat », dit même Louis Nagel : un fonctionnaire d'ambassade, un membre d'un bureau de tourisme ne vont pas — surtout s'ils appartiennent à « générale » du livre — à travailler le pays dans lequel ils travaillent. Ce sont moins les informateurs de ce pays : les guides de l'UNESCO, par exemple, sont presque tous faits par des Soviétiques francophones.

Quant à la promotion des guides, l'Etat et le canal des médias en France ont toujours été très intéressés. Les guides étrangers installés à Paris, liés à leurs gouvernements respectifs, sont souvent

très intéressés. Ils ont, quand le guide leur agréé, un certain nombre d'exemplaires et orientent la lecture de leur clientèle. Les offices (et des ambassades) sont plus chateaux que d'autres sur le chapitre politique. Les éditeurs sont sensibles aux pressions, d'autres pas.

Tous les bouleversements politiques ne sont pas défavorables au tourisme : l'ouverture de la Chine a été une bénédiction pour les voyageurs et les éditeurs de guides. L'expansion du tourisme est telle, depuis quelques lustres, que les collections ont plutôt tendance à foisonner : on en compte environ trente en France, dont certaines regroupent plusieurs dizaines de titres, auxquelles il faut ajouter une floraison de guides thématiques sur l'Hexagone (châteaux, musées, randonnées, villes d'affaires, neige et montagne, musées, etc.), de guides culinaires, de

livres de voyages et quelque quarante ouvrages disséminés Paris.

Sait-on, par exemple, qu'il n'existait pas, en 1975, de guide français du Népal ? Aujourd'hui, on en recense sept, avec un tirage moyen de sept à huit mille unités : plus de cinquante mille exemplaires montrent donc le chemin de Katmandou, alors qu'autrefois dix à douze mille Français se rendent chaque année au Népal. Certes, une même personne peut acheter plusieurs guides et ceux-ci sont aussi vendus en Belgique ou en Suisse, mais c'est dire que la concurrence est rude.

Cette concurrence s'exerce plus sur des terrains techniques et commerciaux — format, lisibilité, renseignements pratiques, cartes, prix de vente, etc. — que dans le domaine politique ou même culturel. Le lecteur lui-même prête-à-voir véritablement attention aux commentaires ou aux silences politi-

ques ? La clientèle intellectuelle des librairies de voyages, comme l'Astrolabe, itinéraires ou l'Élysée, n'est pas un très bon baromètre, car elle recherche d'ordinaire des ouvrages plus « pointus » que les guides. Et l'abondant courrier que reçoivent les éditeurs comporte essentiellement des remarques matérielles.

Un guide n'est pas, il est vrai, comme un livre classique, en commençant par la première page. On y pioche au gré de sa curiosité, selon ses besoins. Et le voyageur moyen sentira, aujourd'hui, s'intéresser plus aux rencontres, aux modes de vie modernes, qu'aux vestiges des civilisations : ce qui explique, outre leur prix, le succès de publications comme le Guide de l'orient (Hachette), avec son ton particulier, deux fois plus acheté (400 000 exemplaires) que le Guide bleu. Mais est-ce ainsi sûr que ce voyageur soit, comme les éditeurs « politiques » le pensent, plus sensible à Mendon au prix d'une tortille qu'à ce qui s'est passé dans les Trois-Cultures ?

La profession estime assurément, avec Roselyne de Ayala, directrice des éditions Arthaud, qu'« il ne servirait de rien que le guide soit intéressant ». Mais le lecteur ne demande pas le mot du politicien. Un minimum de courage politique lui suffit.

MICHEL CASTANG

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur
06160 CAP-D'ANTIBES
MOTEL ROI SOLEIL
153, bd Kennedy, A 500 m de la mer.
STUDIOS et ch. Pour 1 personne, 1100 F la sem. 1715 F 2 sem. 3000 F
à sem. L.A. (sauf juin, juil., août, sept.).
Tél. 93-61-68-38.

06800 MENTON
HOTEL DU PARC***
Tél. 93-57-66-64.

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Majestic East Western***
Hôtel de charme très mer,
calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITE
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-62-56 - Tél. 93-87-62-57

HOTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Petit centre-ville. Calme.
Petit parking, grand jardin,
chambre, TV couleur,
Tél. direct, minibar.

Montagne
VALLÉE DU QUEYRAS
Ski de fond, ski alpin, réduction janvier,
détente soleil, vue panoramique.
HOTEL LE CHAMOIS***
LOCS DE FRANCE
83350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Tél. (16) 92-45-83-71

05390 MOLINES-EN-QUEYRAS
Station village des Hautes-Alpes
1750-2580 m
Dans un parc régional naturel. 300 jours
de soleil par an. Ski alpin, ski de randonnée,
ski de fond. Hôtels-restaurants, location
ski et matériel.
Rens. OFFICE DU TOURISME
Tél. (16) 92-45-83-72

05450 SAINT-VÉRAN
Hautes-Alpes, Queyras
Parc rip. Site classé. Stat. village. Piste,
fond. Plus haut sommet d'Europe, 3040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-02
Chamb. - studio - cuisine-grill.
Depuis 450 F pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-02
Pensions de 1617 F à 1848 F sem.
Demi-pens. de 1267 F à 1617 F.

38250 VILLARD-DE-LANS (Vercors)
HOTEL**
Restaurant - PISCINE FLEURIE -
dans un cadre reposant, ski ou villégiature.
Tél. 76-95-18-96.

Provence
ROUSSILLON - 84220 GORDES
MAS DE GARRIGON***
LE PETIT HOTEL DE CHARMÉ DE LUBÉRON
Espace gourmand. Passez-y un séjour ou
un week-end cet automne.
Tél. 96-85-63-22.

Italie
VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
Il minimise le pied de la place St-Marc.
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Tél. : 41-52-32-333 VENISE.
Directeur : Dante Apollonio.

Suisse
CH-3825 GRACHEN/VALLÉE ZERMATT
HOTEL BEAU-SITE***
Chambres, douche/jacuzzi de 6 à 8
en février. Pleine pension 62 FS, 1 enfant
moins 6 ans gratuit.
Pistes et entourage.
TGV Paris-Lausanne-Brig.
Tél. 1941-28-5626-56, M^{me} WILLNER.

TOURISME
Ferme de la Besse XV^e siècle
SÉJOUR SKI DE FOND
Sur le haut plateau ardéchois
7 jours pension + encadrement
+ matériel 1200 à 2000 F
DOCUM. GRAT. sur demande.
Tél. : 75-38-80-64 - MÉJEAN Gérard,
07510 USCLADES REIUTORD.

SKI DE FOND
(HAUT-JURA)
Yves et Liliane, la quarantaine, vous
accueillent (12 personnes max.) dans
une ancienne ferme du XVIII^e siècle
confortablement rénovée. Chambres avec
salle de bain, table d'hôte, cuisine et
pain maison, ambiance symp. Tarif tout
compris : pension complète + vin + thé à
17 heures + menuiserie et matériel de ski,
de 2080 F à 2480 F personnes/semaine,
selon période.
Tél. (03) 81-28-201.

Vers un épanouissement
individuel
et social

YOGA-ÉNERGIE
RELAXATION
RÉGÉNÉRATION
43-31-65-88

SKIEZ MOINS CHER!

36 15 ACE
INFOPRIX-NEIGE

65 STATIONS
HÔTELS, LOCATIONS,
REMONTÉES MÉCANIQUES
ETC.

SECRETARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE LA CONSOMMATION, DE LA CONSCIENCE ET DE LA PARTICIPATION

PARIS-MARRAKECH 1420F A/R*
TOULOUSE-DAKAR 2000F A/R*

Avec Air Charter,
filiale d'Air France
et d'Air Inter.

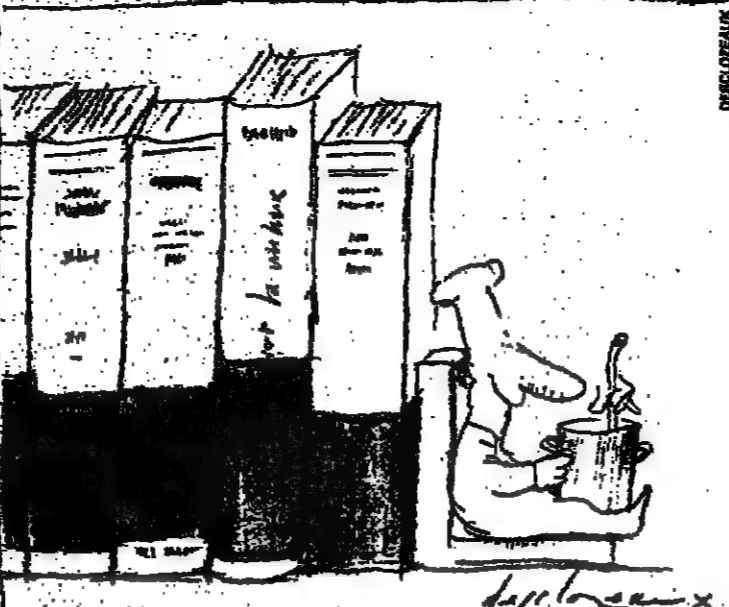
SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

Jumbo CHARTER

MINITEL 3615 + JUMBO, PARIS 7 - 4705 0195/
AIR - 47 26 04 11 / GRENOBLE - 76 54 64 09 / LILLE - 20 57 58 62
ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

LA TABLE
Drouant 1880-1987

En 1880, incertain Charles Drouant, vint d'Alsace, se trouva à acquiescer d'un modeste café-tébaie à l'angle des rues Saint-Augustin et Gaillon. Vouant obstinément sa table à la cuisine de la mer, il s'imposa vite tant par la qualité des produits que par la sagacité de ses prix. Drouant fut bientôt le rendez-vous des journalistes et des écrivains. Et c'est peut-être d'un dîner chez lui, où le vieux Goncourt rencontra Clemenceau, Eugène Carrière, Jean Ajalbert et Gustave Geoffroy, que naquit l'Académie Goncourt. C'était le 30 octobre 1894. Vingt ans plus tard, le 31 octobre 1914, le prix Goncourt était décerné ici, mais dans un restaurant agrandi, une maison embellie, avec des caves étendues jusque sous les immeubles voisins et bien propres à accueillir le fameux bûche de blanc des académiciens.



son métier, cherche la qualité et, enfin, n'a malmené la grosse tête. Une trouvaille !

C'est pourquoi, dans les salons et un restaurant, vous découvrirez les mérites de l'œuf de merlan au persil plat huile de truffes, les langoustines rôties accompagnées de gâteaux de canard confits, le croustillant de cuisses de grenouille à l'ail doux et anis, le turbot sauce verjus, la fricassée de homard aux pâtes fraîches, le dos de lapereau rôti aux épices, la fricassée de rognon et ris de veau au vinaigre, etc. Le plateau des fromages va être revu (ou plutôt le fournisseur changé !), ce qui est bien. Les desserts sont de qualité. Belle carte de vieux millésimes et quelques vins honorés à moins de 100 F. Comptez ici 450/500 F.

Mais il y a le grill ! (avec deux « l », pour faire griller). A ses côtés, premier les coquillages (à ces pas Dandré qui notait, du temps du « papa » Drouant : « Les huîtres y sont, je ne sais pourquoi, meilleures et plus fraîches que partout ailleurs » ?), la moule à bras armés et le saumon fumé « maison », les œufs bégnédicte et le soupe de moules aux poireaux avant la « voiture » (pièce de bœuf rôtie ou au gros sel bernaïse - il n'y manque que le Yorkshire pudding !), trois fromages du jour, de beaux des vins qui peuvent être servis « au verre ». Comptez 300 F.

Enfin, qui Drouant (place Gaillon, 2, tél. : 47-42-56-61) est fermé samedi et dimanche, et que l'on y accepte Carte Blanche, American Express et Diner.

LA REYNIÈRE.

Après des hautes et des bas, l'achat par de nouveaux propriétaires et une refonte de presque un an (du prix Goncourt 1986 au Goncourt 1987, décerné le 16 novembre dernier), voici un Drouant tout neuf, un Drouant renaître. Importants travaux : une seule entrée (place Gaillon), avec à gauche le grill, à droite le restaurant, en face l'escalier menant aux salons du premier (le second étage a été supprimé pour

permettre de rebasculer le premier de 80 centimètres). Décoration Art déco dans les tonalités grises lumineuses. Habillés de gris, eux aussi, les deux portiers géants, l'hôte-vestiaire Monique, les serveuses du grill et leur jolie maître d'hôtel (faudrait-il dire maître-tesse ?) Moucha; le barman, les serveurs et maîtres d'hôtel. Reconstitués, le fameux salon avec

son lustre à perles de cristal, la table ronde à nappe damassée et les fauteuils gravés au nom des succès littéraires des dix fauteuils.

Pour « Drouant à la new-style » et éternel, il fallait un nouveau chef. C'est James Baron, que l'on est allé chercher à Cholet où il avait conquis toques et étoiles. On doit tirer son mouchoir, il-bas, car ce gaillard aime

MIETTES

• Réveillons à Paris : Chez Alain Morel (123, av. de Wagram, tél. : 42-27-61-60), un accompagnement prolongé le 10 décembre (700 F). A la Table d'Alvarez (2, place d'Anvers, tél. : 26-26-66-66), un menu de Saint-Sylvestre, de l'apéritif aux mignardises accompagnant le café : 800 F. Aux Cabarets du Nord (81, quai de Grenelle, tél. : 45-75-82-82), menu-dégustation avec six plats, Eric Robert, une bouteille de champagne par convive : 350 F. Enfin, à la Fontaine (28, Champ-Élysées, tél. : 42-25-14-72), un réveillon du 31 décembre très italien (mais le champagne sera français), de la table à la musique et au chéri Ruffino (495 F).

• « La Cuisine lyonnaise » : le célèbre livre de Michèle Varille, introuvable, vient d'être réédité par Champion-Statina. André Mure, adjoint à la culture à la mairie de Lyon, qui l'a présidé, le dédicacera

à la Librairie Le Verre et l'Assiette (1, rue du Val-de-Grâce, Paris 5e) le mardi 22 décembre de 15 h à 19 h.

• Découvertes des lecteurs : A Clém (71250) le Potin Gourmand (Inconnu du Botin gourmand, bien sûr !), dont le menu, deux plats, fromage ET dessert : 88 F est d'un excellent rapport (sur le Champ-de-Mars). A la Bastide du Jourdain (84240), Le Tour d'Alsace, en pleine campagne, c'est l'Auberge du Cheval Blanc, très appréciée par ce fidèle correspondant. A Saint-Jean-Pied-de-Port (64220), Chez Artigues (8, rue de l'Eglise, tél. : 59-37-08-44), repris récemment par un jeune couple patois. Enfin, au village de Parraux, dans l'Yonne, un café-bistrot récemment repris par un jeune couple, avec un menu à 80 F, choix de deux plats, fromages ET dessert, avec des vins voisins de Coulange-la-Vineuse à 30 F et 70 F (tél. : 86-91-64-67).

SEMAINE GOURMANDE

Louis Landès

Je crois l'avoir signalé. Hervé Ruman a démissionné son Croissant du quinzième arrondissement pour reprendre Louis Landès, dans le quatorzième, abandonné par Georgette Desaut.

A la carte, les foies gras froids ou chauds, le portefeuille de saumon au piment d'Espelette, le magret gros sel, les souris de gigot d'agneau et leur jus d'ail nouveau. Des viandes, là, viennent de chez Jean et Claude, les excellentes bouviers du 304, rue Lavoisier : un cassoulet réconfortant, et des desserts qui nous font souvenir qu'Hervé Ruman fut longtemps un des adjoints de Christian Constant, d'où vient également son pâtisier Patrice. Cava intéressant de vins de pays : méditerranéen 1986 à 90 F, par exemple. Comptez 250 F avec un menu à compléter.

• LOUIS LANDÈS, 157, avenue du Maine, 75014 Paris, Tél. : 46-43-08-04. Fermé le dimanche. AE, DC, CB.

Auberge du Champ-de-Mars

Une vraie petite salle d'auberge provinciale et toscane, un jeune chef, une carte assez compliquée dans l'air apprécié l'émincé de haddock aux pousses vertes (46 F) et le confit pommes à l'ail en cheminée (86 F), mes voisins se régalent de l'ouf-coocote au roquefort (35 F), d'un remarquable pavé d'agneau à la compote d'oignons (88 F), de la tulpia de glace caramel (36 F), Tés du poulet végétarien 1985 (200 F) et de rully rouge (115 F) de chez Robert. Comptez 250 F à 300 F.

• AUBERGE DU CHAMP-DE-MARS, 18, rue de l'Exposition, 75007 Paris, Tél. : 95-51-78-08. Fermé samedi midi et dimanche. L.R.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

MONTLOUIS A.O.C. Pour connaisseurs. Vin blanc sec. 7/2 sec. Méthode et méthode champenoises. Vente sur demande. A. CHAPEAU, vigneron, 15, rue des Alpes, Hameau 57270 MONTLOUIS-SUR-LOIRE.

CHATEAU ROSE SAINTE-CROIX LISTRAC-MÉDOC. Direct. de la propriété. Tél. 56-72-04-00. Commandes spéciales pour convives et groupes. P.H. PORCHERON 33460 MARGAUX.

CLOS LABARDE SAINT-ÉMILION GRAND CRU. Tarif et documentation sur demande à : Jacques BAILLY, propriétaire-vigneron, « BERGAT », 33530 SAINT-ÉMILION. Tél. 57-74-40-26 et 57-74-43-39.

MERCUREY A.O.C. Vente directe. Tarif sur demande. Tél. 80-71-94-94. Domaines de Champagne, L. Mouchon, 71290 MERCUREY.

CHAMPAGNE Claude DUBOIS A la propriété LES ALMANACHES VENTRIER, 51220 ESPRAY, T. 25-59-48-37. Vin vendu en foudre. Tarif sur demande. Cuvée 1982 de « Réserve ». Méthode d'ajustement sélectionnée. MONTEN, 1986.

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE. MÉRIBEL... Les J.O. Investissez dans l'île de... à 150 m de la mer - à Rivedoux 30 charmantes résidences insulaires blanches dans un coin de verdure - LE VILLAGE DE L'OMBRE DES PINES - T. 1, 2, 3, avec piscine et jardins - prix à partir de 350 000 F + 3 % frais - livraison juin 88. Cabinet Guichard - 4, quai Duperré - La Rochelle. Tél. : 46-41-22-91 et 46-41-42-97.

GASTRONOMIE. Rive droite. POUR VOS INVITATIONS LE SOUFFLÉ. Sa bonne cuisine française de haut niveau. 25, rue de MONTMARTRE (près de la place Vendôme) Réservez 42.88.88. Forme la demande. EL PICADOR. Pour moi le meilleur restaurant espagnol de Paris, le plus sûr en tout cas, s'appelle EL PICADOR. (F. Grande) MÊME DIRECTION DEPUIS 30 ANS RÉVELLON SAINT-SYLVESTRE 550 F (Apréritif-vins-service) Ambiance - Couteils - Danse 80, bd des Batignolles (17e) Tél. : 45-57-28-67

CARNAVAL CHEZ PLUMEAU LA REVUE LA PLUS... LEE DE... Danses - Exotisme - Choro Une soirée variée - Cuisine de qualité DINER DANSANT ET SPECTACLE Place du Tertre (Montmartre) - Réservez : 45-08-70-67

OFFREZ-LUI UN BOUQUET, MEME A 3 HEURES DU MATIN. LE BAYERN. La grande brasserie bavaroise de Paris. Patis de nuit, champagne, Sauternes de 10 à 150 euros, Fric de Chateaubriand, Sauternes de 10 Réservez : 42-33-66-66. LA CHAMPAGNE. La grande brasserie de la mer. Volailles de renommée et de renommée, 10 h, place de Châteaufort Paris 8e Réservez : 48-79-64-78. CHEZ HANSI. La grande brasserie allemande. 3, place de la Sorbonne 10500 Paris 6e Arrêtée à l'Assemblée Rue de l'Assemblée Réservez : 45-43-94-42

LE LIVRE LE PLUS ÉTOILÉ DE L'ANNÉE. Roger Vergé LES FETES DE MATH MOULIN. 23 x 30, 137 Illustrations en couleurs. Photographies de Pierre J. Hummel. Relié sous jaquette, 350 F. Flammarion. Cumonisky France, Joker d'or en Belgique, Spécial Merit en Angleterre, Tastemaker Award aux États-Unis. Roger Vergé, LES FETES DE MATH MOULIN, 23 x 30, 137 Illustrations en couleurs. Photographies de Pierre J. Hummel. Relié sous jaquette, 350 F.

INDEX DES RESTAURANTS Spécialités françaises et étrangères

Table with columns for regional specialties: ALVERGNATES, FRANÇAISES TRADITIONNELLES, LYONNAISES, BRÉSILIENNES, INDIENNES-PAKISTANAISES, ITALIENNES, BOURGUIGNONNES, FRUITS DE MER ET POISSONS, SARLADAISES, SUB-OUEST, ETHIOPINIENNES, MAROCAINES, BRETONNES, LA BONNE TABLE, LE RESTAURANT D'EL, NOÛL, LA CLÉ DU PÉRIGORD, ENCLOSES DE NINON, LE REPAIR DE CARTOUCHE, ENTOTO, HONGROISES, VIETNAMIENNES, POISSONS, COQUILLAGES, CRUSTACÉS, PAELLA, EL PICADOR, PLATS À EMPORTER, SI-SYLVESTRE.

Vertical advertisement on the left edge of the page, partially obscured, mentioning 'NS CHERI' and '6 15 ACE'.

PATRIMOINE

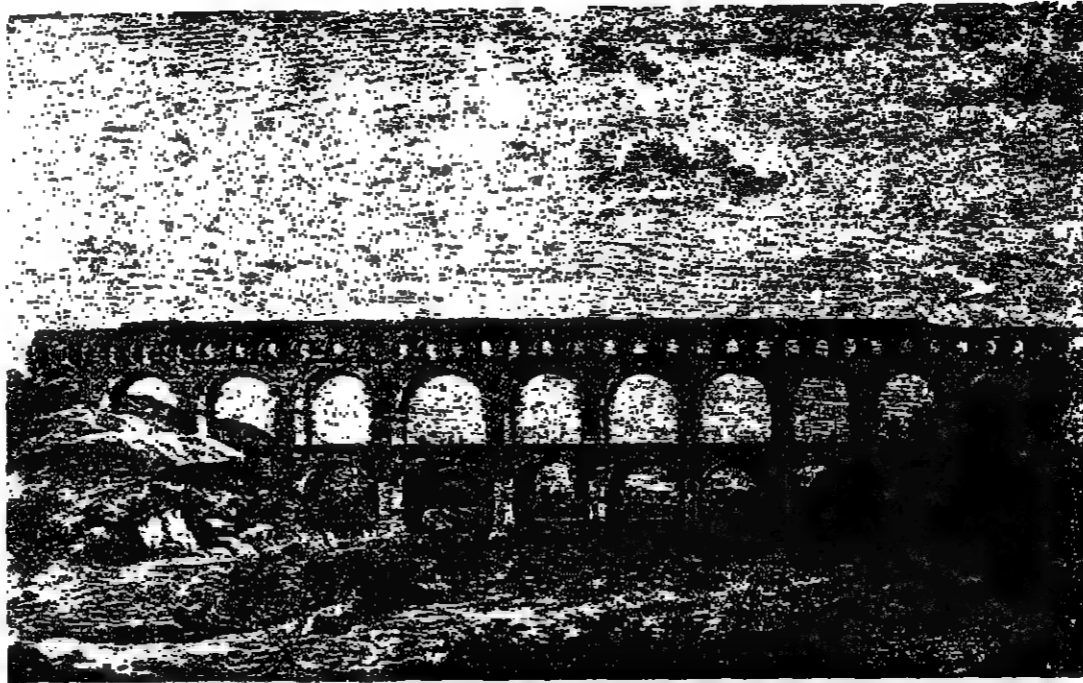
Le projet d'aménagement du site du Pont du Gard et son pavé

L'ours

Le conseil général du Gard a déposé un plan et initié une procédure pour aménager les abords du célèbre aqueduc. Au nom de l'économie et de la culture, les auteurs du projet risquent de compromettre un site effectivement menacé et qui mérite une protection plus nuancée.

Le pont du Gard est parmi les monuments les plus connus de France, après le Mont-Saint-Michel et le tour Eiffel. L'UNESCO l'a inscrit sur la liste du patrimoine mondial. Depuis toujours, les visiteurs s'extasient sur la perfection de ce morceau d'architecture (au III^e siècle dernier, il fut l'un des premiers ponts en pierre de la région). Les compagnons du tour de France et les touristes réalisent l'objet plus frappant et l'admiration plus vive, remarque Jean-Jacques Rousseau. Plus tard, Stendhal s'extasiait sur la perfection de ce morceau d'architecture.

Si la sérénité du ciel est toujours ainsi déboussante, le paysage n'est singulièrement peuplé. Entre Puygros et Toussaint, tous les ans, deux millions de touristes défilent pour admirer ce travail de roman. Un camping municipal est installé à proximité de l'ouvrage d'art, ce qui n'empêche nullement les installations sauvages de proliférer le long du Gardon. Une demi-douzaine de restaurants sont là pour nourrir les estomacs, sans parler des innombrables baraques qui débâtissent sandwiches, cartes postales, maillots, sacs à dos, sacs à dos, sacs à dos.



Vue occidentale du pont du Gard peinte par Mignard et gravée par Gilbert (1789).

Les abords du pont retrouvent leur tranquillité jusqu'au printemps suivant. Paradoxe de l'histoire, les retombées économiques de cette ruée saisonnière sont modestes. Des trois communes qui se partagent le site, celle de Remoulins parvient à attirer cette rente de tourisme. Le parking implanté sur la commune lui rapporte 400 000 F par an. L'autre village, Vers-Pont-du-Gard, doit s'estimer heureux de posséder son site. Quant à Castelnau-le-Gary, il se contente de la vue. Fort belle d'ailleurs.

Le conseil général du Gard, président du conseil général, a demandé pour ses efforts et retour entre le PS, le RPR et les non-inscrits, la commune de Remoulins, qui a un pont, connu jusqu'à Osaka. Grâce à lui, les services départementaux ont pu intervenir dans ce site. Ce sera aussi l'occasion de mettre un peu d'ordre dans le site de l'aqueduc

par diverses pollutions et assiéger par le flou automobile. « Est-ce qu'on entre sur l'Acropole en voiture ? », interroge le sénateur. Plusieurs projets ont été élaborés pour fixer cette masse trop mouvante. Parmi eux, il y a celui d'un appel d'offres du conseil général, celui de MM. Jean-Pierre Viguer, François Jodry et François Olivret fut retenu.

Boutiques et restaurants

Le futur « éco-musée » du Pont-du-Gard doit couvrir 400 hectares. Il s'étend sur les deux collines sur lesquelles s'appuie le pont. Celui-ci sera fermé à la circulation et les édifices construits à ses pieds rasés. Deux parkings occupant 5 hectares et pouvant accueillir deux mille véhicules seront créés aux deux extrémités du parc, de chaque côté de la rivière. À partir de ces parkings, les visiteurs gagneront l'un des deux « villages d'accueil ». Là, seront regroupés autour d'une place centrale, les services nécessaires au « fonctionnement du site » : information, garderie pour les enfants, boutiques, lieux d'exposition et, bien sûr, restaurants. Le village nord aura, en plus de sa fonction d'accueil, une vocation « muséographique et ludique ». Un bassin nautique sera intégré à des thermes romains reconstitués et à une « ferme » de la même époque, une « ferme vivante ». « Une manière d'évoquer la vie quotidienne de nos ancêtres », souligne le sénateur.

Les visites se feront à partir de ces villages. Deux « villages » sont prévus. L'un baptisé « Nature et culture » et l'autre « Histoire et muséographique ». Le projet de « traverser la garrigue » précise Michel Nauby, chargé par le conseil général de suivre le projet. Des amphithéâtres pouvant recevoir quatre cents personnes permettront, ponctuellement, grâce à des audiovisuels, de donner des informations sur l'histoire et la construction de l'aqueduc. Un comité scientifique sera nommé. Il aura pour tâche de s'assurer de la qualité de ce qui sera présenté. En feront partie, certains membres de

et son pavé

L'équipe du CNRS qui réalise actuellement des fouilles le long de l'ouvrage d'art.

L'autre itinéraire, « Détente et culture » privilégiera le sport - promenades à cheval à partir de la « ferme romaine », jeux aquatiques dans les « thermes » - expositions historiques ou archéologiques. Les piétons pourront utiliser de nouveaux sentiers tracés à travers la garrigue. Le bosquet de chênes verts et de pins situés au bord du Gardon et noblement rebaptisés « arborétum » sera progressivement transformé en « jardin à la romaine ». Deux plages seront aménagées aux extrémités du parc et les brigades sauvages interdites. En face de l'aqueduc proprement dit, deux vastes amphithéâtres seront construits. Ils permettront à 3 000 personnes d'assister à un spectacle « son et lumière » où interviendront, bien entendu, les inévitables rayons laser. « Nous prévoyons un flux de mille personnes à l'heure », annonce fièrement Michel Nauby.

Un euro-village en bordure du parc

Mais ce n'est pas tout de promener les gens, il faut les loger. Dans le périmètre de l'éco-musée, cinquante unités d'habitation doivent être construites ainsi qu'un euro-village de six cents lits en bordure du parc. Des hôtels deux étoiles sont également prévus à la périphérie du site, répartis sur les trois communes qui formeront, avec le conseil général, la future société mixte d'économie chargée d'exploiter « cette matière première prodigieuse ». Il faut maintenant trouver 350 millions de francs pour mettre sur pied ce qui sera, nous dit Gilbert Baumet, la « vitrine internationale du Gard ». Aussi est-il allé tirer quelques souscriptions du côté du Parlement européen, où il a été reçu par Simone Veil. Et comme les fonds publics ne suffisent pas, il s'est envolé pour le Japon à la recherche de mécènes. La chaîne de télévision NHK ne serait pas hostile à un cofinancement. Mais le sénateur a d'autres projets plus grandioses : implémenter à proximité du pont du Gard un hôtel, ouvrir des écoles européennes du patrimoine, et célébrer le bicentenaire de la nuit du 4-Août par un spectacle grandiose sur le pont du Gard. « Edgar Faure le domine son accord », précise Gilbert Baumet.

« L'excavation de cette symphonie triomphale pour aqueduc et rayons laser se heurte néanmoins à quelques problèmes. Jugés, pour l'instant, secondaires par les promoteurs. D'abord le pont du Gard est un axe de circulation en activité. Il est même particulièrement utile l'hiver quand celui de Remoulins est impraticable du fait du gel. Il faudra donc prévoir la construction d'un second ouvrage d'art pour franchir le Gardon si l'on interdit la circulation sur cette voie. Ensuite l'entrée du parc se fera moyennant finances - de 30 francs à 60 francs pour la journée - ce que les « touristes », qui sont en fait pour la plupart gens de la région, voient d'un mauvais œil. Il faudra de plus exproprier un certain nombre de terrains. Près de la moitié du sol est privé, et certains propriétaires ne veulent pas en entendre parler. Enfin et surtout, l'effort financier demandé par le ministère de la Culture puisque le site environnant le pont est classé.

Les monuments historiques ne pourront prendre connaissance d'un tel dossier sans sursauter. Le principe sur lequel s'appuie de plus en plus cette administration pour l'aménagement des sites classés est - en dépit de quelques exceptions - celui qu'elle applique à la rénovation depuis longtemps : tout travail modifiant l'état d'un monument historique doit être réversible. L'aménagement proposé pour le pont du Gard l'aurait gravement et définitivement. Gilbert Baumet pour le pont du Gard affirme agir par amour. Amour pour cet élément de notre patrimoine qu'il veut remettre en valeur, amour pour sa région qu'il veut développer. Libre à lui de faire de l'aqueduc romain un pôle économique. Mais pas à l'importer quel qu'il soit. La fabrique de l'ours et l'Anseur de Javelier est décidément à rejeter et sa morale à méditer. « Rien n'est si dangereux qu'un ignorant ami. Mieux vaudrait un singe ennemi. »

EMMANUEL DE ROUX.

CINÉMA

Le Prix Georges-Sadoul

Italie de rêve, Afrique d'espérance

Sous la présidence de Mme Georges Sadoul, critiques, cinéastes, élèves de la FEMIS et de Vaugirard, ou simples profanes éclairés, ont désigné, à l'occasion du 100^e anniversaire de son œuvre, le meilleur film de l'année 1986.

Attaché à ses premières œuvres, le jury du Prix Sadoul a voulu, en outre, exprimer un soutien envers deux cinématographies gravement menacées, la française, l'afrique. La compétition a pu être poussée trop loin, car la France possède de si nombreux atouts pour, dans un avenir proche, repartir du bon pied, alors que l'Afrique doit faire face à l'adversité

dans des conditions d'extrême pauvreté. Avec *Le jour de la colère*, récemment sur les écrans, Alain Bergala renoue comme en fanfare avec une tradition discutée, discutée, mais qui a fait tilt en son temps, celle des Cahiers du cinéma. Mais il n'a pas seulement le corédateur en chef, mais aussi le maître à penser, résumé, toutes les qualités et les limites. *Qu'que tu sois* est le film d'un exil provisoire, d'une quête d'identité, d'une fuite en avant. Un film mal lu, sa peau part ailleurs, dans l'Italie de son rêve, dans la Florence de tous les arts, se refaire une jeunesse. Un accepte ou non ce héros rigoureux, un peu trop jalousement replié sur soi, plus riche de souvenirs glorieux que porteur d'avenir. L'art sauvera le monde. Jusqu'à quel point ?

Le Choix de Idrissa Ouedraogo, Barkina-Fasso, remarqué à l'occasion de Cannes et dans bien des fes-

tivals depuis, a débuté sur les écrans, d'abord en qualité d'existence, de témoignage, après la Lumière de Souleymane Clissé, contre la guerre et pour la paix, et ébranlé récemment par un message d'Etat, d'une certaine manière possible, d'un salut possible. Fuite là aussi, mais d'une fuite inhospitalière, ravagée par la violence, vers un lieu qui peut ressembler à un Eden provisoire. En même temps, bouleversement des rapports sociaux, l'amour et le respect, la fraternité et la solidarité. Le film est une invitation, au gré du temps qui passe, avec un message implicite : l'avenir pourrait être autre, si l'on avait une certaine façon de vivre ensemble.

Ancien élève de l'IDHEC, membre du jury du Prix Sadoul, a été élu à la FEMIS, à une époque où les deux films n'avaient aucun apprenti cinéaste d'Afrique noire. Ouedraogo prouve le contraire en marchant, en créant.

LOUIS MARCORELLES.

« Sens unique », de Roger Donaldson

Espionnite

Eugène SUE. Donc, un jeune et beau lieutenant réussit un sauvetage en pleine tempête. Du côté des effets spéciaux, c'est complet, nul, mais le héros est Kevin Costner.

L'uniforme de la marine convient parfaitement à ses longues jambes, ses hanches minces. Il a la démarche et le sourire d'un homme d'Etat et le gary Cooper légèrement faussé. Avec sa chemise, ses cheveux courts, ses yeux clairs, il symbolise le vrai boy américain. Mais il ne faut pas s'y fier...

En tout cas, il est très séduisant et au premier regard séduit Sean Young, jeune et glorieuse, maîtresse à la mode de Gene Hackman, secrétaire à la défense et qui justement engage Kevin Costner comme agent de liaison avec la CIA, sur la recommandation de Will Patton, secrétaire homosexuel et

dévoilé, ancien condisciple de Costner.

Les principaux protagonistes sont là, bien typés et reconnaissables. Il ne reste plus qu'à laisser aller les passions et les intérêts, les ambitions et les amitiés, la raison d'Etat et les furies amoureuses...

Mais une fois de plus c'est là où ça va plus, car ce n'est pas seulement une histoire de guerre, c'est une histoire de cœur. Le film dure une heure et cinquante-cinq minutes, il aurait pu sans dommage se contenter de une heure et trente minutes, c'est vraiment le maximum pour ce type de comédie poursuivie.

On aurait mieux mis en valeur le vrai suspense, c'est-à-dire la hantise du « Yuri », nom donné par les services secrets américains à la tanpe soviétique, personnage mythique, menace réelle, bouc émissaire.

COLETTE GODARD.

Advertisement for Barbara Hendricks on Europe 1. Text includes: 'Barbara Hendricks en exclusivité pour Europe 1', 'BARBARA HENDRICKS sera l'invitée exceptionnelle d'ALAIN DUVAULT pour son émission "MELOMANIA"', 'DIMANCHE 20 DECEMBRE 13H15 - 14H30', 'DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT'. Includes Europe 1 logo and a microphone icon.

Culture

EXPOSITIONS

Au pavillon de Flore

Chefs-d'œuvre en tout genre

Acquisitions récentes, donation Mirimonde, collection Saint-Morys. Le Louvre poursuit l'inventaire infini de ses richesses. Belle occasion pour quelques découvertes.

Le Louvre - où, soit dit en passant, il devient cruellement acrobatique de pénétrer par temps froid et humide - a fait une spécialité de l'art de métamorphoser en expositions stimulantes l'activité muséologique, qui consiste à écrire l'histoire des collections du musée. Inventaires et recensements engendrent ainsi des présentations à surprises au gré de l'activité des conservateurs.

Devant une telle abondance, on a tendance à croire que l'accrochage est l'art de densifier, et le bleu des tissus bien sûr, et les menus détails de décor, présentés sans pose, en regard de



Monsieur et le Lion de Florence.

butin réuni. En quatre ans, de 1983 à 1986, plus de quatre-vingts tableaux ont été acquis, par achats, dons, donations et legs - et encore ce chiffre ne tient-il pas compte des quarante-deux toiles de la donation Kaufmann et Schlageter.

La générosité des amateurs entre pour moitié dans cette addition et, comme à son ordinaire, la Société des amis du Louvre se distingue par sa prodigalité. On lui doit dix œuvres, dont un Rubens, le portrait des Hommes fondés sur le portrait de Hesse et l'étonnant Baptême du Christ de Cornelis Van Haarlem, pièce majeure de l'exposition. Une institution aurait-elle osé acheter directement ce morceau de maniériste nordique superbement extravagant ? Les Amis du Louvre agissent avec plus de liberté et, parfois, plus d'inspiration, grâce leur en soit rendue.

Une œuvre, pour être jugée digne du musée, doit, semble-t-il, répondre à l'une au moins de ces conditions : combler une lacune ou pouvoir affiner. Le premier principe conduit à rechercher les maniéristes flamands ou les ingristes français comme Flaminio Piccolini, ou le portrait de Sauratzen, ou le portrait de Murillo. On

d'une telle politique d'exhaustivité : elle embellit encore les catalogues et flatte le sentiment national, mais peut faire préférer la notoriété du nom à l'excellence du tableau.

Le goût du bizarre a des conséquences tout aussi variées. Heureuses quand il incite à acheter un Champaigne galant, et même un rien mignard, un Chassériau pathétique ou des Fragonard, mais des Fragonard fils. Moins heureuse quand l'on redécouvre le Lion de Florence du néo-classique Monsieur, illustre inconnu qui n'eût rien perdu à le demeurer.

Un fouineur exemplaire

La collection du président Mirimonde ne compte pas de ces curiosités. Né par un épris essentiellement du dix-huitième siècle, elle passerait pour modeste si l'on ne prenait garde à la valeur de quelques esquisses de Subleyras, de Restout et de Clair Van Loo ou de quelques toiles de bon néo-classicisme. Ce n'est pas par là le cabinet d'un homme formidablement plus par plaisir, mais celui d'une œuvre de cousin Pons moderne, l'œuvre de Drouot et même la substance discrète et exemplaire. Les musées de Tours et de Gray, qui les recevront, seraient bien inspirés de

une de leurs salles à ce fouineur exemplaire.

Monsieur de Saint Morys achève bien autrement. Cadet de bonne famille pauvre, ce mousquetaire esthète en la bonne idée de se mésallier en 1769 avec une roturière si riche qu'il put former en dix ans une prodigieuse collection de dessins, rachetés les meilleures pièces d'amateurs fameux, moins bien que lui sans doute. On le remercia de ce saint zèle en ses collections comme biens d'émigrés en 1792 - et l'on trouva plus de douze mille dessins dissimulés dans une cache de son château d'Houdanville en 1803.

Tous ne sont pas exposés, mais une anthologie savamment reconstituée donne une idée de ce qu'était la splendeur de ce collectionneur amateur millionnaire. Comme il est vain qu'on essaye d'énumérer artistes, sujets et procédés, on doit se borner à dire simplement qu'il manque aucun des grands maîtres italiens, nordiques français ou italiens du dix-septième siècle, représentés par d'excellentes pièces, et que l'ensemble tient du prodige.

PHILIPPE DAGEN.

Pavillon de Flore, jusqu'au 15 janvier (collection Saint-Morys) et jusqu'au 22 avril (acquisitions de la donation Mirimonde).

A Boulogne-Billancourt

Un siècle et demi assis

La saga d'une famille, de 1800 à aujourd'hui. Avec ses ancêtres, et ses enfants prodiges / Cent cinquante chaises, de 1800 à nos jours, sont rassemblées.

C'est un vrai bijou d'histoire, à compléter par un musée de la chaise. Le Centre culturel de Boulogne-Billancourt a rassemblé dans une salle au rez-de-chaussée de son bâtiment principal la saga de 1800 à 1993 à travers de multiples chaises de toutes les époques : de 1800 à 1993, de Louis XV à nos jours, de Louis XV à nos jours, de Louis XV à nos jours, de Louis XV à nos jours.

groupe Epinard bleu, ont en fort bien mis en scène.

Histoire sage donc : la position assise permet peu de fantaisie. Histoire tout-fois mouvementée, car, au-delà de sa fonction, la chaise est l'histoire d'une aventure au fil du temps, des formes, des techniques et de la pensée.

De 1800 à 1850, de Bonaparte à Napoléon III, c'est l'ère du bois. Après d'abord, parisiens, étrangers, loupes ou bois précieux. C'est l'ère, aussi, des grandes dynasties, celle des Jacob qui recourent, de 1763 à 1847, trois générations artistiques, plus disputées par la dynastie des Jeannettes, qui finit d'ailleurs par absorber les Jacob. Il y a aussi les Lebas, Vacher, fournisseurs du mobilier de l'atelier du peintre

David de celui des châteaux ou encore des expositions universelles ou des ambassadeurs de ministères.

C'est la chaise de service qui nous est présentée, et il est d'autant plus passionnant de découvrir, sous la canopée d'un pied, la courbure d'un dossier ou sous un décor aujourd'en lyre, croisé, lotus ou canoté, l'écho des événements : Bonaparte et ses campagnes d'Égypte, Napoléon et son sacre, le retour, sous Louis-Philippe des valeurs bourgeoises, une Restauration qui se décline en bois sombre et motifs gothiques. Les Italiens, déjà, envahissent alors le marché du moins le goût. Et la reine Florence met à la mode une fine et délicate chaise « Chavari » avec son dossier à planches et son siège en vannerie.

De la bibliothèque Marmottan au Centre culturel, on aura vingt-sept années pour se retrouver assis, toute référence historique balayée, en compagnie de Gué, Guinard, Thonet et de l'art nouveau. Aux réis, on préfère alors la forme et la ligne. Toutefois, la chaise à haut dossier de l'Américain Mackintosh (1902), celle, non moins dépouillée d'ornements, de l'architecte américain Frank Lloyd Wright (1908), annoncent l'apparition de mouvement moderne.

En 1930, Alvar Aalto inaugure l'ère du contre-piquet courbé et du métal : du cuivre, encore suivi plus tard de l'acier. La forme aussi s'épanouit. Désormais, une chaise ne reposera plus, forcément, sur quatre pieds, mais sur trois, deux, voire un seul. L'exploration des formes et techniques se poursuit après l'apparition, dès 1930, du teneur, qui fera florir dans les années 50. Après la guerre, vint le temps des matériaux de synthèse. Les défilés de mobilier de fabrication industrielle - dont Charlotte Perriand - s'opposent à ceux - dont Lelen, Royère - qui restent attachés à la pièce unique.

De Charles Eames, Mathieu Matégot, Carlo Molino, Serrhini, Mourgue à Branzi et Starck, le voyage en compagnie de ces pionniers discrets de l'art de vivre est donc fort recommandé. Le conseil général et la ville de Boulogne-Billancourt ont aussi voulu passer à l'avenir, et ce peut voir dans l'exposition sept prototypes de chaises de collectivité sélectionnées à l'issue d'un concours. A l'heure où le design semble à la mode, mais où bon nombre de créateurs ont bien du mal à trouver un éditeur - le mariage Starck et les Trois Suisses reste une exception - l'initiative est intéressante.

ODILE QUROY.

NOTES

Nederlands Dans Theater

Ili Kylian a décidé de faire le moderne et de laisser un peu de place, dans le second programme du Nederlands Dans Theater, à des chorégraphes invités - dont l'un, Nacho Duato, est danseur dans sa troupe. Merci beaucoup. Cela nous vaut deux ballets qui devraient mériter un critique, une prime d'accident du travail. Il y a du coup, de masse, tellement on s'ennuie dans Chameleon Danes de Chad Nashari comme dans Symphonie de Nacho Duato : l'un et l'autre mélangent laborieusement poncifs de la danse moderne et clichés sur la jeunesse d'aujourd'hui, etc. Oubliions vite.

A 23 h 15, nous avons enfin droit à du Kylian avec Sinfonietta, sur la scintillante partition de Janacek qui porte le même titre. Nous avions déjà souligné chez Kylian l'union intime de la musique et de la danse, elle règne toujours ici. Pas le temps de souffler. Quelle allégresse ! Sur la fanfare qui ouvre l'œuvre, sept geysons volent comme des monstres. Puis ce sont des couples qui se font et se défont capricieusement. On rebondit d'une coulisse à l'autre, on s'est à peine effleuré qu'on se dit adieu.

Avec la fanfare reviennent les monnettes en folie, qui, c'est déjà fini ? Oui. Vous êtes prévenus : de 23 h 15 à 23 h 40.

S. de N. * Théâtre de la Ville, jusqu'au 20 décembre.

Bazine décorateur

Depuis un demi-siècle, Jean Bazine refuse de transiger sur ses principes. Ayant été l'un des premiers peintres français abstraits de l'après-1945 - de ceux que l'on plaçait alors dans la « tradition française » et qui passaient pour les héritiers incorruptibles d'un cézannisme épuré -, il a depuis lors continué son œuvre en n'employant que le geste et peu de couleurs, bleus et rouges le plus souvent. Ses toiles les plus récentes ont en commun une composition rose-noir copie de blanc. Peintre se fient-elles trop uniformément aux charmes de l'évanescent.

On peut leur préférer les projets décoratifs de Bazine, qui œuvre à la fois au palais du Luxembourg et dans la station de métro Cluny. Il doit réaliser dans ces deux endroits des mosaïques monumentales évoquant l'histoire des lettres et des arts. Abstrait, l'artiste ne pouvait songer à recourir au portrait. Il lui a donc substitué l'écriture : des signatures de grands hommes apparaissent sur fond de motifs en forme d'ailes ou de flammes. La couleur assure la cohérence de cette étrange combinaison. A en juger d'après esquisses et clichés, le résultat ne manque ni d'ampleur ni d'éloquence.

Ph. D. * Galerie Adrien Maeght, 46, rue du Bac, jusqu'au 16 janvier.

NOËL A HAUSSMANN, MÊME LE DIMANCHE.



PRINTEMPS, GALERIES LAFAYETTE, MARKS & SPENCER, BOUCHARA, PRISUNIC, MONOPRIX, SERONT OUVERTS LE 20 DÉCEMBRE.

Printemps, Galeries Lafayette, de 10h à 18h30. Marks & Spencer, Bouchara, de 10h30 à 18h30. Prisunic, Monoprix, de 10h à 19h.

pavé

ronnité

EUROPE LE INSTANT

Le 26 décembre... Linda aurait pu être amoureuse, mais l'amour est... Emily LLOYD dans Too Much !!

صكنا من الاجل

ECOUTEZ RTL TOUTE LA JOURNEE ET GAGNEZ 125 PLACES PAR JOUR DU 21 AU 31 DECEMBRE

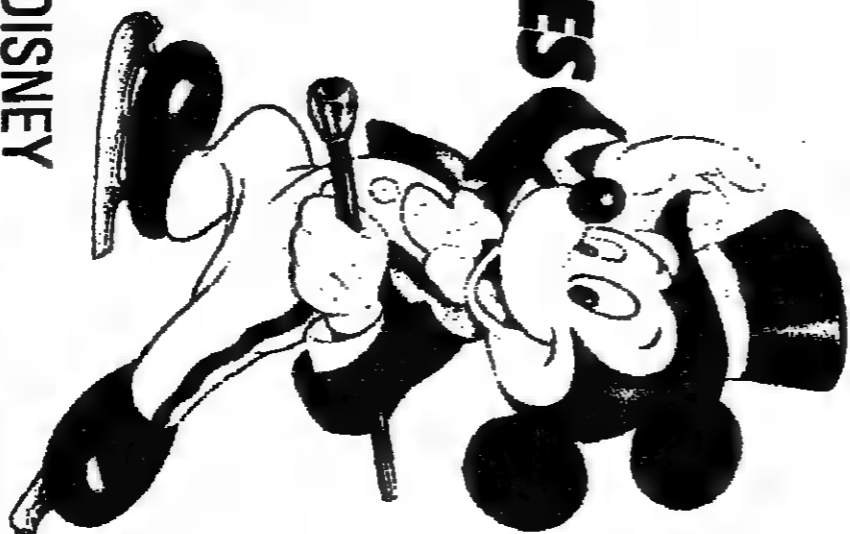


PAR LA SOCIÉTÉ DE PRODUCTION KENNETH FELD

POUR VOUS OFFRE 10000 PLACES

A PARIS AU ZENITH DU 2 AU 14 FEVRIER

DISNEY SUR GLACE



Communication

La naissance de LMK-Images

Le Monde et MK-2 créent une filiale commune de production audiovisuelle

Invocant le « mieux-disant culturel » — un 1 qu'en galeries... — la CNCL a attribué, en avril dernier, comme tout un chacun le sait, TF 1 au numéro un mondial du bâtiment et des travaux publics. Cette décision a constitué pour le Monde un échec, puisque, avec quatre grands quotidiens de province regroupés au sein de l'Association nationale s'était associé à la candidature présentée par le groupe Hachette.

« Cet échec, écrivions-nous à l'époque, n'est pas tragique... Nous sommes bien décidés à ne pas jeter l'éponge. » Écartés de la

propriété d'une chaîne et, d'une manière générale, de la diffusion, il nous restait à nous placer sur le terrain de la production. C'est maintenant chose faite grâce à l'accord que notre SARL vient de conclure avec Marin Karmitz et MK2, le grand groupe de production cinématographique qu'il préside, aux fins de création d'une filiale commune.

Le communiqué qu'on va lire expose l'essentiel du protocole qui devait être signé à cet effet le 18 décembre. Ce qui n'a pas, c'est l'espoir que nous mettons, les uns et les autres,

dans l'association entre une firme particulièrement dynamique et un journal dont l'essor des ventes et de la publicité, dans un marché de la presse quotidienne pourtant plutôt déprimé, atteste la vigueur et la vitalité retrouvées. Il s'y ajoute ce que les Anglo-Saxons appellent « meeting of minds », une rencontre d'esprit, une rencontre très proche, entre Marin Karmitz et nous, de voir les choses. C'est-à-dire avec, à la fois, beaucoup de détermination et, parce que nous vivons dans un monde difficile, de prudence. A.E.

Les termes de l'accord

« Le Monde » et MK2 ont décidé de créer une filiale commune pour la production de programmes audiovisuels. Le protocole concluant l'accord entre les deux sociétés devait être signé le 18 décembre après l'approbation donnée à ce projet, le jeudi 17 décembre, par l'Assemblée générale des porteurs de parts de la SARL Le Monde.

La création de cette filiale, dénommée LMK-Images, répond au souhait du Monde de s'ouvrir, dans le cadre de sa politique de développement, à de nouveaux secteurs d'activités de communication et à s'implanter dans le domaine de l'audiovisuel en s'associant à un professionnel de l'image. MK2, qui est devenu en quelques années, sous l'impulsion de son fondateur Marin Karmitz, l'un des tout premiers groupes cinématographiques français, bénéficiera dans ce mariage de l'acquis rédactionnel, documentaire et culturel du Monde.

LMK-Images assurera la production de programmes conçus en commun par le Monde et MK2 et cou-

vrant un large éventail de projets — dont certains déjà en route — allant de documents à base d'archives et de reportages à des œuvres de fiction en passant des séries à caractère historique.

Le Monde et MK2, forts de leur expérience dans leurs domaines respectifs, sont convaincus que l'évolution de l'audiovisuel rend possible, aujourd'hui, la réalisation d'émissions originales et de qualité reflétant un regard particulier sur l'évolution de notre société et de notre culture.

Ce sont l'ambition et l'ouverture de cette entreprise à l'égard de la majorité des productions s'occultent dans un autre sens.

Le capital de base de LMK-Images SA, d'un montant de 300 000 francs, sera détenu à 51 % par le Monde et à 49 % par MK2 Productions. Le président de la société sera André Fontaine, gérant du Monde. Le directeur général sera Marin Karmitz.

Le groupe de Marin Karmitz

Depuis l'ouverture de son premier « 14 juillet » à Paris, M. Marin Karmitz a développé son groupe MK2 dans cinq secteurs complémentaires du cinéma et de l'audiovisuel. L'exploitation, d'abord, avec MK2 Vidéo qui possède dix-huit salles et un million six cent mille spectateurs par an. La distribution ensuite avec MK2 Diffusion qui a récemment distribué des films comme *Chambre avec vue*, de James Ivory, et *La Princesse de Jacques Doillon*. MK2 Productions a coproduit ces derniers succès, des films aussi importants que *Good Morning Babylon*, des frères Taviani, *Mélo*, d'Alain Resnais, ou *Sur sept-ils enfants*, de Louis Malle.

Enfin, Marin Karmitz a également créé avec la Compagnie Française de Saïx, Canal 01, opérateur de la Compagnie européenne de droits (CED), une société dans l'achat de droits audiovisuels.

En mars dernier, il franchissait un nouveau pas dans son développement en prenant 2,5 % du capital de la chaîne de télévision M6.

La situation au « Matin de Paris »

- Le Livre CGT redoute la mort du journal
- La direction annonce une augmentation de capital

Nouveau coup de théâtre dans le feuilleton du *Matin de Paris* : dans la soirée du jeudi 17 décembre, le Comité inter-syndical du Livre parisien CGT décide de publier dans le quotidien son communiqué alarmiste sans prévenir la direction du journal. Celle-ci, alertée par l'AFP, refuse. Peine perdue : le Livre CGT passe outre et imprime son communiqué en page 2, juste au-dessus de l'appel du *Matin* à ses lecteurs pour l'augmentation de capital. Ce « coup de force », selon l'expression de la direction du *Matin*, risque de compromettre les efforts de la direction du *Matin* pour sauver le titre.

Le communiqué du Livre a en effet une allure de faire-part de deuil. « Le *Matin* risque de mourir dans les heures qui viennent », indique le texte. Les travailleurs du Livre attirent l'attention de la direction du journal et de l'opinion publique sur le fait inacceptable de confier un journal sans que les salariés soient associés. Depuis le vendredi 11 décembre, le groupe des « dix » qui dirige le *Matin* de Paris n'a pu apporter la moindre solution aux problèmes des salariés et du papier. Dénonçant ce fait, le silence entretenu par cette direction, la rédaction et les médias sur la situation réelle du *Matin* de Paris, contestative avec la grande campagne organisée ont été pour assurer sa continuité », le Livre note que celui-ci « fait douter de l'intention des actionnaires, de la direction et des Amis du *Matin* de Paris de la faire

vivre. Ce *Matin* est peut-être le dernier [...]. La situation du quotidien est certes dramatique. Le capital de 10 millions de francs réuni est par le groupe des « dix », est épuisé depuis novembre, et les salaires des cent dix personnes qui confectionnent le journal — soit 1,5 million de francs — n'ont pas été totalement payés. Le stock de papier est lui aussi menacé : hier, selon le Livre CGT, il restait tout au plus de quoi fabriquer les vingt pages de l'édition de vendredi. La Compagnie française des papiers de presse (CFPP), qui fournit le *Matin* en papier, répugne à accorder un crédit supplémentaire au journal. Et l'imprimerie du journal, Riccobono, est elle aussi à bout de souffle, le quotidien lui devant environ 600 000 F.

Mais les « dix » se refusent pourtant à baisser les bras. Depuis quatre mois, ils ont ramené le déficit mensuel du journal de 5,7 millions de francs à 1,5 million. La nouvelle formule, lancée en octobre, a fait progresser les ventes, même si le gain demeure faible.

Enfin, depuis début décembre, ils ont démarché leurs actionnaires afin d'augmenter le capital de 10 millions de francs supplémentaires, ce qui permettrait au *Matin* de passer le cap difficile de la fin de l'année et de préparer son développement en 1988.

Le vendredi 18 décembre, selon M. Didier Touracheau, président du directeur du *Matin* et membre des

« dix », divers actionnaires devraient assurer une augmentation de capital de 5,5 millions de francs, soit plus de la moitié des besoins du *Matin*. Parmi les souscripteurs appartenant des actionnaires qui avaient déjà aidé le quotidien cet été — Art-Press, Médiasud, Fut-Tex Productions — on se souvient de nouveaux investisseurs. L'un des plus importants actionnaires d'un groupe industriel qui s'est signalé récemment par une spectaculaire opération de rachat figure parmi eux. En outre, des discussions sont en cours avec l'Édition du journal, déjà détenteur de 8 % du capital du *Matin*. M. Jean-François Kahn serait prêt à apporter 10 millions de francs de plus en montant rapidement un « tour de table » autour de son journal.

Persuadé que le *Matin* est sur le point de trouver les moyens de survivre jusqu'au printemps prochain, M. Touracheau se déclare « satisfait par l'attitude du syndicat du Livre ». « Ce communiqué est mensonger, dit-il. Les ouvriers du Livre ont été tenus au courant jour le jour de l'évolution de ce journal et de l'existence des problèmes de tous les salariés. Chacun dans cette affaire a pris ses responsabilités ; les uns de laisser faire les enterrements, les autres de combattre. » YVES-MARIE LABÉ et JEAN-FRANÇOIS LACAN.

La direction de TF 1 retire sa grille d'évaluation de la rédaction

Une entreprise de presse ne se gère pas comme une autre firme. L'efficacité et la valeur de son personnel, et a fortiori celles de sa rédaction, ne peuvent être jugées à l'aune des critères en vogue dans l'industrie.

Pour avoir eu ces évidences, la direction de TF 1 a dû faire machine arrière sur son projet de grille d'évaluation des salariés de la chaîne, au moins en ce qui concerne les journalistes. Le projet, inspiré de la grille utilisée au sein du groupe de bâtiment et de travaux publics dirigé par M. Francis Bouygues, comporte quatre rubriques : « qualités professionnelles », « caractères », « qualités relationnelles » et « qualités personnelles » ; ce sont mélangées des questions aussi diverses que « respect », « honneur », « équilibre ».

Le mardi 15 décembre, ce projet a soulevé un tollé au sein des journalistes de la chaîne. La Société des journalistes a indiqué à M. Bouygues qu'« une telle initiative mériterait une très mauvaise ambiance dans la rédaction ». Le patron de la Une, du comp., a décidé de remettre

ce projet sur le métier. Pour M. Jean-Pierre Rousseau, directeur des relations humaines à TF 1, « la grille mise au point dans le groupe Bouygues n'est pas adaptée au milieu de l'audiovisuel, elle doit être révisée ». « Nous ne cherchons pas l'effortement, précise-t-il, nous voulons simplement faire le point avec les journalistes afin de connaître leur formation, leurs diplômes et nous permettre ainsi de mieux appréhender leurs souhaits en termes de formation et d'évolution de carrière ».

Citant le cas d'un jeune journaliste diplômé de HEC qui gagnait 12 000 F par mois, M. Rousseau indique « qu'à la simple lecture de son curriculum vitae, ce rédacteur a pu être envoyé dans un bureau étranger ».

La direction de TF 1 a prévu une réunion de concertation avec les syndicats de la rédaction le 22 janvier, qui précéderait un autre rendez-vous avec la Société des journalistes. Un consultant devrait expliquer « à quel sert ce type de document », qui pourra ensuite être amendé selon les remarques des journalistes.

Cependant, le geste de consultation de la direction à l'égard de la

réaction laisse les autres catégories du personnel de TF 1 avec ce projet de grille d'évaluation sur les bras.

Y.M.L.

« Grille d'évaluation » de l'AFP. — A l'Agence France-Press (AFP), une grille d'évaluation a été découverte, traînant sur une photocopieuse. En huit rubriques comprenant vingt et une questions, il s'agit de faire le tour du salarié. Au chapitre « Présentation », par exemple, on s'y demande si celui-ci est « très sympathique », si « sa tenue est distinguée », « si sa voix est agréable », etc. ; au chapitre « Aptitudes relationnelles », on se questionne sur « le passivisme », « l'hypermotivité », « l'esprit d'indépendance », etc. Lors d'une récente conférence de rédaction, la direction de l'AFP a calmé les esprits en expliquant que cette grille d'évaluation était l'œuvre d'un responsable de services techniques de l'agence. Et qu'elle ne concernait donc ni la rédaction, ni l'administration, ni la partie des services techniques qui ne réalisent pas de l'autisme du projet.

هكذا من الاجل

SIGNE INTERIEUR DE RICHESSE

cation

Images

réent une filiale
on audiovisuelle

Le groupe de Virgin Amis

Mort du journal

augmentation de cap



FRANCE
Culture

MODULATION DE FREQUENCE

L E P L A I S I R E N T Ê T E

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX
VEUVE MARTINOVAISE...
LE FAISEUR...

Les opéras
OPÉRA-COMIQUE, Salle Favart...
THÉÂTRE DE LA VILLE...

Les concerts
MAISON DES CULTURES DU MONDE...
FENICHE OPÉRA...
SALLE GAUVEAU...

Vendredi 18 décembre

LA PÉRIODE...
L'ŒUVRE AU REVENIR NOIR...
LA PASSION THÉÂTRALE...

LES FILMS NOUVEAUX
L'AVENTURE INTERIEURE...
CARAVAGGIO...
CAVENDISH PALACE...

LES FILMS NOUVEAUX (suite)
LES KEUFS...
ROCK ALIENS...
SERVS UNIQUE...

LES GRANDES REPRISÉS
AMERICAN WARRIOR...
LES AVENTURES DE BERNARD ET BEANCA...
LES 101 DALMATIENS...

cinéma

La cinémathèque
PALAIS DE CHAILLOT
Suez (1938, v.o.)...
Not a Story (1981, v.o.)...

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.)...
LES LUNETTES D'OR...
MALAIZE D'AMOUR...
MAXIMUM OVERDRIVE...

LES LUNETTES D'OR...
MALAIZE D'AMOUR...
MAXIMUM OVERDRIVE...
MADINE (A. v.o.)...

LES LUNETTES D'OR...
MALAIZE D'AMOUR...
MAXIMUM OVERDRIVE...
MADINE (A. v.o.)...

LES LUNETTES D'OR...
MALAIZE D'AMOUR...
MAXIMUM OVERDRIVE...
MADINE (A. v.o.)...

LES LUNETTES D'OR...
MALAIZE D'AMOUR...
MAXIMUM OVERDRIVE...
MADINE (A. v.o.)...

Les exclusivités

LES ANES DU DÉSERT...
LES ANES DU DÉSERT (Fr.-All. v.o.)...
LES ANES DU DÉSERT (Fr.-All. v.o.)...

LES ANES DU DÉSERT...
LES ANES DU DÉSERT (Fr.-All. v.o.)...
LES ANES DU DÉSERT (Fr.-All. v.o.)...

LES ANES DU DÉSERT...
LES ANES DU DÉSERT (Fr.-All. v.o.)...
LES ANES DU DÉSERT (Fr.-All. v.o.)...

LES ANES DU DÉSERT...
LES ANES DU DÉSERT (Fr.-All. v.o.)...
LES ANES DU DÉSERT (Fr.-All. v.o.)...

LES ANES DU DÉSERT...
LES ANES DU DÉSERT (Fr.-All. v.o.)...
LES ANES DU DÉSERT (Fr.-All. v.o.)...

LES ANES DU DÉSERT...
LES ANES DU DÉSERT (Fr.-All. v.o.)...
LES ANES DU DÉSERT (Fr.-All. v.o.)...

PARIS EN VISITES

SAMEDI 19 DÉCEMBRE
« Village d'Hélène et d'Abelard »...
« L'habitat de la fin de siècle »...

SAMEDI 19 DÉCEMBRE

« Village d'Hélène et d'Abelard »...
« L'habitat de la fin de siècle »...

SAMEDI 19 DÉCEMBRE

« Village d'Hélène et d'Abelard »...
« L'habitat de la fin de siècle »...

SAMEDI 19 DÉCEMBRE

« Village d'Hélène et d'Abelard »...
« L'habitat de la fin de siècle »...

SAMEDI 19 DÉCEMBRE

« Village d'Hélène et d'Abelard »...
« L'habitat de la fin de siècle »...

SAMEDI 19 DÉCEMBRE

« Village d'Hélène et d'Abelard »...
« L'habitat de la fin de siècle »...

SAMEDI 20 DÉCEMBRE

« De la Sainte-Chapelle à la Conciergerie »...
« Le quartier de la Tour de Nesle »...

SAMEDI 20 DÉCEMBRE

« De la Sainte-Chapelle à la Conciergerie »...
« Le quartier de la Tour de Nesle »...

SAMEDI 20 DÉCEMBRE

« De la Sainte-Chapelle à la Conciergerie »...
« Le quartier de la Tour de Nesle »...

SAMEDI 20 DÉCEMBRE

« De la Sainte-Chapelle à la Conciergerie »...
« Le quartier de la Tour de Nesle »...

SAMEDI 20 DÉCEMBRE

« De la Sainte-Chapelle à la Conciergerie »...
« Le quartier de la Tour de Nesle »...

SAMEDI 20 DÉCEMBRE

« De la Sainte-Chapelle à la Conciergerie »...
« Le quartier de la Tour de Nesle »...

OFFRE SPECIALE RENTREE

LES PLUS GRANDES MARQUES A TOUS LES PRIX...
Guitares classiques à partir de 395 F...

OFFRE SPECIALE RENTREE

LES PLUS GRANDES MARQUES A TOUS LES PRIX...
Guitares classiques à partir de 395 F...

OFFRE SPECIALE RENTREE

LES PLUS GRANDES MARQUES A TOUS LES PRIX...
Guitares classiques à partir de 395 F...

OFFRE SPECIALE RENTREE

LES PLUS GRANDES MARQUES A TOUS LES PRIX...
Guitares classiques à partir de 395 F...

OFFRE SPECIALE RENTREE

LES PLUS GRANDES MARQUES A TOUS LES PRIX...
Guitares classiques à partir de 395 F...

OFFRE SPECIALE RENTREE

LES PLUS GRANDES MARQUES A TOUS LES PRIX...
Guitares classiques à partir de 395 F...

Economie

SOMMAIRE

■ Alors que le dollar poursuit sa baisse, la chute des prix de pétrole risque d'accélérer d'accroître les déséquilibres économiques internationaux (lire ci-dessous). ■ L'indice des prix de consommation pour le mois de novembre marque une hausse situant à 0,1 % et 0,2 %, et les prévisions des entreprises concernant les investissements en 1988 sont optimistes. Ces indices confirment un certain dynamisme de l'économie française (lire ci-contre). ■ M. Pierre Gadonneix, directeur général de Gaz de France, redoute que son entreprise ne fasse les frais d'un accord franco-algérien (lire ci-dessous). ■ La SNCF un an après : si la base ne cache pas une certaine morosité, la hiérarchie de la société nationale a retrouvé le moral grâce aux projets de TGV et à la nomination d'un nouveau directeur général (lire page 32).

La reprise main par M. Chirac du dossier sur le contentieux franco-algérien

Gaz de France souhaite une solution « conforme aux réalités du marché »

Pour le rien ne laisse penser que je doive changer de ligne de conduite », déclare le 17 décembre, M. Pierre Gadonneix, directeur général de Gaz de France, interrogé sur les conséquences de la reprise main par le premier ministre du contentieux de l'Algérie (le Monde du 17 décembre). « Nous continuons à faire des efforts pour aboutir à une solution négociable acceptable, conforme aux réalités du marché de l'énergie, conforme à nos intérêts, nos clients compatibles avec nos contraintes de gestion », a-t-il ajouté, rappelant que l'établissement public ne peut pas acheter le prix qui ne lui permette de livrer le gaz à ses clients à un prix compétitif. Cette contrainte est plus vraie aujourd'hui qu'hier car si l'Europe devient réalité, les clients devront être dans une situation de compétitivité analogue à celle de nos partenaires européens ».

Le directeur GDF rappelle que la France avait signé avec l'Algérie en 1965 et 1982 trois accords prévoyant la fourniture de 9 milliards de mètres cubes par an, placés dans le régime juridique des accords conclus en février 1982. A l'époque, a-t-il dit, « la négociation avait conduit à l'acceptation d'un prix du gaz algérien sensiblement supérieur [...] coût de nos approvisionnements ». Il était prévu que l'Etat prendrait en charge une part substantielle de ce surcoût (13,5% du prix).

Une partie du contentieux, a ajouté le directeur de l'établissement public, est liée au fait qu'en 1986, pour résoudre un problème transitoire de la disparition des prix officiels du pétrole brut, le contrat de 1982, une « formule provisoire » a été appliquée, qui « a été d'être applicable à la fin de 1986 avec le prix de référence du brut », ce qui a entraîné des pertes pour les Algériens. Si un arbitrage, nous gagnerons sur ce point, a-t-il dit, au sein de l'établissement, tout en précisant qu'aucune décision définitive n'avait été prise sur ce point.

France [...] et nous regrettons qu'une solution n'ait pu être trouvée à ce jour ». L'intérêt de l'Algérie, a-t-il expliqué, serait de vendre deux fois plus de gaz en Europe, ce qui serait possible si le gaz algérien était vendu « au prix du marché ». Gaz de France demande en fait « le même prix que celui payé par Alger à l'Italie », ce qui ne peut être accepté par tous les autres fournisseurs de la France. « Tous nos contrats sont actuellement dans une situation de poche », a déclaré M. Gadonneix, les différences entre les tarifs payés à la frontière française ne sont qu'aux délais d'ajustement des prix prévus par les contrats, qui varient, selon les pays, de trois à dix-huit mois.

Le lundi 14 décembre, M. Chirac avait qu'il envisageait de parler directement avec le président algérien, M. Chadli Bendjedid, du problème des prix du gaz algérien, dont les négociations sont l'impatte depuis plus d'un an et qui empoussent depuis plusieurs relations les deux pays, assurant : « Nous avons la volonté de solder le contentieux par un accord acceptable [...] (Ce pays) souhaite un geste de solidarité et de compréhension dont je ne puis pas l'opportunité ».

Conformément aux accords, GDF a demandé en juin l'ouverture des négociations avec l'Algérie pour fixer une nouvelle formule de prix par le 1er janvier 1987. Mais en dépit de vingt-cinq réunions de jours chacune, les négociations n'ont pas abouti à ce jour. Depuis le 1er janvier 1987, faute d'accord, « nous sommes dans un régime provisoire », et Gaz de France applique scrupuleusement les stipulations de l'accord de 1982 qui régit nos relations avec un nouvel accord n'a pas conclu », a ajouté M. Gadonneix, précisant que le contrat, aux conditions actuelles, « donne un prix d'approvisionnement après transport et transformation en ligne avec les approvisionnements de la France. Notre attitude est donc conforme aux principes de la pénalisation par SONATRACH algériens ».

« On peut s'étonner, a craqué le directeur de GDF, que s'agissant d'un ajustement normal d'un contrat, il y ait une telle polémique à l'extérieur en France et à la partie algérienne. En septembre, le ministre algérien des affaires étrangères a annoncé explicitement que le dossier soit évoqué au niveau politique ».

AFFAIRES

La privatisation du téléphone chilien

France, le radio, la filiale internationale de la Direction générale des télécommunications (DGT), a répondu à deux appels d'offres lancés par la compagnie nationale CTC (Compagnie de Telefonos de Chile). Elle a concurrencé la candidature chilienne, Telex Chile, et d'une filiale australienne. C'est la première fois que France, compte tenu de son type d'offre internationale. Cette décision marque l'ambition stratégique de la DGT, qui, par la concurrence américaine, entend s'internationaliser tandis que son monopole est braché en France par des services privés (par exemple le radiotéléphone). Pour répondre à l'appel d'offres chilien, une holding luxembourgeoise, CHFT (Compagnie Hispano-Française de Télécommunication), sera créée par Telefonica (60 %) et une société française (40 %).

La chute des cours du pétrole risque de s'accélérer

(Suite de la première page.) S'ils ne parviennent pas à renverser la tendance avant la fin de l'année, les membres de l'OPEP devront se réunir à nouveau pour fixer une nouvelle grille de prix officielle, plus conforme au marché et renforcer le plafonnement de leur production. L'accord conclu à Vienne lundi dernier prévoit un « changement significatif » du marché, le comité des prix, composé des ministères nigérien, vénézuélien, algérien, saoudien et indonésien du pétrole, devra convoquer une conférence extraordinaire. Selon un ministre africain, il a été entendu qu'une baisse des cours de plus de 2 dollars pendant plus de deux semaines serait considérée comme un changement significatif.

Malgré le krach

Une période heureuse pour l'économie française

En cette fin 1987, l'économie française connaît une période heureuse. La croissance a été de 4% en rythme annuel aux deuxième et troisième trimestres, un taux que l'on n'avait pas enregistré depuis longtemps. Sur l'ensemble de l'année, le produit national aura augmenté de 2,2%, ce qui n'est pas si mal et ce que l'on espérait.

Mais surtout la situation pourrait continuer de s'améliorer. Interrogés par l'INSEE au début du mois, les chefs d'entreprise de l'industrie ont répondu que leurs investissements avaient augmenté de 6,5% cette année - soit d'à peu près 3% à 4% en volume - et qu'ils prévoyaient une nouvelle progression de l'ordre de 5%. L'expérience montre que les chefs d'entreprise sont estimés largement en cette période de l'année leurs dépenses d'équipement augmentent de 9% la progression probable des investissements en 1988, soit peut-être 6% ou 7% en volume. Ce qui sur 1987-1988 donnerait une hausse d'environ 10% en valeur. Pas si mal, même si notre appareil de production est encore loin d'avoir combié son retard sur les Etats-Unis et le Japon.

La baisse du dollar entraîne celle des marchés boursiers

Le dollar poursuit, vendredi 18 décembre, sa dégringolade. C'est New York qui a vu le dollar crevé de nouveaux plateaux historiques, passant en dessous de 126 yens, malgré des achats de la Banque du Japon. A Francfort, le billet vert était également en baisse. Les marchés boursiers, qui semblaient en meilleure forme au début de cette semaine, replongent à leur tour dans la morosité. Après la chute de 50 points (moins de 2,5 %) enregistrée à Wall Street, Tokyo accusait une baisse de 67,9 points. Malgré la hausse du dollar, le vendredi matin 18 décembre, le franc se tient bien à son sein du SME.

Aux Etats-Unis, si la révision en hausse de la croissance du PIB au troisième trimestre n'a pas annoncé, jeudi 17 décembre, d'un accord entre les négociateurs de la Chambre des représentants et du Sénat pour une augmentation des recettes fiscales de 23 milliards de dollars sur deux ans n'ont contribué à rassurer les investisseurs. Ceux-ci beaucoup plus sensibles aux déclarations de certains officiels allemands et japonais, selon lesquels la poursuite de la baisse du dollar devrait pas affecter gravement leurs économies. Jeudi, ce sont les propos de M. Martin Feldstein, l'ancien président des conseillers économiques de M. Reagan, selon lesquels, dans les deux années à venir, le dollar devrait baisser en dessous de 100 yens, qui ont contribué à la rechute du billet vert.

Plusieurs éléments appuient par ailleurs la reprise de la baisse sur les marchés boursiers. Certains investisseurs craignent leurs bénéfices, d'autres se dégagent pour des raisons fiscales de fin d'année. Mais nombreux sont ceux qui craignent à nouveau une reprise de l'inflation et une augmentation des dépenses. A ce sujet, les banques centrales ouest-allemandes et japonaises ont confirmé, jeudi, l'ampleur du dérapage de la masse monétaire au REA et au Japon. En novembre, la masse monétaire - dans sa définition la plus large - augmentait outre-Rhin à un rythme annuel de 8,2 %, alors que la Bundesbank avait retenu pour l'année un plafond de progression de 6 %. Au Japon, la masse monétaire mensuelle, fin novembre, à un rythme annuel de 12,4 %, ce qui - revivifie craintes d'une reprise de l'inflation », a commenté l'un des responsables de la Banque du Japon.

MARCHE LE BON MARCHÉ

VOUS FAIT CADEAU DE DEUX DIMANCHES.

OUVERT LES DIMANCHES 13 ET 20 DÉCEMBRE DE 10H À 18H30.

AU BON MARCHÉ

Grande Epicerie de 9H à 18H30.

Publicité for 'dumez' featuring a large stylized letter 'P' and other graphical elements.

Économie

REPÈRES

Produit national brut Révision en hausse aux Etats-Unis...

Révisant en hausse ses statistiques initiales, le département du commerce américain annonce que le produit national brut des Etats-Unis a augmenté de 4,3% au troisième trimestre 1987, à finement de 4,3%. Ce chiffre confirme que, à la veille du crash boursier du 19 octobre, l'activité économique tournait à plein. L'élement moteur était la consommation des particuliers, dont le rythme de croissance annuel était encore de 5,4% en septembre, un dynamisme à l'origine du haut niveau des importations et des déficits commerciaux américains. Le rythme des prix par contre s'est ralenti au troisième trimestre pour revenir à un rythme annuel de 3,5% contre 4,1% durant le deuxième. Sur neuf mois, la croissance s'inscrit toujours en rythme annuel, à 3,7%.

... comme au Japon

L'Agence de planification économique (EPA) a révisé en hausse l'objectif officiel de croissance au Japon pour l'année budgétaire se terminant le 1^{er} avril 1988 pour le fixer à 3,7% (contre 3,5% initialement). L'EPA a également relevé l'objectif de l'épargne pour l'exercice suivant à 3,8%, une prévision que le gouvernement Takashita devra entériner en conseil ministériel, le 22 décembre. Ce renouveau d'optimisme se fonde sur la forte activité économique durant la période juillet-septembre (une croissance de 2% du PIB soit 8,4% en rythme annuel). Pour l'année budgétaire 1988-1989, l'EPA prévoit une progression de 1,3% des prix à la consommation et une expansion nominale de 4%, fondée sur un fort dynamisme de la demande interne (4,7% en termes réels). L'équilibre de la balance des comptes devrait enregistrer de ce fait un excédent de 11 milliards de dollars pour revenir à 72 milliards de dollars.

Chômage Baïsse record en Grande-Bretagne

Le nombre de chômeurs a baissé de soixante-trois mille cinq cents en novembre pour s'inscrire à 2,86 millions en Grande-Bretagne, indique le ministère de l'emploi. Cette disparition baïsse mensuelle consécutive d'une erreur record, ramène le taux de chômage à 9,5% contre 9,8% fin octobre. En douze mois, le pays a enregistré une baïsse de près d'un demi-million du nombre des sans-emploi.

SOCIAL

Accords sur la participation chez Peugeot

Une compensation à la modération forcée des salaires

Une délaire dans une perspective un peu ternie pour longtemps encore : c'est l'effet de l'intéressement aux bénéfices que Peugeot vient de mettre en place pour ses salariés. Ayant, depuis l'an dernier, retrouvé le chemin des bénéfices, la firme de Sochaux a renoué cette année avec la participation, en signant avec l'ensemble des syndicats représentés - à l'exception de la CGT, qui a néanmoins participé activement - aux discussions - deux accords : l'un sur la participation, l'autre sur l'intéressement.

Le premier tire la conséquence de la structure du groupe et fixe un nouveau mode de rémunération des sommes allouées. Il élargit les dispositions - un accord de 1969 et une série d'avantages - à l'usine Talbot de Poissy (Yvelines), qui fabrique un quart des véhicules Peugeot, et à plusieurs établissements ou services travaillant à la fois pour Peugeot et Citroën (1). Les sommes attribuées à chaque salarié proportionnellement à sa rémunération, affectées pour cinq ans à un fonds d'investissement, seront rémunérées au taux de la Caisse nationale d'épargne plus 2,5 points, soit 7% au total.

Elles peuvent être placées dans le « plan d'épargne entreprise », constitué d'actions Peugeot, créé par la firme en septembre : jusqu'ici, 7,5% des salariés ont souscrit à ce

plan (2,6% des ouvriers, 15,1% des employés, techniciens et agents de maîtrise et 34,7% des cadres), pour un montant moyen de 2 730 F ; mais la direction de Peugeot se défend d'y avoir pensé : la crise boursière a réduit le prix des actions, mais peut éveiller des aspirations quelques inquiétudes sur l'avenir.

L'intéressement n'est pas une prime

Mais, en attendant 1992 et le retour des sommes bloquées, les travailleurs ont souhaité profiter un peu des bons résultats de la firme. En réponse à des demandes syndicales, est prévu un intéressement aux bénéfices, les années où le résultat net dépassera 3% du chiffre d'affaires. Cet intéressement représentera 2% du résultat net avec un plancher de 50 millions de francs et un plafond de 150 millions, soit pour chaque salarié, un minimum 500 à 1 500 francs selon son niveau de rémunération. Exonérés de charges sociales comme les sommes de la participation, celles-ci seront en revanche soumises à l'impôt sur le revenu.

Le bénéfice prévu pour le groupe PSA devant, selon les estimations les plus courantes, s'élever à quelque 15% du chiffre d'affaires en 1987, les

1% de hausse pour les médicaments à Pâques 1988

Les prix des médicaments augmenteront de 1% au plus tard le 15 avril 1988. M. Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la santé et de la famille, l'a annoncé jeudi 17 décembre devant un parlement d'industriels de la pharmacie réuni à l'hôtel Méridien.

A cette hausse conjoncturelle, s'ajoutent des enveloppes de 100 millions de francs pour les médicaments fortement exportés, qui correspondra à une majoration supplémentaire d'environ 1%. Enfin les petits laboratoires (50 millions de francs de chiffre d'affaires) pourront, comme d'habitude, réajuster de façon forfaitaire certaines de leurs spécialités. Ni la date ni les modalités de ces dernières mesures n'ont été fixées avec précision.

Les fabricants de médicaments ne s'attendaient pas à un miracle. Une fois de plus, ils ont été profondément déçus. M. Hubert Louis, président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), a eu beau se féliciter des dispositions prises pour l'exportation en suggérant qu'elles soient pérennisées, les majorations accordées par le ministre res-

tent faibles. Les médicaments sont parmi les rares produits industriels dont les prix sont encore encadrés. La conjoncture n'a été accordée à l'industrie pharmaceutique depuis le mois d'août 1986 (+1%), alors que l'insuffisance des prix des médicaments français le meilleur marché du monde (30% en dessous de la moyenne européenne) est notée. Bien que M. Barzach réaffirme la nécessité d'aller « vers la liberté des prix des produits pharmaceutiques », les industriels mis à la portion congrue depuis des années craignent d'être incapables de relever le défi thérapeutique de la prochaine décennie, quand la mise au point, le développement et le lancement d'un nouveau médicament coûtent entre 600 millions et 800 millions de francs.

En repoussant à Pâques une hausse qui s'apparait que dans l'indice des fin d'année 1988 (publié en mai après l'élection présidentielle), le ministre passe le « bébé » à son successeur.

A. D.

Des aménagements fiscaux pour les retraités mensualisés

L'Etat Matignon a annoncé, mercredi 16 décembre, un régime d'imposition spécifique pour les retraités (6,5 millions) dont les pensions sont « mensualisées » au début de 1987. Evolués par les syndicats et les associations de retraités, la modification du mode de paiement des pensions, remplacant des versements trimestriels au fin de mois (entre le 20 et le 24) par des versements mensuels (entre le 8 et le 12) avait amené les retraités nés en février, mai, août et novembre à toucher en 1987 treize mensualités, et ceux nés en janvier, avril, juillet et octobre, quatorze mensualités. Cela risquait d'être perçu comme une augmentation négligeable des impôts au de revenus imposables (le 1^{er} décembre 1986) de leur faire perdre par la même occasion des avantages sociaux.

M. Chirac promet des mesures en faveur des professions libérales

Le ministre d'impôts, M. Chirac, a promis, s'appliquera aussi aux professions libérales quelle que soit leur taille, a-t-il déclaré, le 17 décembre, en clôture de la journée des professions libérales organisée au Conseil économique et social, à Paris. Le premier ministre a également indiqué que le régime des cotisations supplémentaires par capitalisation, envisagé par les professions libérales, recevra « une suite favorable et rapide [...] dès lors qu'il est compatible avec le complément d'un système obligatoire de la sécurité nationale d'assurance-vieillesse ».

Pour bien marquer l'intérêt qu'il porte aux professions libérales, M. Chirac a demandé à chacun de ses collaborateurs de lui faire parvenir, avant le 15 février, une proposition pour rendre à ces professions des compétences qu'elles ont perdues. Il arrêtera personnellement la liste de celles qui seront acceptées.

Le Monde
sur minitel
BOURSE :
Plus que jamais, surveillez votre portefeuille
36.15 TAPEZ LEMONDE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Décembre 1987

Dumez Travaux Publics (60%)
et
MM Grau et YLLA BADIA (40%)

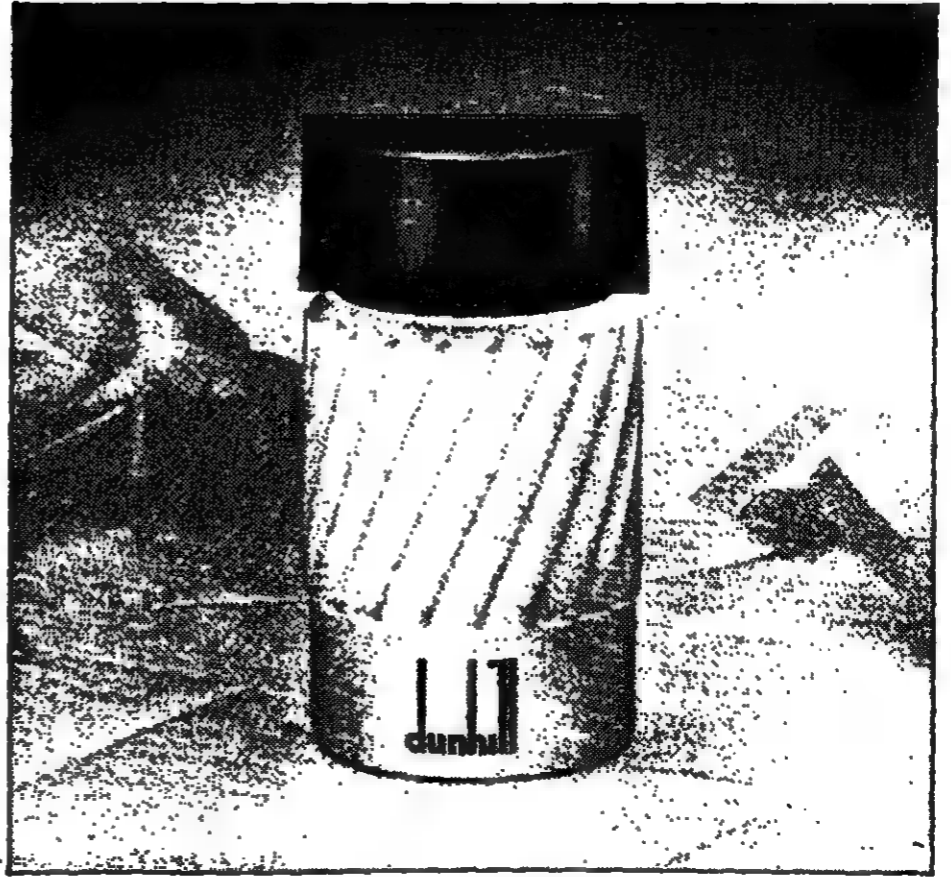
ont acquis

Copisa
Société Espagnole de construction et de montages électriques, filiale du groupe **Fecsa**, l'un des premiers producteurs d'électricité en Espagne.

Cette opération a été dirigée par
Consejo España s.a.
filiale du groupe
Banque Nationale de Paris

BNP Banque Nationale de Paris

POUR NOËL, DES CADEAUX RAFFINÉS SIGNÉS ALFRED DUNHILL.



Parfum Dunhill Edition.

ALFRED DUNHILL
15 rue de la Paix, Paris 75002
Tél. 42.61.57.58



سكزا من الاجل

Économie

La SNCF un an après la grève

(Suite de la première page.)
La vente des « bijoux de famille », comme les 15 % ou 14 % des actions d'Air Inter et des terrains parisiens a, certes, permis de compenser le manque à gagner de 2 milliards de francs. Mais le trafic en porte à faux n'est pas prévu. Le nombre des usagers du TGV-Sud-Est a progressé de 12 % au deuxième trimestre et de 9 % au troisième. Dans le domaine du fret, 1987 s'achève avec un résultat de 49 milliards de francs de recettes, c'est-à-dire 500 millions de tonnes-kilomètres de plus qu'il était prévu. Ont joué l'arrêt de la baisse du carburant qui avantagait la route, la bonne tenue du trafic des voitures neuves.

Contre Jacques Douffiagues

La divine surprise est venue du TGV. « En septembre dernier, raconte Philippe Essig, président de la SNCF, j'ai déclaré devant les députés le lancement de plusieurs TGV et j'ai dit qu'ils n'y croyaient guère. » Ainsi la machine s'est-elle trouvée en état de grâce lorsque le premier ministre a annoncé, le 9 octobre, que la société TGV-Nord reprendrait en 1992, Londres à 3 heures de Paris via le tunnel sous la Manche, et Bruxelles, à 1 h 20. Les brételles d'interconnexion permettront aux TGV venus de Lyon de filer sur Rennes sans s'arrêter à Paris et le TGV vers Strasbourg sera mis à l'étude.
Ce festival de projets s'accompagne de bonnes nouvelles.

Contraintes à ce que Jacques Douffiagues, directeur des transports, l'infrastructure du TGV-Nord ne sera pas construite et financée par le secteur privé, mais par la SNCF, qui restera maître d'ouvrage. Celle-ci a convaincu le ministre de l'Économie en lui montrant que le recours au privé alourdirait de 30 % ou 40 % la facture de 12 milliards de francs et qu'il était déjà bien assez compliqué de s'entendre avec les Belges, les Britanniques et les Allemands sans qu'il soit besoin d'ajouter un partenaire. La Rue de Rivoli a été convaincue au fait que l'endettement sur le profil. Un temps menacée d'une dépossession financière et technique, la Société nationale se retrouve, en cette fin d'année, seule responsable de lancer des TGV aux quatre points cardinaux et même outre-frontières. Une belle revanche.

Pourtant, ce qui a le plus contribué à restaurer le moral des dirigeants, c'est le changement de directeur général. M. Jean Dupuy, qui occupait le poste au moment du conflit social, avait été mécontent de l'incompréhension de ses troupes et des lâchages qu'il avait eus de la part du gouvernement. Il décida peu de temps après la reprise du travail de démissionner, mais il ne fut pas public son départ qu'au mois de juin. Pendant six mois, la SNCF vécut sans véritable patron ni sans perspective claire.

Tout change avec l'arrivée de Philippe Rouvillois, ancien directeur adjoint chargé des finances, comme directeur général. Proposé le 22 juillet à ce poste par le président de la SNCF, cet énarque de cinquante-deux ans est considéré comme un

stout exceptionnel par tous ceux qui le connaissent, directeurs régionaux, syndicalistes ou administrateurs. L'un d'eux va même jusqu'à dire que la nomination de Philippe Rouvillois est « la retombe la plus positive de la grève ».

Saint Bruno et la rigueur

Pourquoi ? Le nouveau directeur, qui vit ascétiquement un « état de grâce », apparaît comme porteur de qualités indispensables à la SNCF de 1987. Il est énarque et a fini un régime des polytechniciens « X ponts » ou « X mines » et a beaucoup dénoncé l'hypertrophie technicienne. Il a été directeur des impôts et connaît les arcanes de la Rue de Rivoli, qui pèse si lourd dans les budgets de la SNCF. Major de la promotion Vanban à l'École nationale d'administration, il connaît très bien le premier ministre sans pour autant être RPR. « J'ai noué avec Jacques Chirac, depuis notre première année de Sciences-Po une amitié que je ne renie pas, dit-il. Mais elle n'est pas exclusive de celle qui me lie à Bernard Stasi ou à Michel Rocard. »

C'est un homme de foi, un catholique pratiquant tout comme Philippe Essig, son président. Celui-ci se sent proche des jésuites et de la spiritualité de saint Ignace. Philippe Rouvillois

lois se sent inspiré par saint Bruno, fondateur de l'ordre des chartreux. La rigueur est installée jusque dans le jardin privé de la religion.

Cette rigueur s'accompagne d'une grande ouverture, et les commentaires qui sont faits à son sujet parlent d'un « homme d'écoute », d'un humaniste, de quelqu'un « qui joue cartes sur table ». Les directeurs régionaux s'émouvraient du nouveau climat qui régnait dans leur réunion mensuelle : « J'ai apprécié l'arrivée de Philippe Rouvillois, ils avaient le droit et le devoir de s'exprimer selon un cadre protocolaire ; depuis le 1^{er} octobre, ils s'expriment quand ils le désirent sur un thème qui a été fixé à l'avance. Pour la première fois, le directeur général a annoncé, à l'avance, les nominations qu'il entendait effectuer au sommet de la hiérarchie. »

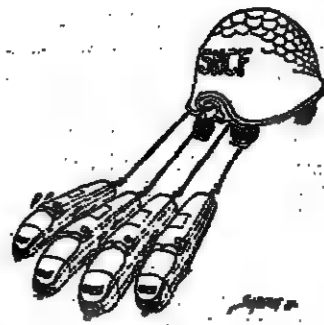
Philippe Rouvillois est conscient des risques que représente la mise à l'heure de la SNCF. « Je ne favorise pas l'approche de cette modernisation par le biais d'une modification du statut ou des structures. Je crois plus au management des hommes. Prenez ces règlements très rigoureux qui corsetent l'activité des rouleurs. La presse s'est étonnée de ces contraintes auxquelles tiennent tant les rouleurs parce qu'elles les protègent contre ce qu'ils appellent

l'arbitraire des petits chefs. Avant toute réforme, il convient donc de modifier leurs rapports avec leur hiérarchie. Plutôt que de tout bouleverser, faisons mieux fonctionner ce qui existe. »

Le réalisme n'exclut pas des expériences, bien au contraire. En janvier, « nous donnerons aux rouleurs des signes concrets de décentralisation, qui répondent au malaise qu'ils éprouvent », déclare le directeur général. Il faudra six mois ou un an pour qu'ils se persuadent que ce n'est pas un piège.

Où, le mérite sera pris en compte dans le déroulement des carrières, mais en commençant par le haut. Claude Bouté, directeur de la région de Rennes, explique que le directeur général « a passé un contrat d'objectifs avec chacun des vingt-cinq directeurs régionaux. Il nous a délégué un budget de fonctionnement qui nous permet de gérer nos propres dépenses : les factures d'électricité ou les locations de voitures. Nous sommes autonomes pour la première fois. »

Pour alléger le fardeau de la dette, Philippe Rouvillois fait étudier le moyen de confier au secteur privé le soin de financer le matériel roulant des TGV, car celui-ci représente plus de 1 milliard de francs d'inve-



Le décalage par an. « Après tout, dit-il, 61 % de notre parc de wagons de marchandises ne nous appartient plus. »

L'exemple venant toujours d'en haut à la SNCF, le vent de la rénovation souffle très fort depuis l'été. Dans bien des services, on s'est livré à des expériences. Partout, on teste des expériences en revendiquant le droit à l'erreur — une petite révolution !

Andaces

Le décalage se manifeste même à propos des relations humaines, y compris avec les clients. Philippe Rouvillois affirme Pierre Descontour, directeur général adjoint. La notation et les gratifications exceptionnelles sont déjà confiées aux directeurs de région et d'établissement. Nous avons dit aux directions commerciales d'expérimenter un indressement de leurs vendeurs aux résultats. D'ailleurs, nous développerons aussi l'investissement de l'ensemble des cheminots aux performances de l'entreprise. Partout, il faut que nous améliorions l'information afin qu'aucune question posée à l'échelon d'exécution ne reste sans réponse. Finie la langue de bois !

La SNCF ressemble, il se tait, à un vrai chantier. Rapports et projets s'y multiplient dans un certain décor. Les mots à la mode sont aujourd'hui « dialogue », « management participatif », « client », « marketing ». Il reste à persuader l'ensemble des cheminots qu'ils sont conviés à apporter leur pierre à cette entreprise de rénovation et qu'ils ne seront pas considérés comme les diadèmes d'une farce productiviste.

ALAIN FALLAUX

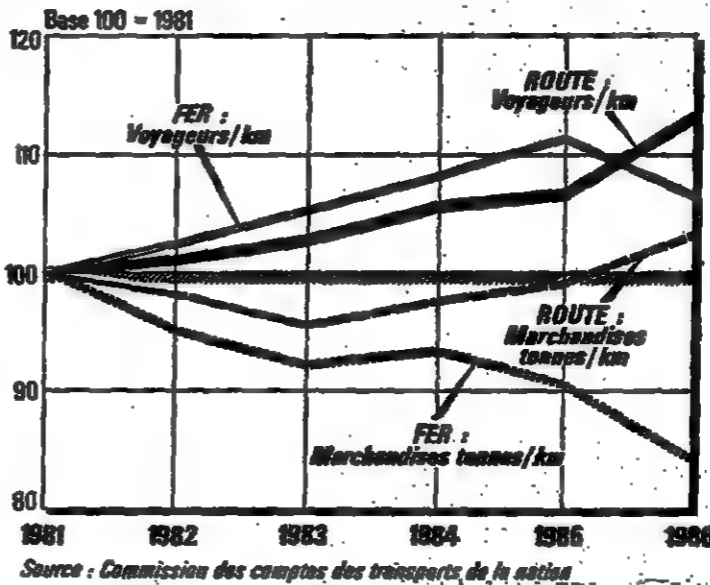
AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Métrologie International et la Compagnie générale de voitures à Paris (CGV), filiale cotée au comptant de l'UAP et des AGF sont en pourparlers pour une prise de participation majoritaire dans la Société SMO bureau SA par Metrologie International.

SMO bureau SA importe et distribue en France différents produits, notamment les photocopieurs RICOH, les produits AES et les machines offset.

La route bat le rail

La forte baisse des carburants en 1986 a provoqué des dégâts dans les transports ferroviaires et avantagé les transports routiers. En matière de voyageurs, la voiture particulière progresse de 1,8 % alors que le fer régresse de 3,2 %. En matière de transports de marchandises, la route reste à la hausse (+ 4,2 %) alors que ses concurrents reculent (- 6,9 % pour le voie d'eau et - 7,5 % pour le rail).



RÉUSSIS!

28 OCTOBRE 1987. LE GROUPE CGE FAIT UNE ENTRÉE EN FORCE DANS LA ZONE PACIFIQUE. ALCATEL REMPIRIT FACE À LA CONCURRENCE AMÉRICAINE ET JAPONAISE, UN CONTRAT DE 400 MILLIONS DE FRANCS POUR LA RÉALISATION D'UN CÂBLE SOUS-MARIN À FIBRE OPTIQUE. CE PREMIER TRONÇON D'UNE NOUVELLE LIAISON TRANSPACIFIQUE EST UN PREMIER PAS DANS UNE ZONE QUI REPRÉSENTE PLUS DE 50 % DU MARCHÉ MONDIAL POUR CES SYSTÈMES.

ACTIONNAIRES DE LA CGE, CE NOUVEAU SUCCÈS DU GROUPE EST AUSSI LE VÔTRE.

CGE
L'esprit de Conquête

صكنا من الاصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



— Lors de sa réunion du 16 décembre 1987, le conseil d'administration de VALEO a constaté que les bons A émis par VALEO lors de l'augmentation de capital de novembre 1986 avaient été souscrits à l'échéance du 30 novembre 1987 pour un montant de 150 millions de francs, soit 30 % des bons concernés. Le capital a été arrêté au 30 novembre 1987, après conversion des obligations convertibles et l'exercice des bons A à 9 644 552 actions.

— D'autre part, le conseil convoque le 26 janvier 1988, une assemblée générale extraordinaire pour procéder à une augmentation de capital d'environ 300 millions de francs réservés aux actionnaires principaux.

Cette augmentation de capital réservée aurait pour objet de consolider l'actionariat de VALEO en permettant aux actionnaires principaux de retrouver les parts respectives qu'ils avaient avant les opérations de fusion VALEO, FEA et SEV et l'exercice des bons A par certains d'entre eux.

A l'issue de cette augmentation de capital, CERUS aurait environ 20 % du nouveau capital et les autres actionnaires français associés détiendraient environ 21 %.

— La réalisation de ces deux opérations (bons A + augmentation de capital réservée) renforce les fonds propres de VALEO de 450 millions de francs, lui permettant de réduire son endettement et poursuivre son programme de développement.

— Enfin le conseil a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 10 967 626 bons de souscription C d'actions VALEO, à compter du 23 décembre 1987.

9 644 552 bons seront attribués directement aux actionnaires existant au 30 novembre 1987, selon arrêté du capital à cette date. Le solde de 1 323 074 bons sera mis en réserve en vue d'une attribution ultérieure aux porteurs d'obligations convertibles et aux porteurs de bons B, dans la mesure où ils auront converti leurs obligations ou exercé leur droit de souscription avant l'échéance du 8 juillet 1988 des bons C.

A partir du 1^{er} janvier 1988 et jusqu'au 8 juillet 1988, 10 bons de souscription C donneront le droit de souscrire à une action VALEO de F 100 nominal au prix de F 475.

La souscription complète des bons C procurerait à VALEO 520 millions de francs.

Une notice COB sera à la disposition du public à compter du 21 décembre 1987.



Au cours de sa réunion du 20 novembre 1987, le conseil d'administration de la Banque SOFINCO a officiellement constaté la privatisation de la société, entrainée de facto par la privatisation de la Compagnie financière de Suez, qui en détiennent la totalité du capital depuis le mois d'octobre 1987.

Le conseil d'administration a également décidé de convoquer une assemblée générale mixte (ordinaire et extraordinaire) pour le 29 décembre 1987 en vue, notamment, de procéder aux modifications statutaires liées à la privatisation.

D'autre part, le conseil d'administration a constaté l'évolution satisfaisante de l'entreprise et de l'ensemble de ses filiales.

Dans ces conditions, le résultat net après impôt et participation de la Banque SOFINCO devrait connaître une augmentation conforme aux prévisions.

Enfin, et en application du protocole signé en 1985, la Compagnie financière de Suez apportera à la Banque SOFINCO 43,5 millions de francs en numéraire ; ainsi, le conseil d'administration a-t-il décidé de soumettre à une prochaine assemblée générale une proposition d'augmentation de capital par apports de fonds propres, complétée par une incorporation de réserves portant le nominal de l'action à 150 F.

En conséquence, et sous réserve d'approbation par l'assemblée générale, le capital social de la Banque SOFINCO sera porté de 285 millions de francs à 369,3 millions de francs d'ici au 31 décembre 1987.

Marchés financiers PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.S.P. SA	1185	921	Metallurg. Mittell.	95	94
Alain International	206 10	200 80	Météorologie Internat.	309 80	305
Amis de l'Aspic	400	400	Micromicro	142 80	137
Anyrol	251 50	242	MILIM	450	445
B.A.C.	450	446	Molax	162	172 80
B. Dumas & Assoc.	322	321	Moviel-Union	538	538
B.I.C.M.	883	883	Obit-Lapresse	238	219 80
B.I.P.	406	406	Op. Gaz. Fin.	318	310
Bolton Technologies	678	688	Par. Invest.	180	164 20
Bolton	921	905	Par. Invest.	216	216
Châles de Lign	748	804	Par. Invest.	184	180
Colson	522	522	Prebenoy (C. In. & Fin.)	100	100
Com. Fin.	388	384	Ramel	800	790
Com. Fin.	818	888	St-Gobain Industrie	948	830
C.D.M.E.	800	788	St-Gobain (Métallurg.)	130	127
C. F. P. S.	238	238	S.G.E.P.M.	180	146 70
C.E.F.I.D.	531	550	Sigla	240	245
C.E.P.	180	180	Sino-Méca	283	288
C.E.P.-Communication	888	888	S.E.P.	887	883
C.G.I. Information	461	453	S.E.P.	878	880
Chem. d'Origny	341	343	Sigla	882	882
C.N.I.M.	247	254 70	S.M.T. Group	189	185
Concept	238	287	Sodafin	500	500
Concept	478	485	Sodafin	282	284
Dalhe	184 70	185	Sodafin	378	384
Dalhe	2800	2800	TF	184 80	180
Dalhe G.T.A.	1287	1300	Union Financ. de Fr.	478	480
Dalhe	721	720	Union Financ. de Fr.	300	300
Dalhe	105	113 80			
Dalhe	383	380			
Dalhe	18 70	17 40			
Dalhe	421	404			
Dalhe	130	128			
Dalhe	508	528			
Dalhe	781	885			
Dalhe	210	211			
Dalhe	130	128			
Dalhe	88	88			
Dalhe	95	96			
Dalhe	158	161 80			
Dalhe	332	334			
Dalhe	178	174			
Dalhe	245	245			
Dalhe	189 80	187 80			
Dalhe	283	271			
Dalhe	288	288			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

MARCHÉ DES OPTIONS NEGOCIABLES
le 17-12-87 à 17 heures

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT				OPTIONS DE VENTE			
		Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
Leiferg Cop.	1200	38	158	198	—	44	148	168	—
Paribas	490	6,20	12	28	—	84	85	—	—
Peugeot	1180	1,98	65	138	—	188	—	—	—
Thomson-CSF	1180	—	33	—	—	254	—	—	—
Elf-Aquitaine	288	0,01	8	15,6	—	46	61	65	—
Midi	1180	24	118	178	—	78	—	—	—

MATIF
Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 17 déc. 1987
Nombre de contrats :

COURS	ÉCHÉANCES			
	Déc. 87	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	99,55	98,30	97,55	97,05
Précédent	99,45	98,15	97,40	97,25

INDICES

CHANGES
Dollar : 5,5015 F ↑

Le dollar s'est légèrement apprécié vendredi, dans des marchés très calmes. Le billet vert a ainsi coté 5,5015 F (contre 5,4990 F la veille). Même l'or a baissé (484 dollars l'once, contre 487,75 dollars), ce en liaison avec la chute du prix du pétrole brut.

BOURSES
PARIS (INSEE, base 100 = 31 déc. 1986)
16 déc. 17 déc.
Valeurs françaises... 72,9 73
Valeurs étrangères... 97,2 97,5
C° des agents de change (base 100 = 31 déc. 1981)
Indice général... 287,8 286,3

NEW-YORK
(Index Dow Jones) 16 déc. 17 déc.
Industrielles... 1974,47 1984,48

LONDRES
(Index Financial Times) 16 déc. 17 déc.
Industrielles... 1348,9 1366,6
Mines d'or... 328,4 319
Fonds d'Etat... 87,66 87,96

TOKYO 17 déc. 18 déc.
Nikkei Dow Jones... 2289,83 2285,97
Indice général... 184,58 183,48

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)
Paris (18 déc.)... 73443/25/85
New-York (17 déc.)... 65844/11/85

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.
\$ E.-U.	5,4815	5,4845	- 15	- 18	+ 18	+ 25
S. can.	4,1288	4,2845	- 34	- 18	- 57	- 21
Yen (100)	4,3315	4,3373	+ 122	+ 141	+ 273	+ 304
DM	3,3885	3,3844	+ 112	+ 132	+ 238	+ 276
Franc	3,0836	3,0809	+ 86	+ 98	+ 179	+ 198
FR (100)	16,1233	16,1237	+ 161	+ 239	+ 384	+ 476
RS	4,1574	4,1628	+ 144	+ 171	+ 323	+ 388
L.G. (100)	4,2916	4,2948	+ 161	+ 129	+ 285	+ 248
£	18,0668	18,0778	- 71	+ 33	- 188	- 81

TAUX DES EUROMONNAIES

SEMI-ANNUAL	3/8		5/8		7/8		11/8		15/8	
	1/2	3/4	1/2	3/4	1/2	3/4	1/2	3/4	1/2	3/4
FR	4 3/8	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 5/8	4 11/8	4 11/8	4 11/8	4 11/8	4 11/8
FR (100)	6 1/8	6 5/8	6 9/8	6 15/8	6 15/8	6 11/8	6 11/8	6 11/8	6 11/8	6 11/8
FR	8 1/8	8 5/8	8 5/8	8 7/8	8 7/8	8 11/8	8 11/8	8 11/8	8 11/8	8 11/8
L.G. (100)	10 3/4	11 3/4	11 1/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
£	8 1/4	8 1/2	8 5/8	8 3/4	8 11/8	8 11/8	8 11/8	8 11/8	8 11/8	8 11/8
F. franc.	7 13/16	8 3/16	8 1/16	8 5/16	8 3/4	8 5/8	8 1/8	8 3/8	8 3/8	8 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

SIGNÉ !

JUILLET 1987. LE GROUPE CGE RETENU POUR LES ETUDES DE LA PLUS GRANDE GARE DE FRANCE. SOGELERG A ÉTÉ CHOISI POUR ASSISTER L'ATELIER D'ARCHITECTURE ET LES SERVICES TECHNIQUES DE LA SNCF DANS LA CONCEPTION DE LA FUTURE GARE MONTPARNASSE DU TGV ATLANTIQUE. 55 000 M², 59 MILLIONS DE VOYAGEURS PAR AN. CE PROJET REPRÉSENTE UN ENSEMBLE D'OPÉRATIONS ESTIMÉ À 650 MF.

ACTIONNAIRES DE LA CGE, CE NOUVEAU SUCCÈS DU GROUPE EST AUSSI LE VÔTRE.



سكنا من الاجل

Marchés financiers

BOURSE DU 18 DECEMBRE

Cours relevés à 14 h 58

Main table containing market data for 'Règlement mensuel' with columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Premier cours', 'Dernier cours', and '% +/-'.

Comptant (abréviation) SICAV (abréviation) 17/12

Table with multiple columns for 'Comptant' and 'SICAV' sections, listing various financial instruments and their prices.

Cote des changes Marché libre de l'or

Table with columns for 'MARCHÉ OFFICIEL', 'COURS', and 'MARCHÉ LIBRE DE L'OR', detailing exchange rates and gold prices.

o : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - o : demandé - o : prix précédent - * : marché comin

Vertical sidebar on the left containing 'iers', 'MATIF', 'INDICES', and 'BOURSE' with various market-related text and numbers.

Large vertical graphic on the left side of the page, possibly a logo or advertisement, featuring a stylized 'B'.

